

DÉBATS

Proche-Orient

Une paix libanaise pour le Liban

par Amine Gemayel

DEPUIS quinze ans, la « guerre du Liban » ne cesse de faire couler du sang, des larmes et de l'encre. Tous les jours, elle apporte au peuple libanais son lot de malheurs et de deuils. Pas une famille qui n'ait été touchée par la guerre ; pas une région qui n'ait été atteinte par les bombardements, les voitures piégées et la folie meurtrière. Pas un pouce de territoire qui n'ait fait l'objet d'après lutes.

Aux centaines de milliers de morts, de blessés et de handicapés, à la destruction systématique de l'infrastructure économique et sociale du pays sont venus s'ajouter des heurts fratricides qui achèvent de dessiner le tableau hallucinant d'un pays désarticulé. Les récents combats intercommunautaires ont rendu encore plus complexe la perception du « conflit du Liban ». En mettant en lumière la dimension intracommunautaire des luttes dans lesquelles n'est impliquée, en apparence, aucune force extérieure, ces récents développements ont pu, encore plus, pour un regard extérieur pressé, confirmer le sombre diagnostic d'une guerre interminable, confuse et sans direction.

Pourtant, en dépit des apparences, il y a dans la « guerre du Liban » plus qu'une guerre entre Libanais. Le conflit libanais, celui qui porte sur l'évolution du régime politique du pays, n'est que l'une des causes, et peut-être la moindre, des affrontements qui déchirent le Liban.

Contrairement à ce que pourrait croire une opinion publique internationale perturbée dans ses orientations et ses convictions, ayant perdu les repères classiques qui l'aidaient jadis à s'y retrouver

« dans ce dédale, ce ne sont pas des Libanais qui s'affrontent sur des questions libanaises mais des citoyens que l'on a conduits à épouser des causes étrangères et à qui on a fait croire que se battre aujourd'hui au Liban, c'était se battre pour le Liban.

Le cœur du problème n'est pas libanais. Depuis des années maintenant, il tient essentiellement à la violation permanente de la souveraineté du Liban sur son territoire. Tous les protagonistes du Proche-Orient, puis ceux du conflit irakien sont opposés chez nous. Des guerres impossibles ou improbables ailleurs se sont déroulées sur notre sol. La démocratie libanaise, fragile et solitaire dans un environnement hostile, finit par basculer tout entière dans la guerre. Les lieux mêmes où se règlent démocratiquement les différends ont été d'abord profanés puis bientôt anéantis.

Dès 1969, au Caire...

Notre drame devait débiter ainsi : à l'occasion d'un premier assaut contre notre souveraineté. Là se trouve l'origine véritable de la « guerre libanaise » : en 1969 au Caire, lorsque les feddayins palestiniens, avec le concours musqué du monde arabe, arrachèrent à l'Etat libanais le « droit » de se servir du territoire national pour attaquer Israël et installer au Liban ce qu'il fut convenu d'appeler un véritable « Fatahland », contraire à nos intérêts et à notre sécurité.

Dès lors, la question dépassait bien évidemment le Liban lui-même. A lui seul, au sein d'un monde arabe dont les armées étaient défaits, il ne pouvait sup-

porter le poids d'une confrontation avec Israël. C'est pourquoi ce qu'on lui imposa de faire. On connaît la suite. Le 13 avril 1975, date à laquelle on fait commencer le conflit, n'est en réalité que l'une des périodes d'une lutte déstabilisatrice de l'Etat libanais commencée bien avant. Ce jour-là, le combat pour notre souveraineté se prolongeait par les armes, mais le véritable « choix » des armes s'était fait en 1969.

Ensuite, notre territoire devait servir de champ de manœuvres à la guerre israélo-arabe. Par deux fois, Israël envahit le Liban où se trouvaient les troupes syriennes, et la confrontation israélo-syrienne au Liban finit par faire du Liban son enjeu principal. Le plus grave, et en tout cas le plus alarmant, tient au fait qu'à l'occasion de ces guerres, les différentes parties en lutte tentèrent de nous imposer leurs solutions.

On sait comment Israël, par le biais du traité du 17 mai 1983, essaya d'obtenir des avantages stratégiques au Sud-Liban. Le traité, bien que co-signé par les Etats-Unis, sera mis en échec. Nous fûmes aussi confrontés à d'autres exigences, syriennes cette fois. De fait, le 28 décembre 1985, un accord signé à Damas par les milices libanaises prévoyait la « solution » du « problème libanais » en donnant à la Syrie des privilèges et des droits de regard substantiels. Je refusai l'accord et le dis au président Assad que je rencontrais à Damas au début 1986.

Israël et les accords de Taëf

Toutes ces propositions, lancées et instantanées, étaient en définitive les mêmes. A chaque fois, on nous faisait miroiter la fin de notre conflit, la solution de notre problème supposé être interne, au prix d'accords qui altéraient notre souveraineté. Pour un dirigeant libanais, le choix est dramatique, car le piège est ouvert : ou est l'essentiel ? Accepter des tentatives de solutions susceptibles de mettre un terme à nos malheurs et à notre tragédie, mais en abandonnant notre souveraineté ? Ou défendre nos droits, ceux qui s'attachent à toute nation libre et démocratique, mais alors au risque de l'enfer, des souffrances et de la mort ? Quel dirigeant libanais accepterait des solutions d'ententes qui entérineraient des abandons de souveraineté ? C'est pourquoi, face à ce dilemme, à chaque fois que la paix se profilait à l'horizon, c'est en réalité la guerre qui était relancée.

En octobre 1989, le même drame se répète avec les accords de Taëf. Une fois encore, la restauration du Liban uni et indépendant, la mise en œuvre de réformes politiques sont suspendues à des conditions qui affectent gravement notre souveraineté et n'en assurent pas la restauration. En revanche, l'accord de Taëf sera excellent le jour où il obtiendra le retrait d'Israël de notre territoire.

A ce jour et sur ces points, il n'est que des vœux pieux. Tant qu'Israël n'aura permis fin à son occupation du Sud-Liban, rien ne sera acquis pour nous, et l'accord de Taëf, ou tout autre accord, ne produira pas tous les effets positifs escomptés. Il fournira même le prétexte à d'autres armées,

notamment à l'armée syrienne, et à d'autres groupes armés non libanais, pour rester au Liban.

En attendant, comme à chaque fois, la solution régionale esquissée sera mise en crise plus grave encore que les précédentes. Elle inflige aujourd'hui au pays des pertes considérables et emmure encore plus « notre » impasse. Pourquoi alors demander au Liban et aux Libanais de résoudre leur problème et celui des autres ? Pourquoi toute « solution » devrait recevoir l'aval des puissances régionales, internationales, ménager les intérêts des uns et des autres à l'extérieur du Liban : tout cela aux dépens du Liban et des Libanais.

Cette politique pourtant nous a toujours été proposée comme un tout indissociable, un « package deal » que nous devions accepter en bloc ou refuser, nous exposant, dans ce dernier cas, aux pires conséquences.

En définitive, on demandait à l'Etat libanais, exsangue, victime de la confrontation israélo-arabe et du drame palestinien, de renoncer à la situation qui était la sienne sans toutefois toucher aux « acquis » de ceux qui s'étaient ingérés dans nos affaires.

Ainsi, l'une après l'autre, les tentatives de paix échouèrent. Ainsi, l'un après l'autre, les développements dramatiques de la situation au Moyen-Orient poussaient vers nos rivages, nos montagnes et nos plaines, des nuages sombres porteurs de toutes les violences. Alors on vit apparaître de nouvelles formes de terreur et de chantage. Ce fut au Liban que la pratique des enlèvements de ressortissants occidentaux prit son essor, enlèvements dont les libérations sont négociées partout, sauf au Liban, par tous, sauf par les Libanais. C'est du Liban ou vers lui qu'étaient détournés les avions. C'est au Liban que prospéra le grand marché de la drogue et des narcotiques, sur un territoire quadrillé par des armées étrangères.

A qui fait-on croire que tout ce qui arrive au Liban résulte d'une « guerre civile » ? Certainement pas aux Libanais à qui l'on tente d'imposer à l'extérieur et de l'extérieur des solutions en grande partie ou pour l'essentiel toutes faites. Ce n'est pas un effet du hasard si tous les documents importants qui étaient supposés régir notre destin national furent négociés ou signés au Caire en 1969, à Damas en 1975, à Kyrat Shmona en 1983, à Damas en 1985 ou à Taëf en 1989.

Canossa ou Massada ?

Quand prendra fin cette tendance à nous dire nos intérêts et à nous faire accepter ce qu'aucun pays au monde, soucieux de sa liberté et de sa souveraineté, ne saurait accepter ? Et lorsque les Libanais se rebellent ou refusent le sort qu'on leur fait, on s'étonne, en ce siècle d'émancipation des peuples et des droits de l'homme, de leur refus. A-t-on véritablement laissé aux Libanais d'autre choix qu'entre Canossa et Massada ?

Ce dont le Liban a le plus grand besoin aujourd'hui, c'est qu'on lui laisse plus à lui-même et qu'on ne lui impose plus de solutions dont tout ou partie lui échappe et surtout qu'on ne lui

fasse plus porter la responsabilité de la paix des autres après l'avoir utilisé pour alimenter leur guerre. Lorsque les puissances, grandes et petites, qui se penchent sur le sort du Liban comprendront, enfin, qu'il n'est plus possible de faire payer au Liban le prix de la paix régionale ou d'accommodements entre Etats étrangers, ce jour-là, la situation au Liban sera, au moins, stabilisée. Quant à la paix, elle s'inaugurera par un renouvellement des concepts politiques libanais et une nouvelle stratégie pour le Liban.

D'abord, sur le plan interne, où la nécessité de faire évoluer notre loi fondamentale, nos institutions et tous les rouages de notre vie nationale devra s'inspirer des nouvelles données suscitées par l'évolution des quinze dernières années. Il nous faudra inventer un nouveau Liban en prenant en compte les changements politiques, psychologiques et démographiques, fruits d'une évolution violente.

Mais dans ce cadre resteront prioritaires la démocratie et la sauvegarde du pluralisme, la souveraineté de l'Etat, l'unité du Liban autant que sa solidarité avec le monde arabe.

Ni tuteurs ni parrains

Un accord entre Libanais, sans tuteurs ni parrains, devra fixer les contours d'une solution démocratique et de liberté dans laquelle toutes les chances seront à nouveau données au Liban. Cette libre entente est possible. Elle le fut en 1984, au cours de mon mandat, lorsque le gouvernement d'union nationale de feu le président Rachid Karame présenta à la Chambre des députés un programme de gouvernement élaboré exclusivement sur le sol libanais et par des Libanais exprimant véritablement leur volonté. Mais cette action au plan interne ne pourra aboutir si, sur le plan international, un effort considérable n'est pas déployé.

Pourquoi la communauté internationale, si efficace pour les questions somaliennes, sud-africaines ou nicaraguayennes, ne pourrait-elle faire profiter le Liban de ces expertises nouvelles ? Pourquoi l'Organisation des Nations unies ne jouerait-elle pas chez nous le rôle qu'elle est appelée à jouer de plus en plus aujourd'hui dans le règlement des conflits ? Il faudrait pour cela renforcer sa mission au Sud-Liban. Il faudrait pour cela donner à la FINUL les moyens d'une politique efficace de pacification de la région frontalière ainsi que du maintien de la sécurité tout le long de la frontière.

Il faudrait en outre élargir le champ d'action des forces onusiennes, qu'elles aident les Libanais à étendre leur autorité sur leur territoire. Les forces de paix pourraient superviser cette opération en intégrant en leur sein les éléments de plusieurs Etats dont, bien évidemment, des Etats arabes. L'ONU pourrait aussi garantir la tenue d'élections libres dans notre pays. Après tant d'années de guerre, il est indispensable qu'un recours aux électeurs ait enfin lieu et qu'une représentativité réelle puisse être assurée par la Chambre des députés. La reconstitution des lieux du débat est indispensable pour substituer la parole aux armes.

Alors les Libanais se retrouveront entre eux. Ils renoueront avec leurs traditions de convivialité et de démocratie et contribueront, je n'en doute pas, à une paix juste et durable dans la région. La paix au Liban sera ce jour-là libanaise. A condition évidemment que la sécurité de l'environnement le permette ; c'est-à-dire à condition que le monde aide un pays qui n'avait à offrir que sa démocratie et à qui on a imposé la barbarie.

► Amine Gemayel a été président de la République libanaise de septembre 1982 à septembre 1988.

Algérie

Hier et aujourd'hui

par Jacques Roseau

NOUS sommes tout à fait d'accord avec la conclusion de l'excellente analyse d'André Fontaine, « L'Algérie entre le voile et la parabole », parue dans le Monde du 5 avril.

Nous nous permettons de rappeler à cette occasion que notre organisation a récemment pris position en faveur d'un juste et digne rapprochement entre l'Algérie et la France depuis l'arrivée du président Chaddi Bendjedid au pouvoir. Nous n'avons cessé de plaider cette cause, estimant que toute attitude de rejet et de mépris ne pouvait être que criminelle, car, au-delà de la morale la plus élémentaire, ce type de comportement absurde ne peut qu'écarter les Algériens en général et les travailleurs immigrés en particulier, et les pousser dans les bras de l'intégrisme islamique. C'est aussi la raison pour laquelle nous soulevons que le dilemme problème de l'immigration soit traité intelligemment, pour conjurer toute hypothèse d'affrontement.

Nous pensons aussi que tout doit être entrepris pour que l'Algérie relance son économie, d'une part pour donner aux Algériens leur pain quotidien, voire inverser le flux migratoire, d'autre part pour rétablir certains équilibres socio-culturels et exorciser les démons d'un intégrisme grandissant.

André Fontaine se veut rassurant quant aux risques courus par l'Algérie d'être emportée par une vague intégriste. « Puisse Allah l'entendre ! » Toutes les informations recueillies par nos compatriotes pied-noirs en relations étroites avec des amis Algériens nous laissent, hélas ! craindre que l'islamisme intégriste ne soit en train d'étendre irrémédiablement une immense voile sur l'Algérie.

En analysant minutieusement les phénomènes actuels et les comportements psychologiques de l'immense majorité des Algériens, un observateur sera frappé par les multiples analogies avec la période des années 50.

De même qu'à cette époque l'administration française fut incapable d'apporter une réponse concrète à l'attente des masses musulmanes, de même aujourd'hui le FLN et les autorités algériennes ne semblent pas avoir de prise sur le développement des événements socio-économiques et culturels qui sous-tendent la montée de l'intégrisme, comme si l'Algérie indépendante devait être fatalement condamnée demain, avec le triomphe des intégristes, à une tragédie aussi absurde que le fut hier l'Algérie française, avec le déclenchement de la lutte armée par les nationalistes.

Graves effets pervers

Mais, si tel devait être le cas, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prédire les graves effets pervers d'une telle révolution, non seulement pour les populations algériennes, mais aussi pour la France, sur le plan économique et démographique, avec un exode considérable (qui a déjà un peu commencé d'ailleurs, depuis très exactement octobre 1988, à la suite de la fermeture du lycée Descartes d'Alger et des manifestations d'octobre 1988, nous savons qu'environ 3 000 Algériens se sont depuis installés en France), ainsi que sur le plan politique : un ayatollah au GG, c'est bien sûr Le Pen au sommet.

► Jacques Roseau est porte-parole du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des républicains et socialistes) et président de l'Association culturelle pour la mémoire des Français d'outre-mer.

Le gouver

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le gouver... (text partially obscured)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 03
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Le Monde PUBLICITE

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
11, rue Jean-Maxet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 49-60-32-96

TARIF

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Pauvert (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteur en chef : Bruno Frappet

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 650672 F MONDPAF

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

صلى الله عليه وسلم

ÉTRANGER

URSS : le blocus économique de la Lituanie

Le gouvernement de Vilnius lance un appel dramatique pour des économies d'énergie

La Lituanie s'est retrouvée pratiquement privée d'énergie jeudi 19 avril à la suite de la coupure totale par Moscou des livraisons de pétrole et de la réduction de 85% des livraisons de gaz. Un porte-parole du gouvernement lituanien a annoncé la nouvelle sur les ondes de Radio Vilnius en lançant un appel dramatique à l'économie des ressources.

Le Premier ministre lituanien, Mme Kazimiera Prunskiene, en visite en Norvège, a indiqué jeudi qu'elle allait discuter de l'éventuelle fourniture de pétrole norvégien à la Lituanie, sans toutefois aborder directement la question lors de ses entretiens avec le Premier ministre conservateur norvégien, M. Jan Syse.

Ce dernier, qui avait déclaré auparavant que les demandes de gaz et de pétrole devaient être adressées aux compagnies pétrolières et non au gouvernement norvégien, a dit à l'issue de la rencontre que des négociations n'avaient jamais été initiées.

Mme Prunskiene et M. Soudargars sont attendus samedi au Danemark, nous indique notre correspondant à Copenhague.

Un compromis reste possible avec Moscou

MOSCOU

De toutes les raisons qui ont conduit les dirigeants lituaniens à vouloir créer le fait accompli de leur déclaration d'indépendance, la plus déterminante aura été la peur. Comme tant d'autres de leurs ex-compatriotes soviétiques, ils craignent en effet que la perestroïka ne dure pas, qu'une forme ou une autre de dictature succède à l'actuelle période de démocratisation et considèrent donc qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. Hier avant que la porte se referme.

Car leur indépendance, les Lituaniens l'avaient virtuellement gagnée bien avant de la proclamer, puisqu'aucune des conditions posées par la nouvelle loi soviétique sur les modalités de sécession des Républiques ne constituait un obstacle à leur sortie de l'URSS. Ils pouvaient organiser le référendum demandé par cette loi et, sans l'ombre d'un doute, dégarer la majorité requise des deux tiers des inscrits. Ils pouvaient ensuite, rapport de force aidant, faire limiter à l'extrême la période de cinq ans maximum prévue pour la conclusion d'un accord de séparation. Ils pouvaient, en bref, sortir de l'URSS en deux ou trois ans, mais à la condition bien sûr, que le pouvoir ne change pas entre temps de mains à Moscou ou qu'on y change pas, à tout le moins, de politique. Ce risque là, personne ne pouvait garantir aux Lituaniens qu'ils ne le couraient pas. Et le paradoxe de la situation est qu'il ne se passait rien.

appel de sinistre mémoire à purger le parti de ses réformateurs les plus radicaux. Investi de larges pouvoirs, le président soviétique est sommé d'en user au nom de son devoir constitutionnel de défense de l'union.

Pour une première fois, M. Gorbatchev, a aussi personnellement donné crédit à l'idée que la loi débouche réellement sur des processus d'indépendance ou permette une modification radicale de la structure de l'Union. C'était, bien sûr, une manière d'appeler Estoniens et Lettons à respecter cette loi mais une manière aussi de passer de la théorie à la pratique et de préparer d'éventuelles discussions sur son application en Lituanie.

Les dirigeants de Lettonie et d'Estonie repus par M. Gorbatchev

Tandis que M. Bush faisait part, jeudi, de sa « réticence » à compromettre le dialogue soviéto-américain en raison de la Lituanie, tandis que M. Prunskiene se faisait expliquer, le même jour, qu'il y avait peu d'espoir que le pétrole norvégien supplée le soviétique, les choses bougent. Le mouvement est lent, presque imperceptible, mais assez profond pour que M. Gorbatchev ait successivement reçu, jeudi, les dirigeants de l'Estonie et de la Lettonie pour évoquer l'évolution des statuts de ces deux autres Républiques baltes.

Dans le pointillé de compromis qui se dessine à travers paroxysmes, sous-entendus et messages codés, il ne manque en fait plus aujourd'hui qu'un élément vraiment fondamental - celui qui permettrait de vaincre cette peur première des Lituaniens qu'est le temps. Il faudrait aujourd'hui que le Kremlin puisse garantir aux Lituaniens que la transition vers la réalisation concrète de leur indépendance ne durerait pas cinq ans.

Sur le fond il ne leur a rien dit de nouveau, puisqu'il a répété aux premiers qu'ils devaient revenir sur leur décision d'instaurer une période de « transition » vers l'indépendance et mis en garde les seconds contre une proclamation d'indépendance unilatérale. Mais avec les Estoniens comme avec les Lettons, le président soviétique a, pour la première fois, directement évoqué la possibilité de voir leurs Républiques sortir de l'URSS, ou établir avec elles un lien confédéral et non plus fédéral.

Les Républiques soviétiques et l'Etat-nation

Malgré les percées effectuées sur le plan des institutions et des relations extérieures M. Gorbatchev a enregistré deux graves échecs concernant l'économie et le problème des nationalités.

En cinq années, s'il a fait faire à l'URSS des pas de géant sur le plan des institutions, des libertés, de la démocratisation - pour ne rien dire des percées réalisées dans les relations extérieures - Mikhail Gorbatchev a enregistré deux échecs patents.

La situation économique, d'abord, est pire qu'elle ne l'était au début des années 80 et l'on en est toujours à échauffer des plans, chaque fois plus audacieux, qui font penser à des recettes miraculeuses qui jusqu'à présent n'ont guère servi qu'à désorganiser un peu plus un système poussé sans même parvenir à réduire un passifage dont l'élimination suffirait à elle seule à soulager les finances de l'Etat et à faire faire un bond sans précédent au niveau de vie des Soviétiques.

Dans une telle perspective, l'urgence de fédérations, ou au moins de confédérations régionales, composées de nations vouées à des destins voisins sinon communs, fait progressivement son chemin, à Prague, à Budapest, aussi bien qu'à Paris - sinon encore dans la Grande-Bretagne de M. Thatcher.

La formule est difficile à trouver, mais après tout, la loi n'interdit pas au gouvernement soviétique de s'engager à mener à bien les négociations dans un délai plus court. Ce compromis là n'est pas impossible. Il est même si nécessaire que, poison pilote de la future négociation, le chef adjoint du département idéologique du comité central, M. Alexandre Lebedev, déclarait jeudi soir à la BBC qu'il ne faisait pas de doute que la Lituanie serait un jour indépendante et que le délai de cinq ans était « négociable ».

Pour M. Gorbatchev comme pour M. Landsbergis, reste seulement à négocier - dos au mur, chaque heure, à la merci d'un dérapage ou d'une provocation.

BERNARD GUETTA

Vers la réunion d'Helsinki II ?

Il va de soi que la prochaine configuration du paysage politique européen dépend pour beaucoup d'une Allemagne unifiée à laquelle il appartient de décider si elle veut respecter les engagements pris par sa partie occidentale envers la CEE, se joindre à tel ou tel autre groupement d'Etats - une Mittel Europa qu'elle dominerait de sa puissance ? - ou faire, neutre, cavalier seul.

Embarras et prudence franco-américains

KEY-LARGO (Floride)

de nos envoyés spéciaux

avait été plus net encore : « Notre politique à l'égard de l'URSS, avait-il déclaré, est dictée par la fonction de nos intérêts ». Manière de voir qui réduit à peu de choses les intérêts des Lituaniens.

Cela dit, M. Bush a souligné que Washington restait en contact avec Moscou à ce sujet. M. Gorbatchev savait très bien qu'il y avait des limites à ne pas franchir, et que « tout malentendu » à ce propos était exclu. M. Mitterrand, lui, a évoqué plus brièvement l'affaire lituanienne en insistant sur le fait que le dialogue entre Moscou et Vilnius à débattre de leurs intérêts particuliers, sans oublier « leurs intérêts généraux », c'est-à-dire ceux « de la paix ». Le président français a fait part de son intention d'aider à l'ouverture d'un dialogue entre les deux parties, mais sans beaucoup préciser sa pensée. Toutes les initiatives, qu'elles soient le fait de la CEE ou des alliés occidentaux dans leur ensemble « doivent être complémentaires et aucune ne sera refusée », a-t-il seulement indiqué, ajoutant : « La France est prête à agir en son nom propre ».

J. K. ET C. T.

Décalage grandissant

L'étrange, dans cette affaire, est qu'il s'agit d'un problème proprement politique, du genre de ceux où, lorsqu'il s'agit par exemple de l'Etat ou du parti, M. Gorbatchev s'excellait à anticiper les affrontements, préparer des compromis tout à son avantage, gagner du temps au moins pour éviter les épreuves de force. Ne nous lassons pas d'ailleurs à l'excès la situation : après tout, les pays baltes n'ont, jusqu'ici en tous cas, pas connu le genre de pogromes interethniques qui ont pu exister - Washington même a bien voulu l'admettre - les méthodes musclées de rétablissement de l'ordre employées à Bakou.

De multiples raisons expliquent sans doute l'incapacité du président soviétique à désamorcer une crise lituanienne qui risque d'insurger, sous cette forme, une très longue série. La première est précisément qu'il n'a pas les mains

Pour ne parler d'ailleurs que des pays baltes, la Lituanie est loin d'avoir été des Portes en l'écrou dans ses revendications indépendantes à l'égard de Moscou. Fin 1988 par exemple, alors que le Parlement d'Estonie (où l'on compte proportionnellement trois fois plus

Liban

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

Le Liban est le pays du monde où la guerre civile est la plus meurtrière. Les combattants sont armés, les civils sont tués, les villes sont détruites. La situation est désastreuse.

EUROPE

POLOGNE : le congrès de Gdansk

Les délégués de Solidarité s'interrogent sur le rôle politique ou syndical du mouvement

Le deuxième congrès de Solidarité s'est ouvert jeudi 19 avril à Gdansk, ville-symbole des luttes du premier syndicat libre du monde communiste. Selon M. Lech Wałęsa, ce congrès ferme le chapitre de la clandestinité et de l'activité provisoire du mouvement.

GDANSK

de notre envoyée spéciale

S'il fallait un symbole pour illustrer le chemin parcouru par Solidarité entre son premier congrès en 1981 et le second qui s'est ouvert jeudi 19 avril à Gdansk, c'est un député lituanien qui l'a fourni. Venu de Vilnius, d'«endroit où la lutte pour la liberté continue», pour demander l'aide de la Pologne, «le pays qui a réussi à briser le communisme», M. Szeleslaw Olkiewicz a été l'orateur le plus ovationné de cette première journée de Congrès.

Son discours, simple et émouvant, au moment où l'eau se resserre sur la Lituanie, est allé droit au cœur des délégués de Solidarité auxquels il a remis en mémoire l'appel aux travailleurs d'Europe centrale et des nations de l'Union soviétique, lancé par le premier congrès de 1981 et qui avait déclenché la propagande communiste de l'époque. «Moi, vous nous avez donné l'espoir, s'est écrié l'émissaire du président Landsbergis. Aujourd'hui, «leurs chars sont dans les rues de Vilnius. «Ils tentent de nous mettre la camisole de force des sanctions économiques. Mais Solidarité a montré qu'on ne peut pas supprimer la liberté.

Neuf ans après, Solidarité est donc maintenant le grand frère auquel on vient demander de l'aide. Le premier syndicat libre du monde communiste, né en pleine étre brejnévienne, dissous par la force de la loi martiale, contraint à plusieurs années de clandestinité, est aujourd'hui au pouvoir en Pologne où il invite les représentants des syndicats indépendants qui ont essayé à leur tour dans cette partie de l'Europe.

Le même stade couvert d'Olivia, qui fut le théâtre de débats féroces et souvent chaotiques des dix-huit jours que dura en septembre et octobre 1981 le premier congrès, deux mois avant l'instauration de l'état de guerre par le général Jaruzelski, accueillait ces jours-ci une manifestation toute différente.

Ce ne sont plus dix millions d'adhérents mais deux millions qui ont élu quatre cent quatre-vingt-sept délégués au lieu de neuf cents au premier congrès. Beaucoup plus ordonné, ce second congrès qui, selon l'expression de Lech Wałęsa, «ferme le chapitre de la clandestinité et de l'activité provisoire» du syndicat, ne durera pas plus de six jours, promet-on.

La population de Gdansk, qui en 1981, venait s'installer sur des chaises pliantes à l'extérieur pour écouter les débats retransmis par haut-parleurs, a aujourd'hui d'autres préoccupations: la vie est encore plus dure et les transports en commun viennent de se mettre en grève - pas à l'appel de Solidarité cette fois-ci - pour demander 60% d'augmentation salariale. Même la traditionnelle messe, qui a précédé jeudi matin l'ouverture des travaux, n'avait plus la charge émotionnelle des interminables offices des années de lutte.

Les amertumes

de Lech Wałęsa

Il y avait jeudi, au premier rang de la cathédrale baroque, deux prie-dieu recouverts de velours cramoisi et d'or devant deux fauteuils spécialement installés pour l'occasion: l'un pour le président de Solidarité, Lech Wałęsa, l'autre pour le chef du gouvernement, Tadeusz Mazowiecki.

Cette image illustre aussi la nouvelle situation à Solidarité: Wałęsa n'est plus l'homme le plus populaire de Pologne, il a été largement dépassé dans les sondages par son ancien conseiller, qu'il a lui-même fait premier ministre l'été dernier. La cote de popularité de M. Mazowiecki atteignait en mars 85 points contre 56 pour Lech Wałęsa.

Cet état de chose, dit-on, inspirerait quelques amertumes à l'homme qui symbolise Solidarité aux yeux du monde et de la Pologne depuis dix ans; il s'est donc assigné, ces derniers temps, un rôle d'épéon, pressant le gouvernement d'agir plus vite et de manière plus radicale tout en faisant pression pour que le général Jaruzelski quitte la présidence de la République, laissant éventuellement le champ libre au leader de Solidarité.

Cette offensive a placé Lech

Wałęsa dans une position délicate: une chose dont il est à vrai dire coutumier - au moment où il brigue un nouveau mandat à la présidence de Solidarité. Il devait s'en expliquer vendredi matin dans son rapport au Congrès, mais d'ores et déjà, le rôle de M. Wałęsa au sein du mouvement et dans la vie politique du pays, est devenu l'un des enjeux de ce Congrès. Un autre enjeu, qui devrait faire l'objet de débats animés pendant le week-end, est la nature de Solidarité: syndicat ou organisation politique?

La détermination de M. Mazowiecki

La première journée fut en tout cas celle de M. Mazowiecki, qui la marqua d'un superbe discours prononcé d'un ton ferme, sans notes, avec tous les accents de la persuasion, un mélange d'humilité et de détermination. Humilité lorsqu'il «saluait» avec une émotion qui paraissait sincère, ce Congrès au nom d'un gouvernement qui veut servir la cause d'une Pologne libre et indépendante. «Je suis ici parce que je suis l'un d'entre vous et je reste l'un d'entre vous. C'est la seule façon, pour moi, d'appréhender mon rôle», a-t-il ajouté avant de rendre hommage à tous ceux qui ont contribué à «ce grand et beau chapitre de l'histoire polonaise», qui se ferme avec le second congrès de Solidarité. Un hommage particulier a été alors habilement rendu à M. Wałęsa «dont le nom restera lié à celui de Solidarité dans l'histoire de la Pologne».

Humilité et détermination

Jean-Paul II en Tchécoslovaquie

Suite de la première page

Onze ans de carcan pour des croyants qui ne furent ni plus, ni moins persécutés que leurs compatriotes, mais qui, déjà soumis à la répression, ont vécu une situation de «schizophrènes», écartelés entre l'obligation du conformisme extérieur et l'interdiction de toute pratique religieuse publique.

Avec la visite du pape, les catholiques de Slovaquie, de Moravie et de Bohême vivent un «rêve éveillé». Une visite «anticipée», précise-t-on à Rome. Archevêque de Prague, le cardinal Tomasek, l'un des derniers des plus populaires des derniers événements, est âgé de 91 ans: le «chêne de Bohême» ne sera pas éternel. Visite aussi largement improvisée, tant l'Eglise catholique en voie de reconstruction doit faire face à une montagne d'obstacles: manque d'églises, de prêtres, de catéchistes, de journaux, de locaux; tensions entre le clergé récemment sorti de clandestinité et l'ex-clergé officiel; contentieux liés à la restitution des biens aux ordres religieux, etc.

Concurrences spirituelles

La décision d'inviter le pape fut l'une des premières prises par M. Havel. De la part d'un président anticlérical, s'agissait-il de marquer la reconnaissance du pays envers des catholiques qui, à partir des années 80, avaient choisi le camp de la dissidence, et d'offrir une sorte de dérivatif à une opinion en pleine campagne électorale.

Mais la raison principale de cette invitation est ailleurs. Sur le plan des valeurs spirituelles - l'identité d'une nation et la supériorité de l'éthique sur la politique - la connivence est profonde entre l'héritier de Masaryk, président de la première République, qui, quoique anticlérical, avait pour devise «Jésus, plutôt que César», et le premier pape slave de l'histoire, qui se qualifie lui-même de «fils de la nation polonaise». Vaclav Havel s'en est expliqué à plusieurs reprises, soulignant la transformation des mentalités extrêmes, chez ses compatriotes catholiques, par l'élection d'un pape venu de l'Est.

Traditionnellement perçu en Bohême comme germain et latin, le catholicisme change en effet, avec Jean-Paul II, de centre de gravité. L'insistance du nouveau pape sur les droits de l'homme fut un encouragement pour les dissidents (un tiers au moins des militants de la Charte 77 se disaient chrétiens). En 1982, les prêtres membres de l'«Action territoriale» désavoués par le Vatican. Quant à laisser des évêchés vacants (sept sur treize), resteront jusqu'à la fin de 1989),

ensuite lorsque le Premier ministre énumère les quatre grandes tâches que s'est fixées son gouvernement: programme de redressement économique dont il a souligné les aspects douloureux, élaboration d'une politique sociale, éducation des fondements de la démocratie avec la réforme de l'administration locale et des structures de l'Etat, et enfin les tâches internationales de sécurité des frontières et de réconciliation avec les nations allemande et russe: «il s'agit de la construction de l'Europe et du rôle de la Pologne dans cette Europe».

Sans cesse, M. Mazowiecki a insisté sur la nécessité de procéder, de façon «éthérique et conséquente», répétant qu'il souhaite des élections législatives seulement au printemps 1991 et prenant position contre ceux qui demandent une accélération brutale. «Le pluralisme politique et économique doit être construit sur des bases durables et non pas sur des sables mouvants. Ces structures doivent mûrir naturellement à travers une intensification maximale mais naturelle. Je suis conscient que, placé devant le choix entre la tentation de la démagogie et du populisme qui peuvent nous faire perdre la terre ferme et la perspective de poursuivre avec une détermination de faire les transformations, ce congrès choisira la seconde perspective. Ainsi, nous pourrions dire que nous avons gagné le combat pour la démocratie. On ne pouvait être plus clair et M. Mazowiecki fut chaleureusement applaudi.

SYLVIE KAUFFMANN

GRANDE-BRETAGNE

Le Parlement vote l'attribution de passeports à 225 000 ressortissants de Hongkong

Le Parlement a voté, jeudi 19 avril, l'attribution d'un passeport britannique à 50 000 chefs de famille de Hongkong, ce qui devrait donner au total à 225 000 habitants de la colonie le droit de résidence en Grande-Bretagne. Ce projet de loi, déposé le 4 avril par le gouvernement, avait suscité des critiques véhémentes de l'aile droite du Parti conservateur, soucieuse de ne pas revenir sur le coup d'arrêt à l'immigration qu'a représenté la loi de 1981 sur la nationalité britannique.

LONDRES

de notre correspondant

L'idée du gouvernement est qu'il faut redonner confiance à la colonie, après le massacre de juin dernier sur la place Tiananmen, et que le meilleur moyen pour y parvenir est de rassurer ses élites, tentées de fuir avant la remise de Hongkong à la Chine en 1997. Selon cette philosophie quelque peu paradoxale, les hommes d'affaires, comptables, ingénieurs, médecins et enseignants de Hongkong seront d'autant plus susceptibles de rester sur place qu'il auront en poche un passeport britannique en bonne et due forme.

L'opposition travailliste s'est moquée de cette construction intellectuelle un peu compliquée. «Ce serait la première fois dans l'histoire que le moral des hommes de troupe serait renforcé par l'annonce que les officiers pourraient battre en

retraite les premiers», a ainsi ironisé, avant le vote, M. Roy Hattersley, leader adjoint du Labour. Les travaillistes avaient de toute façon décidé de voter contre ce texte «démiste». Mais les coups les plus sévères ont été portés par M. Norman Tebbit, ancien président du Parti conservateur, et chef de file de son aile droite ultra-nationaliste.

M. Tebbit estime que les conservateurs trahissent leurs promesses électorales répétées de ne pas laisser entrer une nouvelle vague d'immigrants. Un des actes fondateurs de la «révolution conservatrice» de M. Thatcher a, en effet, été cette loi de 1981 qui retirait le droit automatique de résidence au Royaume-Uni aux détenteurs d'un passeport britannique vivant dans ce qui était jadis l'Empire.

M. Tebbit a affirmé que «l'arrivée de gens qui ne partagent pas notre culture, notre langue, nos coutumes sociales, et n'ont dans bien des cas aucune allégeance envers notre pays, a été et serait désastreuse pour notre société». Rappelant l'affaire Rushdie, il a ajouté: «Certains parmi ceux qui vivent ici depuis des années et possèdent un passeport britannique ont montré clairement leur mépris pour nos lois».

Le projet paraissait donc en difficulté face à l'alliance quelque peu contre nature des travaillistes et du groupe de parlementaires conservateurs acquis aux idées de M. Tebbit. Il est pourtant passé avec une majorité de 97 voix, passé avec une majorité de 101 voix dont dispose normalement le gouvernement aux Communes. 313 députés ont voté pour et 216 con-

tre. La dissidence d'une quarantaine de parlementaires conservateurs a été annulée par l'abstention d'un nombre comparable de travaillistes.

Il s'agit maintenant d'appliquer ce texte. L'attribution des passeports aux 50 000 chefs de famille se fera selon un système de points qui favorisera ceux qui ont entre trente et quarante ans, des ressources assurées ou une profession qualifiée; parlent couramment anglais et ont déjà de la famille en Grande-Bretagne. Le but de cette mesure reste de dissuader les nouveaux possesseurs de ce passeport de s'en servir. Mais un quota est prévu pour les hauts fonctionnaires et les policiers de Hongkong. Pour ces derniers, il s'agit bel et bien d'une porte de sortie et non pas d'une incitation à demeurer coûte que coûte après 1997.

M. Thatcher a donc accordé aux habitants de Hongkong les plus prospères et les plus dynamiques ce qu'elle a toujours refusé depuis son arrivée au pouvoir à des immigrants potentiels moins favorisés. Mais il ne s'agit que d'une exception à la règle. Le débat qui vient d'avoir lieu a en effet montré que l'arrêt de l'immigration faisait l'objet d'un véritable consensus dans le pays.

DOMINIQUE DHOMBRES

RDA

M. de Maizière demande l'introduction du deutschemark au taux de «un pour un»

BONN

de notre correspondant

M. Lothar de Maizière, premier ministre est-allemand ne sera pas un partenaire commode pour le chancelier Kohl dans les négociations qui vont s'ouvrir sur l'union économique et monétaire et sociale de la RFA et de la RDA (nos dernières éditions du 19 avril).

Dans sa première déclaration gouvernementale devant la Chambre du peuple à Berlin-Est, jeudi 19 avril, il a insisté à plusieurs reprises sur le désir de son gouvernement de voir la monnaie est-allemande remplacée à un taux paritaire pour les salaires et les retraites.

Cette exigence, qui était déjà inscrite dans l'accord de coalition conclu avec les sociaux-démocrates, se heurte pour l'instant aux réticences de la Bundesbank et des milieux économiques ouest-allemands qui préconisent un taux de conversion à un deutschemark pour deux marks-Est: «Pour nous, l'union monétaire économique et sociale doit marcher d'un même pas», a-t-il déclaré, en indiquant également que les dettes des entreprises devraient être abolies pour les petites et moyennes entreprises, ou réduites de moitié pour les grosses entreprises «propriété du peuple». M. de Maizière a justifié cette position en s'écriant, à l'adresse des Allemands de l'Ouest effrayés par le coût de l'unité que «la division ne peut être surmontée qu'en partageant».

Le gouvernement de Berlin-Est veut procéder au cours de l'année à la réforme administrative du pays, en reconstituant les Länder, pour lesquels il propose des élections à l'automne 1990. En revanche, M. de Maizière n'a fait aucune allusion à la proposition du chancelier Kohl d'organiser à la même époque des élections législatives dans toute l'Allemagne.

Le premier ministre est-allemand s'est attaché à rassurer l'URSS, rendant un hommage appuyé à M. Gorbatchev, et en déclarant que «la RDA et plus tard l'Allemagne unifiée, honorerait tous les traités conclus avec l'URSS». Fait notable, M. Lothar de Maizière n'a à aucun moment porté d'éventuelle extension de l'OTAN au territoire de la RDA dans le cadre de l'unification, alors qu'il a assuré ses partenaires, au sein du pacte de Varsovie de «la loyauté» de la RDA.

L. R.

Le retour de l'OTAN

M. Bush, président des Etats-Unis, a déclaré jeudi 19 avril que l'OTAN n'était pas une organisation défensive, mais une organisation destinée à protéger la liberté. Il a souligné que l'OTAN n'était pas une organisation militaire, mais une organisation politique. Il a déclaré que l'OTAN n'était pas une organisation qui se bat, mais une organisation qui défend la liberté.

M. Bush a déclaré que l'OTAN n'était pas une organisation qui se bat, mais une organisation qui défend la liberté. Il a souligné que l'OTAN n'était pas une organisation militaire, mais une organisation politique. Il a déclaré que l'OTAN n'était pas une organisation qui se bat, mais une organisation qui défend la liberté.

Le message de M. Bush en faveur de l'Union

M. Thatcher refuse de résoudre les problèmes économiques

M. Margaret Thatcher a déclaré jeudi 19 avril que l'initiative britannique pour la réunification de l'Allemagne n'était pas une initiative économique, mais une initiative politique. Elle a souligné que la réunification de l'Allemagne n'était pas une question de salaires, mais une question de liberté.

M. Thatcher a déclaré que l'initiative britannique pour la réunification de l'Allemagne n'était pas une initiative économique, mais une initiative politique. Elle a souligné que la réunification de l'Allemagne n'était pas une question de salaires, mais une question de liberté.

M. Thatcher a déclaré que l'initiative britannique pour la réunification de l'Allemagne n'était pas une initiative économique, mais une initiative politique. Elle a souligné que la réunification de l'Allemagne n'était pas une question de salaires, mais une question de liberté.

M. Thatcher a déclaré que l'initiative britannique pour la réunification de l'Allemagne n'était pas une initiative économique, mais une initiative politique. Elle a souligné que la réunification de l'Allemagne n'était pas une question de salaires, mais une question de liberté.

M. Thatcher a déclaré que l'initiative britannique pour la réunification de l'Allemagne n'était pas une initiative économique, mais une initiative politique. Elle a souligné que la réunification de l'Allemagne n'était pas une question de salaires, mais une question de liberté.

M. Thatcher a déclaré que l'initiative britannique pour la réunification de l'Allemagne n'était pas une initiative économique, mais une initiative politique. Elle a souligné que la réunification de l'Allemagne n'était pas une question de salaires, mais une question de liberté.

La propagande

La presse britannique, le quotidien allemand «Frankfurter Allgemeine Zeitung» et le premier ministre britannique M. Thatcher ont été accusés de propagande par le quotidien est-allemand «Volksstimme».

La presse britannique, le quotidien allemand «Frankfurter Allgemeine Zeitung» et le premier ministre britannique M. Thatcher ont été accusés de propagande par le quotidien est-allemand «Volksstimme».

La presse britannique, le quotidien allemand «Frankfurter Allgemeine Zeitung» et le premier ministre britannique M. Thatcher ont été accusés de propagande par le quotidien est-allemand «Volksstimme».

La presse britannique, le quotidien allemand «Frankfurter Allgemeine Zeitung» et le premier ministre britannique M. Thatcher ont été accusés de propagande par le quotidien est-allemand «Volksstimme».

صباحنا من الامل

DIPLOMATIE

L'avenir de l'OTAN

Suite de la première page

M. Bush s'est déclaré tout à fait ravi de la vision à long terme développée par M. Mitterrand et par l'Organisation atlantique.

De son côté, le président français a précisé que la fin de l'année 1990 sera le moment d'un sommet de l'alliance, comme pour souligner que la France accorde toujours le plus grand intérêt à l'OTAN et entend contribuer à sa nécessaire évolution (les Américains avaient eux aussi émis l'idée d'un sommet, mais dans une optique différente, et à une date beaucoup plus rapprochée, aussitôt après la rencontre Bush-Corbett prévue à Washington pour la fin mai. Cette suggestion n'avait soulevé absolument aucun enthousiasme du côté français).

Intentions floues

Pour le reste, M. Mitterrand n'a pas manqué de marquer ses différences, et il est bien difficile de croire que la publication, juste au moment où il va vers la Floride, de la Déclaration franco-allemande sur le renforcement de la coopération politique en Europe (Le Monde du 20 avril) relevait d'un hasard absolu, comme on l'affirme dans l'entourage présidentiel. Le président français n'a guère précisé sa pensée sur l'avenir de l'OTAN, mais il a souligné que M. Kohl, les Douze devraient porter à la « sécurité ». Il a simplement dit qu'il fallait « préparer les Européens à jouer un rôle accru pour leur propre défense ». Du côté français, on se dit convaincu que

M. Bush n'est nullement hostile à cette idée, bien au contraire.

En fait, et malgré les longs développements consacrés par les deux présidents et surtout par M. Mitterrand à l'avenir de l'Europe et des relations transatlantiques, celui-ci paraît toujours assez flou. On ne voit pas encore très bien quels seraient les rôles respectifs des différentes instances « complémentaires » que seraient l'OTAN, la CEE, la CSCE, etc. Du côté français on fait remarquer que, pour que M. Mitterrand ait pu se montrer plus précis, il aurait aussi fallu savoir plus précisément ce que souhaitaient les Américains. Le président de la République, d'ailleurs, interrogé sur son interlocuteur à plusieurs reprises pour le pousser à expliciter ce que les responsables américains ont en tête lorsqu'ils parlent de renforcer le rôle politique de l'OTAN.

Une chose au moins semble claire : les divergences, ou les nuances franco-américaines ne résident pas dans le statut particulier de la France au sein de l'Organisation, et les Américains n'ont pas demandé sa réintégration dans les organes militaires de l'alliance. Elles se portent sur son rôle dans la zone géographique de compétences que lui confèrent les traités, et ne pas se transformer en un directeur général des affaires du monde ; elle ne doit pas, lorsqu'elle prétend à une fonction politique, se substituer aux autres instances européennes, à commencer par la CEE.

« Il faut, dit M. Mitterrand, rechercher une complémentarité avec les autres instances où les alliés se retrouvent en Europe, notamment la CEE et la CSCE ».

laquelle M. Mitterrand a proposé de convoquer un sommet.

Et même si le président français n'a naturellement rien dit de tel, il semble bien, à entendre certaines réflexions confiantes côté français, que ce zèle atlantique, un peu nouveau, soit avant tout motivé par le désir de ne pas se trouver trop

d'autre part avancé l'idée d'un accord de commerce entre la CEE et les Etats-Unis à l'insu des accords que la Communauté a passé avec une série d'autres pays.

Bref, on a affiché les meilleures intentions, même si elles restent parfois vagues - moins sans doute par souci de dissimulation que par



dénué devant l'Allemagne. A ce soutien actif à l'OTAN, M. Mitterrand met quelques conditions, qui ne sont pas démentant par nouvelles l'Organisation doit se limiter à la zone géographique de compétences que lui confèrent les traités, et ne pas se transformer en un directeur général des affaires du monde ; elle ne doit pas, lorsqu'elle prétend à une fonction politique, se substituer aux autres instances européennes, à commencer par la CEE.

JAN KRAUZE ET CLAIRE TREAN

L'Albanie envisage une reprise des relations avec l'URSS et les Etats-Unis

L'Albanie a lancé depuis le début de l'année des réformes économiques et politiques tendant à « démocratiser » la vie du pays et à y « renforcer le socialisme marxiste-léniniste », a déclaré le numéro un albanais, M. Ramiz Alia, dans un discours prononcé le 17 avril, lors d'un plénum du Parti communiste. Ces mesures portent notamment sur d'importants changements de cadres au profit de « jeunes camarades » et de « non-adhérents au parti », a souligné M. Alia. De telles réformes, dont on ignore l'étendue et la portée, avaient déjà été annoncées en janvier (Le Monde du 2 février).

Rappelant que l'Albanie « s'est toujours opposée » à la division de l'Europe en blocs, M. Alia a affirmé la volonté de son pays de

participer aux actuels processus de coopération et de sécurité européennes.

La Communauté européenne, a-t-il ainsi déclaré, « est une réalité, et l'établissement de relations diplomatiques avec elle servira nos intérêts économiques et politiques ». Il a également dit que le rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis et l'URSS « figure à l'ordre du jour ».

M. Alia a en outre indiqué que son pays « a connu des difficultés accrues » à la suite des « troubles » survenus dans les pays de l'Est. Il a toutefois souligné que « rien de semblable à ce qui s'est produit dans ces pays » ne risque d'arriver en Albanie. - (AFP)

Les relations sino-soviétiques

Pékin souhaite le succès des réformes en URSS

Le gouvernement chinois a exprimé, jeudi 19 avril, l'espoir de voir le « succès » des réformes politiques engagées en URSS, tout en soulignant que le choix de toute évolution dans ce domaine devait être laissé au peuple lui-même. « Nous espérons être témoins du succès » des réformes soviétiques, a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, M. Li Jinhua, à la veille de la visite en URSS du premier ministre chinois, M. Li Peng, prévue du 23 au 26 avril, la première d'un chef de gouvernement chinois dans ce pays depuis plus de vingt-cinq ans.

Si le gouvernement chinois, par le passé, indirectement condamné la perestroïka, responsable à ses yeux de l'abandon du socialisme dans les pays d'Europe de l'Est, il s'est gardé toutefois de toute attaque frontale contre l'URSS. Lundi, M. Song Ping, membre permanent du bureau politique, s'était écarté en faveur d'un dialogue avec le PC soviétique face aux « changements importants » observés sur la scène internationale. En outre, le vice-ministre chinois de l'éducation, M. He Dongchang, est parti pour l'URSS à la tête d'une délégation, a annoncé jeudi l'agence Chine nouvelle. - (AFP)

Les Chinois « ne toléreront aucune action de soutien » à l'opération « un bateau pour la Chine »

La Chine « ne tolérera aucune action de soutien » à l'opération « un bateau pour la Chine », lancée par un groupe de dissidents chinois dont le bateau « Déesse de la démocratie » s'apprête à fuir en direction de la Chine des programmes de radio et de télévision jugés « subversifs » par Pékin, a indiqué, jeudi 19 avril, un communiqué officiel chinois.

Cette opération est organisée par la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC) basée à Paris. Le bateau « Déesse de la démocratie » devrait jeter l'ancre au large des côtes chinoises vers la fin avril, pour émettre des programmes de musique et de nouvelles. « Nous nous opposons à toute action de soutien ou d'octroi de facilités à cette opération par un quelconque pays, organisation ou individu », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, M. Li Jinhua, qui s'est toutefois refusé à se prononcer sur un éventuel recours à la force.

A la suite de ces déclarations, l'association Un bateau pour la Chine a estimé, dans un message au secrétaire général de l'ONU, que « ces menaces contraires à l'évidence aux principes généraux du droit international et à la Charte de l'ONU ».

Le message de MM. Mitterrand et Kohl en faveur de l'Union européenne

Mme Thatcher refuse de « discuter de problèmes ésotériques »

Mme Margaret Thatcher a rejeté jeudi 19 avril l'initiative franco-allemande prise le même jour afin d'accélérer la construction européenne, en affirmant à la Chambre des Communes que la CEE devait plutôt s'occuper de questions concrètes.

Sans faire directement référence à l'appel lancé par MM. François Mitterrand et Helmut Kohl (Le Monde du 20 avril), le premier ministre britannique a affirmé qu'un prochain sommet de Dublin, le 28 avril, le chef de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd, et elle-même, auraient « beaucoup d'autres choses à discuter ». « Discuter de ces choses serait bien mieux que de discuter de problèmes ésotériques qui n'ont pas à être abordés en ce moment », a ajouté Mme Thatcher.

Pour la presse britannique, le message franco-allemand est une lettre au premier ministre britannique. Pour le Guardian, « M. Kohl et M. Mitterrand sont déterminés à ignorer le veto de Mme Thatcher ». Le Daily Mail estime que celle-ci « doit regarder la réalité en face, à savoir que les Français et les Allemands sont en phase avec notre temps ». De son côté, le Financial Times juge que l'initiative franco-allemande « ne pouvait survenir à un moment plus approprié ».

A Bruxelles, le premier ministre belge s'est déclaré « étonné » de l'initiative franco-allemande. M. Wilfried Martens a précisé, dans un communiqué, qu'il approuvait en particulier l'idée de renforcer la base démocratique de la Communauté, d'améliorer l'efficacité des institutions et de promouvoir la cohésion de l'action de la Communauté, notamment envers l'extérieur. Les milieux diplomatiques néerlandais ont quant à eux qualifié de « positives » la prise de position de M. Kohl et M. Mitterrand.

La Commission européenne s'est dite aussi « enchantée » de cette initiative, par le voix du porte-parole de M. Jacques Delors.

A Paris, M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, s'est félicité qu'enfin François Mitterrand prenne conscience de la nécessité d'accélérer la construction politique de l'Europe des Douze, tout en regrettant que celui-ci ne le fasse pas en accord avec les autres membres du président de la République ait « égaré » sur les questions européennes. Le CDS s'est lui aussi félicité, dans un communiqué, des bonnes dispositions prises en commun.

Le RPR estime quant à lui que le président Mitterrand vient de « s'aligner » dans ses précipitations sur le chancelier Kohl. Dans un communiqué, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire-générale adjointe

du RPR, chargée des affaires étrangères, a estimé que cette « précipitation dans l'alignement » « semble davantage motivée par la nécessité de faire oublier les silences et les maladroitness des derniers mois que par la volonté d'affirmer le rôle de la France dans la construction de l'Europe de demain ». (AFP, Reuter)

de son côté, et en dépit du bon sens qu'on lui prête généralement, fait l'écho de cette vue manifestement destinée à flatter la vieille garde de la Longue Marche. Il a rappelé, fin mars, que la thèse de l'évolution pacifique dans le monde communiste avait été formulée entre 1953 et 1957 par le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles comme palliatif à l'option militaire face aux régimes communistes.

La « monde libre » devait, dans cette optique, placer ses espoirs dans les troisième et quatrième générations de dirigeants communistes pour revenir à une économie de marché et à une société libérale. D'où l'acrimonie des reproches adressés à M. Zhao Ziyang, le secrétaire général déchu du PCC, accusé, non sans fondements, d'avoir donné raison aux espoirs américains d'alors.

M. Li Peng, concluant à son tour par une conférence de presse la session annuelle du Parlement, a fourni quantité d'autres illustrations de cette hostilité envers le monde occidental. Il souligna ainsi que la Chine, qui doit récupérer Hongkong en 1997, n'entendait pas à nouveau « brader sa souveraineté » et reconstruire des « colonies étrangères » dans les zones économiques spéciales où se pratique à mots couverts le capitalisme d'Etat.

Interrogé sur le sort de M. Zhao, M. Li Peng a pratiquement exclu que celui-ci puisse revenir sur la scène politique, ajoutant : « Voilà une prédiction qui n'appartient qu'à vous, et vous n'êtes pas Chinois ! » La

ASIE

CHINE

La propagande officielle et son parfum de xénophobie

Le parfum de xénophobie qui émane de la propagande chinoise depuis la répression du « printemps de Pékin » l'an dernier s'est encore accru ces derniers temps. De façon fréquente le régime a maintenant recours à cet artifice pour justifier la reprise en main.

PÉKIN

de notre correspondant

La plus spectaculaire manifestation de cet état d'esprit est venue du premier ministre M. Li Peng qui a lancé, dans son rapport devant l'Assemblée nationale populaire le 20 mars, un appel à commémorer le 150^e anniversaire de la première « guerre de l'opium » de 1840-1842. Elle fut suivie par la conclusion des premiers « traités inégaux » par lesquels les puissances occidentales contraignirent l'empire chinois à s'ouvrir au commerce étranger.

La reconstitution de « colonies étrangères »

Le chef du gouvernement a préconisé de faire de cet anniversaire le thème d'une « campagne d'éducation patriotique et d'éducation du sens de la collectivité » auprès des écoliers. Il s'agit de rappeler les « crimes » des nations occidentales contre la Chine impériale, afin d'élever la vigilance des enfants face à une « stratégie » - prêtes à provoquer une « révolution pacifique » du régime vers le capitalisme.

Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, s'est

de son côté, et en dépit du bon sens qu'on lui prête généralement, fait l'écho de cette vue manifestement destinée à flatter la vieille garde de la Longue Marche. Il a rappelé, fin mars, que la thèse de l'évolution pacifique dans le monde communiste avait été formulée entre 1953 et 1957 par le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles comme palliatif à l'option militaire face aux régimes communistes.

La « monde libre » devait, dans cette optique, placer ses espoirs dans les troisième et quatrième générations de dirigeants communistes pour revenir à une économie de marché et à une société libérale. D'où l'acrimonie des reproches adressés à M. Zhao Ziyang, le secrétaire général déchu du PCC, accusé, non sans fondements, d'avoir donné raison aux espoirs américains d'alors.

M. Li Peng, concluant à son tour par une conférence de presse la session annuelle du Parlement, a fourni quantité d'autres illustrations de cette hostilité envers le monde occidental. Il souligna ainsi que la Chine, qui doit récupérer Hongkong en 1997, n'entendait pas à nouveau « brader sa souveraineté » et reconstruire des « colonies étrangères » dans les zones économiques spéciales où se pratique à mots couverts le capitalisme d'Etat.

même ton condescendant perçait dans sa dénonciation des spéculations de la presse de Hongkong, qui avait prêté peu auparavant la mise à pied du premier ministre.

Guerre de l'opium et sac du Palais d'été

Il n'est pas dit que la population, voire l'appareil dans son ensemble, se laissant entraîner par ce discours qui tente de dissimuler l'impasse politique. L'homme de la rue - celui de la campagne ne se sent guère concerné - réagit plutôt bien au spectacle de journalistes étrangers posant au chef du gouvernement, en direct à la télévision, des questions que lui-même n'oserait pas aborder face à son chef politique.

Mais se sachant impopulaire, le fils adoptif de Zhou Enlai cherche visiblement à resserrer les rangs de la bureaucratie, sur laquelle il s'appuie, autour d'une conception isolationniste du pouvoir en ces temps de remise en cause mondiale du communisme.

Le message a été compris par quantité de hauts fonctionnaires qui, à leur tour, empruntent à l'Histoire pour embarrasser leurs interlocuteurs étrangers. L'entourage de la délégation de M. Jean Lacourat a été ainsi frappé, au cours de son récent voyage en Chine, d'entendre une réflexion déplaçante sur la force franco-britannique qui mit à sac le Palais d'été à Pékin en 1860. On n'a pas épargné non plus à ses visiteurs des allusions aux échecs de la France en Algérie, en Indochine... « Mémoire de dire : Vous n'aurez pas la Chine non plus »,

rapportait un témoin.

Certains sont tout de même conscients de l'échec que représente cette stratégie pour la Chine, il y a peu encore « chouchoutée » par les pays développés pour ses réformes économiques à l'avant-garde du monde communiste. Un diplomate, vétéran aujourd'hui à la retraite, M. Han Nianlong, a de la sorte suggéré, afin de remédier à l'isolement diplomatique dans lequel le pays se trouve un an après la crise du printemps 1989, d'accroître les rapports non-gouvernementaux quand les relations avec certains pays ne sont pas « exactement comme souhaitées ».

Mais le calendrier va fournir une occasion accidentelle inespérée à Pékin pour amplifier encore son discours xénophobe à des fins de propagande intérieure. La première guerre de l'opium fut lancée, en juin 1840. D'ici à ce mois-là, le régime entend maintenir un dispositif de sécurité maximum dans ses grandes villes, en particulier Pékin, pour éviter le retour de la contestation à la faveur des anniversaires à répétition qui s'annoncent.

Le 7 juin, la communauté étrangère de la capitale célébrera à sa manière le premier anniversaire de la fusillade de l'Armée populaire de libération contre un des « ghettos ». Par miracle, elle ne fit aucune victime. Les dizaines d'impacts des balles explosives sont toutefois encore là pour témoigner que, ce jour-là non plus, entre la Chine et le monde occidental, tout n'était pas « exactement comme souhaité ».

FRANCIS DERON

(Publié)

Après l'Amérique, la fièvre contaminée aussi la France sophistiquée

Jeunesse éternelle, un nouveau rêve

PARIS - Le tam-tam est total. D'abord les journaux, puis la pharmacie et jusqu'à l'armée qui confirme. Les nouvelles, qui arrivent de New York, voyagent sur des ondes toutes particulières.

La jeunesse éternelle est un nouveau rêve de l'homme occidental et c'est maintenant un grand business.

Les recherches sur les propriétés des anti-âge de base de rétinal ont conquis les gens.

La découverte, qui implique tant les pharmaciens américains que les pharmaciens européens, de la capacité anti-rides d'une pommade au rétinol produite par la multinationale Korff, a été confirmée par deux chercheurs de Pennsylvanie, Harry Elden et Elizabeth Switzer.

La nouvelle est arrivée jusque là, dans la France sophistiquée où, à Paris surtout, les personnes inondent littéralement de demandes les malheureux pharmaciens.

Un collaborateur a révélé : « la crème Anti-âge de Korff nous est venue en tête : c'est devenu une obsession. Au moins 60-70 personnes par jour, des femmes de tous les âges, mais ce sont les quinquagénaires qui se font les plus pressantes ».

AFRIQUE

ALGÉRIE : pour des raisons de sécurité

Le FLN annule sa manifestation contre les islamistes

Le Front de libération nationale (FLN) a décidé de reporter la manifestation de protestation prévue vendredi 20 avril dans la capitale, contre l'utilisation des mosquées « à des fins partisanes », selon un communiqué de son secrétariat général. Il a, en revanche, maintenu les marches prévues à l'intérieur du pays.

Après l'appel du Front islamique du Salut (FIS), principal rival du FLN aux élections locales de juin, à un « rassemblement national », le même jour, devant la présidence de la République, le FLN avait annoncé qu'il allait organiser à Alger une « marche » de protestation. « Soutenez d'éviter toute équivoque, aussi minime soit-elle, d'engendrer des problèmes de sécurité », il a décidé de la reporter à une autre date.

Mais, le FLN se déclare toujours « déterminé à soulever la question

(de l'utilisation des mosquées) par divers moyens et formules jusqu'à sa solution » qui doit être « à même de préserver l'intégrité et la mission principale » de ce lieu de culte. Mercredi, le secrétaire général du parti, M. Abdelhamid Mohri, avait déclaré que son parti envisageait de demander l'organisation d'un référendum sur ce sujet pour que « le peuple tranche ».

D'autre part, environ deux mille étudiants ont dénoncé la violence intégriste en Algérie et réclamé des « sanctions exemplaires » contre les « oppresseurs de femmes », lors d'une marche de protestation, jeudi, dans le centre d'Alger. Les manifestants ont réclamé une « application rigoureuse de la loi » contre les auteurs d'actes de violence et appelé à « une jeunesse unie contre la honte » (l'arbitraire et l'oppression). — (AFP)

TUNISIE

Formation d'une coalition de gauche

Trois formations de gauche ont annoncé, mercredi 18 avril, l'adoption d'une plateforme politique qui les engagera dans une coalition, à un mois des élections municipales. Depuis les élections législatives d'avril 1989, au cours desquelles le parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), avait remporté la totalité des sièges au Parlement, l'opposition était tombée en léthargie. Cette coalition groupe deux partis reconnus, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et le Parti communiste tunisien (PCT) et un nou-

veau, le Mouvement de l'unité populaire (MUP), dirigé par l'ancien ministre de l'économie Ahmed ben Salah, rentré d'exil il y a deux ans. Ces trois formations dressent un « constat d'échec » du processus démocratique engagé par le président Ben Ali, depuis son accession au pouvoir, en novembre 1987. Elles estiment que le « monopole du pouvoir » par le RCD est « en grande partie à l'origine de l'opposition, depuis les élections législatives, d'une bipolarisation « artificielle » entre le RCD et le mouvement islamiste An-Nahda ».

AMÉRIQUES

NICARAGUA : accord pour un cessez-le-feu

La Contra a accepté les modalités de sa démobilisation « volontaire »

À l'issue d'après négociations dans les locaux de l'Organisation des États américains (OEA) à Managua, la Contra et l'armée sandiniste, sont parvenues, jeudi 19 avril à l'aube, à un cessez-le-feu et à un accord sur les modalités devant permettre le démantèlement des troupes de la Résistance nicaraguayenne (nom officiel de la Contra). (Nos dernières éditions du 19 avril.)

Contra au début de 1988, les sandinistes n'ont eu de cesse d'exiger le démantèlement de la guérilla conformément aux accords passés avec les quatre autres gouvernements d'Amérique centrale dans le cadre du plan de paix régional. Le refus du Honduras de fermer les camps installés près de la frontière nicaraguayenne et l'aide humanitaire « accordée par les États-Unis » avaient permis à la Contra de survivre à défaut de constituer une menace militaire pour Managua.

Concessions et garanties

La défaite des sandinistes aux élections de février dernier, lui a donné un second souffle. En quelques semaines, la quasi-totalité des sept mille guerilleros réplés au Honduras rejoignent leurs commandements d'armes « environ trois mille - qui avaient réussi à se maintenir dans les montagnes du Nicaragua grâce à l'appui des paysans. Dans l'espoir de freiner cette infiltration massive le gouvernement sandiniste avait convaincu M^{re} Chamorro de passer un accord avec les insurgés pour obtenir leur démobilisation au Honduras. Peine perdue.

Jamais, en neuf ans de guerre, les rebelles n'avaient été aussi voyants dans la campagne nicaraguayenne. On les rencontre près des grands axes routiers et ils se permettent même d'arrêter les véhicules pour prouver qu'ils contrôlent désormais le terrain. L'armée sandiniste, affaiblie par de nombreuses désertions et démoralisée par l'échec électoral, avait d'abord violemment réagi par des bombardements qui affectaient surtout les populations civiles. Elle

ne parvenait pas à empêcher les guerilleros de se rapprocher des centres urbains. Les accords de cessez-le-feu permettaient désormais aux rebelles d'avoir accès à plusieurs petites villes où l'armée avait d'importantes bases qu'elle devait abandonner. L'ultime humiliation pour les sandinistes qui affirmait sans arrêt au cours des dernières années qu'ils avaient initié une « stratégie stratégique » à la Contra.

« Je suis convaincu, affirme pourtant une personnalité alliée au prochain gouvernement, que les sandinistes ont obtenu quelque chose en échange de leurs concessions sur la démobilisation de la Contra. Je crains qu'on leur ait accordé en secret des garanties », les sandinistes qui le conseil politique de l'ONU (l'instance formée par les représentants des quatre organisations de la coalition antisandiniste, des conservateurs aux communistes) avait déjà dénoncé dans un premier temps : maintien des officiers sandinistes à la tête de l'armée et de la plupart des fonctionnaires à leur poste, pas de modifications à la cour suprême où six juges sur sept sont sandinistes, reconnaissance de la validité des lois qui assurent l'impunité des sandinistes pour leurs actions passées et leur accordent le droit d'occuper des maisons expropriées, etc.

Partage du pouvoir ? C'est précisément ce dont la Contra et beaucoup d'électeurs de l'ONU ne veulent absolument pas entendre parler. En résumant à la garde les armes au-delà du 25 avril les rebelles se sont donnés les moyens de dissuader leurs alliés de l'ONU de céder aux pressions sandinistes.

BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE : un député et un journaliste assassinés. — Un député de l'opposition, José Noé Giraldo, a été assassiné par des inconnus, jeudi 19 avril, à Trujillo, un village situé à 450 kilomètres au sud-est de Bogotá, où il y a deux semaines, les cadavres de neuf paysans avaient été retrouvés dans une rivière voisine. Au cours de la nuit de jeudi à vendredi, la police a découvert, criblé de balles, le corps d'un journaliste colombien, Rubén Darío Carillo, à proximité de Medellín, le bastion du cartel de la drogue. C'est le quatrième journaliste assassiné en Colombie depuis le début de l'année. Par ailleurs, l'explosion d'une charge de dyna-

mite a causé d'importants dégâts, mercredi soir à Medellín, tandis que la police annonçait avoir déjoué un projet d'attentat contre des « personnalités qu'on craint colombiennes », à l'aéroport de la ville. — (AFP, Reuters).

HAÏTI : un militaire tué lors d'une manifestation. — Un soldat a été tué par des manifestants et deux civils ont été blessés par balles par des militaires, jeudi 19 avril, à Cap-Haïtien, non loin de Port-au-Prince. La manifestation avait pour objet de protester contre le manque de courant électrique et l'obligation, néanmoins, de payer les factures d'électricité. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk précise ses intentions réformatrices

Le président Frédéric De Klerk a annoncé, jeudi 19 avril, que le gouvernement comptait introduire l'an prochain devant le Parlement un texte « non discriminatoire » pour remplacer la loi régissant la ségrégation raciale en matière de résidence (Group Areas Act), l'un des piliers de l'apartheid. Le chef de l'état a précisé par ailleurs que les principaux textes sur lesquels reposait le système d'apartheid ne seraient pas immédiatement abolis.

La loi sur la classification de la population (Population Registration Act), fondement de la ségrégation raciale, restera en place jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle constitution qui fera l'objet du processus de négociations avec la majorité noire. En ce qui concerne un autre pilier du système, la loi sur la terre (Land Act) de 1936, qui réserve 87 % du territoire à la minorité blanche, pourra être modifiée sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'ouverture des négociations, a-t-il dit, excluant cependant, à encore, l'abolition pure et simple que réclame l'opposition noire. M. De Klerk a, d'autre part, confirmé que la loi sur les lieux publics séparés en fonction de la race, serait abolie durant l'actuelle session parlementaire, comme il l'avait annoncé en novembre dernier.

En outre, dans le domaine constitutionnel, M. De Klerk a assuré qu'il n'était pas opposé au suffrage universel direct sans distinction de race, formule exigée par le Congrès National Africain

(ANC), mais à condition que ce système « ne soit pas une simple coquille vide », ainsi que « des différences culturelles, religieuses et linguistiques ».

Ces propos confirment que le régime de Pretoria a opté pour un système dans lequel une chambre serait élue au suffrage universel direct, ce qui aboutirait inévitablement à l'établissement d'un gouvernement noir. Dans ce système, les divers « groupes » de la société sud-africaine seraient toutefois représentés au sein d'une seconde chambre avec un poids identique, quelle que soit leur importance numérique respective, et disposeraient d'un droit de veto dans certains domaines. Les Noirs - il s'agit là d'une nouveauté - comme les Blancs seraient amenés à se prononcer sur cette question à l'instar de M. De Klerk. Il a également annoncé que le Parti national au pouvoir publierait « bientôt » une « déclaration d'ensemble » énumérant « principes, points de départ (...) et buts » afin de servir de document de base aux négociations.

La police sud-africaine a, d'autre part, annoncé avoir tué, jeudi 19 avril, quatre jeunes manifestants africains lors d'une manifestation au centre du pays, à Rammoulo, à 200 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. Dans un très bref communiqué, un porte-parole a simplement affirmé que des policiers avaient dû tirer des balles en caoutchouc, puis ouvrir le feu à balles réelles sur des manifestants qui les bombardaient de pierres.

Ce grave incident vient au lendemain de la nomination par le chef de l'état d'une commission judiciaire d'enquête sur le drame

de Sebokeng, qui, selon l'ANC, aurait fait au moins 16 morts le 26 mars dernier.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a précisé que 374 personnes avaient été tuées entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de cette année au cours d'incidents de nature politique, la majorité d'entre eux ayant été victimes de la guerre civile que se livrent, au Natal, les partisans de l'ANC et de l'Inkatha. Deux mille soldats ont été déployés dans ce secteur. Cette recrudescence de la violence a conduit le ministre de la défense, le général Magnus Malan, à allonger de trente à soixante jours la période des rappels annuels sous les drapeaux, revenant ainsi à la situation qui prévalait l'an dernier à la même époque. — (AFP)

CÔTE-D'IVOIRE

Le président Houphouët-Boigny veut quitter le pouvoir « la tête haute »

Le président Félix Houphouët-Boigny s'est déclaré prêt à quitter le pouvoir « la tête haute » mais « pas dans le désordre », dans un entretien publié, vendredi 20 avril, par le Figaro. « Je ne vais pas m'accrocher au pouvoir. Si je dois partir, je partirai », affirmait-il, en précisant qu'il ne pouvait pas démissionner « en pleine crise sociale, en pleine agitation de la rue ». « Je suis triste », ajoutait-il évoquant « l'ingratitude des peuples », et « la haine » de la presse étrangère à son encontre.

GABON

Le pays s'engage sur la voie du multipartisme

Le Gabon entre dans une « ère nouvelle » avec le « passage du monopartisme au multipartisme », a déclaré, jeudi 19 avril, le président Omar Bongo, en clôturant la conférence nationale sur l'avenir politique du pays à laquelle participaient 74 organisations politiques et de nombreuses associations socio-professionnelles.

Le président Bongo a affirmé qu'il aurait à cœur, indépendamment de « tout esprit partisan », de « préserver l'indépendance » du pays, ajoutant qu'il proposerait à la nation « d'importantes mesures, en conformité avec les recommandations consensuelles de la conférence nationale ». Ces mesures visent notamment à modifier la Constitution « dans les prochains jours », à former un « nouveau gouvernement » de solidarité nationale et de paix sociale.

Pendant vingt-deux ans, a affirmé le président Bongo, notre peuple est resté uni grâce au parti unique, « creuset irremplaçable de l'unité nationale jusqu'à ce jour ». Aujourd'hui, a-t-il ajouté, « en toute liberté, nous avons décidé de tourner une page de notre histoire et je ne doute pas que la nation tout entière saura assumer les effets de la démocratie multipartite ».

« Aux opérateurs économiques, aux investisseurs et à nos partenaires de toujours, je voudrais faire comprendre que nos concitoyens sont conscients de leur choix et qu'ils savent que la stabilité politique de notre pays est le meilleur gage de la relance de notre économie », a conclu M. Bongo. — (AFP)

La réforme

Le président Bongo a affirmé qu'il aurait à cœur, indépendamment de « tout esprit partisan », de « préserver l'indépendance » du pays, ajoutant qu'il proposerait à la nation « d'importantes mesures, en conformité avec les recommandations consensuelles de la conférence nationale ». Ces mesures visent notamment à modifier la Constitution « dans les prochains jours », à former un « nouveau gouvernement » de solidarité nationale et de paix sociale.

Pendant vingt-deux ans, a affirmé le président Bongo, notre peuple est resté uni grâce au parti unique, « creuset irremplaçable de l'unité nationale jusqu'à ce jour ». Aujourd'hui, a-t-il ajouté, « en toute liberté, nous avons décidé de tourner une page de notre histoire et je ne doute pas que la nation tout entière saura assumer les effets de la démocratie multipartite ».

PROCHE-ORIENT

Ajournement « sine die » de la libération d'un otage américain

Les preneurs d'otages ont décliné, jeudi 19 avril, à Beyrouth, les espoirs d'une libération imminente d'un Américain et rejeté sur Washington la responsabilité du report « sine die » de cette libération, qu'ils avaient annoncée la veille pour les prochaines semaines.

Près de trente heures après son premier message, l'organisation clandestine du Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP), qui déclinait trois Américains, s'est à nouveau manifestée par un communiqué réitérant son exigence de la venue à Damas de M. John Kelly, secrétaire d'Etat américain adjoint pour le Moyen-Orient.

« Tous les préparatifs étaient en cours pour que la libération ait lieu, mais le manque de coopération de M. Kelly a interrompu l'opération à un moment où elle était presque terminée », affirme ce communiqué, parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth-ouest (sous contrôle syrien).

La Maison Blanche avait fait savoir, après le premier communiqué du JILP, que M. Kelly, qui se trouve actuellement en Allemagne fédérale, rentrerait aux États-Unis dans deux jours comme prévu, et « ne rencontrerait pas les preneurs d'otages ». « Nous n'entendons pas qu'il soit impliqué dans cette affaire », avait affirmé le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater.

Toutefois, le JILP, à la rhétorique proche des intégristes pro-islamiques, laisse la porte entrouverte à un dénouement heureux, en invitant de nouveau M. Kelly à se rendre à Damas. Mais il demande en plus que le général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignement militaires syriens au Liban, vienne simultanément à Beyrouth « en tant que représentant du président syrien Hafez Al-Assad ».

A Key-Largo en Floride, où il tenait une conférence de presse conjointe avec le président Mitterrand, M. Bush a réaffirmé que les États-Unis ne céderaient pas aux exigences des preneurs d'otages. « Nous avons un diplomate parfaitement compétent accrédité sur place en Syrie pour travailler à la libération des otages », a-t-il précisé lorsqu'on lui demandait pourquoi M. Kelly ne se déplacerait

pas. Il s'agit de l'ambassadeur américain à Damas, M. Edward Djerejian qui a regagné la capitale syrienne jeudi, quittant une réunion des ambassadeurs au Proche-Orient que présidait M. Kelly à Bonn. « Nous ne sommes pas en conversation avec les preneurs d'otages », a-t-il souligné une fois de plus, avant de remercier la Syrie pour ses efforts pour régler la crise des otages.

Par ailleurs, dans son communiqué de jeudi, le JILP a menacé de s'en prendre à tous les États qui « aident » à l'émigration en Israël des juifs soviétiques et a évoqué clairement le recours à des attentats contre les aéroports et les avions servant à leur transport. Dans un « dernier avertissement », le JILP a « invité les civils à éviter » les aéroports concernés, les compagnies d'aviation et leurs appareils « car ils constitueront les objectifs des opérations que nous mènerons au moment que nous jugerons propice ».

Le JILP s'en est pris très violemment aux dirigeants arabes modérés et au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui a été cité nommément, ainsi que le président égyptien Hosni Mubarak pour leur politique « déviationniste » à l'égard d'Israël. — (AFP)

« Nous avons été des otages comme les autres »

Le compagnon de M^{re} Jacqueline Valente

« Il n'y a rien de bizarre dans notre détention, nous avons été des otages comme les autres, et, depuis notre retour en France, nous sommes libres », M. Fernand Houckel, le compagnon de M^{re} Jacqueline Valente, a tenu jeudi 19 avril « à mettre les choses au point » (nos dernières éditions du 20 avril).

L'ex-otage était arrivé mercredi à Sennary (Var), à quelques kilomètres de Toulon, où demeurent ses parents et ceux de M^{re} Valente. Le couple a accepté de rencontrer brièvement la presse, mais Fernand Houckel a été le seul à parler. Il n'a cependant pas levé toutes les zones d'ombre entourant leur odyssée. Il s'est notamment refusé à tous commentaires sur les circonstances de l'arraisonnement de leur volier Silex, « pour la simple raison, s'est-il justifié, que si je parle, c'est mon frère qui va trinquer ».

L'ami de Jacqueline Valente a réaffirmé avoir été détenu au Liban. « On a mal interprété mes propos quand j'ai dit que nous étions fatigués par le voyage », a-t-il déclaré. « En fait nous avions les yeux bandés, nous étions serrés dans une voiture où il faisait très chaud », mais il se dit incapable d'évaluer le temps du trajet.

LIBAN

Violence sur tous les fronts

La violence a frappé sur tous les fronts à la fois jeudi 19 avril au Liban. À l'aube, les habitants de Beyrouth-ouest et de sa banlieue sud chiite sous contrôle syrien, ont été réveillés par les affrontements de rue aux armes de tous calibres entre les milices chiites rivales d'Amal (pro-syrien) et du Hezbollah (pro-iranien).

Quatre personnes ont été tuées et une blessée. Et au premier timide retour au calme à Beyrouth, en fin de matinée, les combats interchiites se sont déplacés au Liban sud, où des chars d'artillerie ont éclaté sur le front de l'Qilim at-Toufah, à l'est de la ville de Saïda. Les affrontements, d'une violence inégale sur ce front depuis deux mois, ont fait trois tués et neuf blessés.

Par ailleurs, l'aviation israélienne a mené deux attaques sur des bases palestiniennes à une

vingtaine de kilomètres au sud de Beyrouth, et le bruit des explosions a été entendu jusque dans le centre de la capitale. En deux vagues successives, les chasseurs israéliens ont largué leurs bombes sur des grottes fortifiées du Front Populaire de libération de Palestine Commandement - général (FPLP-CG, de M. Ahmad Jibril). Un civil libanais, qui se trouvait dans le village proche de Naamé, et deux combattants palestiniens ont été blessés.

Au nord et à l'est de Beyrouth, le « pays chrétien » a été, presque comme chaque jour depuis le 31 janvier, le théâtre d'accrochages sporadiques entre la milice des Forces Libanaises (FL) et l'armée du général Michel Aoun. Un milicien a été tué et trois civils blessés, dont un adolescent de 14 ans touché par un éclat d'obus au moment où il entrainait dans une boulangerie. — (AFP)

Le livre de M. Marchais

« Stagnation de la réflexion »

Le livre de M. Marchais, « Stagnation de la réflexion », est un ouvrage qui analyse la situation politique et sociale en France. L'auteur, M. Marchais, est un ancien dirigeant du PCF. Le livre est divisé en plusieurs chapitres qui abordent des thèmes tels que la démocratie, la justice sociale, et la participation citoyenne. M. Marchais critique la situation actuelle de la France et propose des solutions pour améliorer la société. Le livre a été bien accueilli par le public et a suscité de nombreuses discussions.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

Devant la commission des lois de l'Assemblée nationale

La réforme du Conseil constitutionnel à l'heure de « l'ouverture »

GABON
Le pays s'engage sur la voie du multipartisme

Le Gabon entre dans une « ère nouvelle » avec le passage du multipartisme. Le président Omar Bongo, en déclarant à la conférence nationale sur l'avenir du pays à laquelle participent les organisations politiques et les associations, a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Pendant vingt-deux ans, a affirmé le président Bongo, nous sommes restés dans une « ère de l'unicité ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

Le président Bongo a affirmé qu'il s'agit d'un « acte d'ouverture » et qu'il ne s'agit pas d'un « acte de concession ». Il a souligné que ce changement marque le début d'une ère nouvelle.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 19 avril, les deux projets de loi – constitutionnelle et organique – relatifs à la réforme du Conseil constitutionnel. Au cours de cette discussion, le groupe UDC a renouvelé son soutien au projet et n'a pas présenté d'amendement, tandis que l'UDF se montrait nettement plus réticente. Le groupe communiste, hostile à l'existence même du Conseil constitutionnel, a déposé un amendement de suppression du projet. Des « ouvertures » ont en revanche été faites à certaines propositions du groupe RPR. Les deux projets de loi seront soumis en première lecture à l'Assemblée nationale, mardi 24 et mercredi 25 avril. Le premier ministre, M. Michel Rocard, interviendra dans le débat aux côtés de M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux.

Constat de désaccord pur et simple ou amorces de dialogue ? Après des semaines de déclarations politiques contradictoires, nul ne pouvait prévoir, à l'ouverture de la séance de la commission des lois consacrée à l'examen des projets de loi relatifs à la réforme du Conseil constitutionnel, laquelle des deux branches de l'exécutif l'emporterait.

Sur cet échiquier politique brouillé se dessinent toutefois quelques grandes tendances : aucune concession n'était à attendre du groupe communiste, qui conteste depuis sa création la légitimité même du Conseil constitutionnel. Le groupe centriste apparaît lui, franchement favorable au projet, sans être pour autant enthousiaste à l'idée d'assumer pleinement un « splendide isolement » politique au sein de l'opposition, tandis que le groupe UDF était très majoritairement contre.

Quant au RPR, il était profondément divisé : M. Jacques Chirac – qui avait inscrit la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel dans son programme de candidat à l'élection présidentielle – était intervenu à plusieurs reprises cette semaine, en réunion de groupe et au sein de l'intergroupe de l'opposition, en faveur du projet, tout en assortissant ses conditions.

Son point de vue semblait notamment partagé au sein des membres RPR de la commission des lois, par M. Jacques Toubon et à un moindre degré par M. Jean-Louis Debré, Robert Farnaud et Pierre Mazeaud, contre l'avis d'une partie du groupe

refusant par principe de soutenir un texte émanant du gouvernement, à fortiori sur une suggestion du président de la République. Cette brèche insensée dans le « monolithisme » traditionnel du groupe RPR a naturellement conduit à faire converger vers lui les propositions d'ouverture de la majorité.

« Ni révolution ni gadget »

Présentant son rapport, M. Michel Sapin a estimé que ces deux projets ne constituaient, selon la formule de M. Georges Vedel, « ni une révolution ni un gadget » mais plutôt « une évolution et une vraie réforme ». Cette réforme, a-t-il précisé, s'inscrit d'une part, dans l'évolution des institutions de la V^e République, qui a permis « la mise en cause de la loi au regard de la Constitution », et se traduit, d'autre part, par un « rapprochement de l'état de droit français avec celui des grandes démocraties occidentales » qui, dans leur majorité, offrent un contrôle de constitutionnalité par voie d'exception.

Répondant par avance aux critiques sur la remise en cause systématique des lois, le rapporteur a estimé que ce risque était restreint pour les textes votés depuis 1958, en raison notamment du contrôle exercé a priori par le Conseil d'Etat sur les projets de loi et de la réforme de 1974 qui, en ouvrant le droit de saisine du Conseil aux députés, a permis le contrôle de la constitutionnalité de la plupart des grandes lois votées depuis cette date. Evoquant ensuite les dispositions de loi susceptibles d'être mises en cause, M. Sapin a précisé que le contrôle de la constitutionnalité par voie d'exception ne saurait être « plus large » que celui

existant aujourd'hui. Il s'agit des droits fondamentaux reconnus dans la Constitution de 1958, dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dans le préambule de la Constitution de 1946, mais aussi des « principes reconnus par les lois de la République » (liberté d'association ou existence d'une juridiction administrative indépendante), des « principes généraux du droit » (liberté d'aller et venir, continuité du service public) et des « objectifs de valeur constitutionnelle » (pluralisme de la presse écrite et de la communication audiovisuelle).

Du nouveau rôle dévolu au Conseil constitutionnel par l'accroissement de son caractère juridictionnel, M. Sapin a tiré trois conséquences : au niveau des règles de fonctionnement afin de « garantir le caractère contradictoire des débats », de ces moyens, qui devront être « renforcés », et du statut de ses membres, qui pourront être « réexaminés » dans le cadre de cette réforme. Enfin le rapporteur a souligné son souhait que, dans l'hypothèse où les projets seraient votés en termes conformes par les deux assemblées, « la procédure parlementaire soit poursuivie jusqu'à son terme, par la convocation du Parlement en congrès, conformément à l'article 89 de la Constitution ».

Partie d'échec

L'audition du rapporteur aux foies terminée, les commissaires aux lois ont rejeté la question préalable (tentative à faire décider qu'il n'y avait pas lieu à débattre sur le projet) déposée par les groupes RPR, UDF et PC. Cette hypothèse levée, la partie d'échecs pouvait alors véritablement commencer. Premier débat,

premiers signes d'ouverture : l'examen de plusieurs articles additionnels avant l'article premier du projet de loi, déposés par les groupes UDF et RPR, a en effet donné lieu à une discussion sur la recevabilité de ces propositions. M. Sapin a tout d'abord rappelé pour mémoire que, lors de la réforme de 1974, tous les amendements portant sur un article autre que celui visé par le projet de loi, – à l'époque ils étaient d'origine sociale –, avaient été déclarés irrecevables en commission.

Mais le rapporteur s'est attaché à distinguer certains bons grains RPR et UDF, en donnant une interprétation « libérale » de l'article 98-5 du règlement de l'Assemblée nationale, relatif à l'irrecevabilité. Selon M. Sapin, il existe deux catégories d'amendements : ceux qui sont « manifestement étrangers à l'objet de la réforme », comme le référendum d'initiative populaire ou la composition du Conseil supérieur de la magistrature, et qui tombent sous le coup de l'irrecevabilité ; et ceux qui sont « liés à la réforme proposée, même s'ils portent sur des articles autres que ceux dont le projet envisage la révision », comme les amendements relatifs à la composition du Conseil constitutionnel, et qui devraient pouvoir être examinés. Cette interprétation, retenue à l'issue d'un vote des membres de la commission, a donc permis d'élimer un certain nombre d'amendements émanant notamment du groupe UDF.

M. Francis Delattre (UDF) n'a pas eu plus de chance avec l'un des principaux amendements – recevables – déposés par son groupe. Estimant que ce projet ne conférerait pas véritablement un droit nouveau aux « citoyens » puisque la procédure n'était ouverte qu'aux « justiciables », M. Delattre proposait d'opposer à la « voie d'exception » retenue dans le texte celle de la « voie d'action », qui permettrait à tout citoyen de recourir au Conseil constitutionnel. Afin toutefois de limiter les procédures manifestement intempestives ou infondées, le député UDF précisait que la voie d'action ne pourrait s'exercer qu'à la suite d'une pétition appuyée par cent mille signatures de citoyens régulièrement inscrits sur les listes électorales. Cet amendement, soutenu par le seul groupe RPR, a été rejeté.

En revanche, certains amendements RPR ont fait l'objet d'une plus grande sollicitude de la part du rapporteur et de la majorité socialiste. Certes, la proposition de M. Jacques Toubon tendant à faire ratifier la nomination des membres du Conseil constitutionnel par les deux assemblées du Parlement à la majorité des trois cinquièmes, a été rejetée sans appel. Mais deux autres suggestions relatives à la composition du Conseil, émanant de MM. Par-

draud et Mazeaud, ont reçu un accueil plus nuancé. La première avait pour objet de supprimer la présence des anciens présidents de la République comme membres de droit du Conseil constitutionnel (seul M. Giscard d'Estaing s'est prévalu de ce droit).

A priori, cet amendement « anecdotique » ne déplaçait pas à certains élus socialistes, mais il a soulevé l'opposition contrainte du groupe UDF, qui n'a pas jugé bon de s'associer sur ce point au vote RPR. La deuxième suggestion consistait à prévoir l'élection du président du Conseil – aujourd'hui nommé par le président de la République – par ses membres. Le rapporteur a déclaré ne pas être « hostile » à ces deux amendements, mais il a demandé à la commission de les repousser « à ce stade du débat ».

M. Toubon a, à son tour, obtenu satisfaction sur un autre thème cher à son groupe : la substitution, dans le projet de loi, de la notion de « bloc de constitutionnalité » à celle des « droits fondamentaux » retenue dans la rédaction actuelle. Le rapporteur a estimé que si ces deux expressions faisaient référence au même contenu, celle de « droits fondamentaux » – employée par le président de la République – était en effet susceptible d'introduire un élément d'incertitude juridique dans le projet et méritait donc d'être modifiée.

Le risque d'engorgement

Autre question de taille soulevée par M. Toubon : celle relative aux « filtres » insérés dans le projet de loi, afin d'éviter la multiplicité des contentieux et les entraves au bon fonctionnement de la justice. Le projet prévoit en effet un premier filtre des requêtes au niveau des juridictions de fond, puis un second au niveau des juridictions supérieures, Conseil d'Etat et Cour de cassation.

Pour le député RPR – en désaccord total avec l'UDF sur ce point – ce second filtre ne se justifie pas, d'une part parce que ce « droit de regard » dévolue aux deux juridictions supérieures constitue en fait un contrôle de constitutionnalité préalable à celui exercé par le Conseil constitutionnel et « crée vraiment le gouvernement des juges ». Et d'autre part parce qu'il est selon lui peu probable que la réforme de la saisine entraîne un véritable engorgement des tribunaux.

M. Sapin a admis que ce risque d'engorgement ne se poserait sans doute pas à moyen terme, mais qu'en revanche de nombreuses requêtes seraient sans doute présentées dans la période suivant l'entrée en application de la réforme. Une solution pourrait éventuellement être apportée à cette question, en renon-

çant à faire figurer le double filtrage dans la loi constitutionnelle, très difficile à modifier, pour l'inscrire dans la loi organique.

Cette notion de double filtrage choquait d'ailleurs M. Marc Dolez (PS), qui s'est déclaré pour sa part favorable à un assouplissement du contrôle exercé par la juridiction de première instance. Le projet de loi prévoit que le juge peut refuser de déférer une requête devant le Conseil si celle-ci n'a pas un rapport direct avec l'objet du procès en cours, si elle a déjà été déclarée conforme à la Constitution par le Conseil et enfin si elle est « manifestement infondée ». La commission a adopté un amendement de M. Dolez, supprimant ce dernier critère qui reconnaissait à l'encore au juge « un certain pouvoir d'appréciation de la constitutionnalité des lois ».

A l'issue de la réunion de la commission, certains membres du groupe RPR ne cachaient pas avoir reçu « cinq sur cinq » les ouvertures proposées par le rapporteur. D'autres négociations auront sans doute lieu d'ici au début de mardi. Mais suffiront-elles à emporter le soutien ou l'abstention du groupe ? Dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Toubon faisait un parallèle significatif avec l'attitude de certains députés RPR, dont lui-même, lors du vote du projet de loi sur l'abolition de la peine de mort en 1981. « J'ai voté l'article premier du projet supprimant la peine de mort. Mais j'avais déposé un article additionnel instituant en contrepartie une peine d'emprisonnement incompressible, qui a été rejeté. J'ai donc voté contre l'ensemble du texte. » Cette fois, confiait M. Toubon, « c'est exactement la même chose : on sur le principe, mais non sur le texte si les conditions ne sont pas remplies ».

PASCAL ROBERT-DIARD

M. Barre votera la réforme

M. Raymond Barre député apparenté UDC du Rhône a l'intention de voter en faveur de la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel. Il a en effet confié à ses collaborateurs jeudi 19 avril : « C'est un bon texte qui représente de nouveaux progrès vers l'Etat de droit et nous rapproche des grandes démocraties modernes. Les arguments présentés à l'encontre de ce texte tiennent plus de la tactique dilatoire que de considérations de fond. Je pense qu'il faut savoir s'élever au-dessus des attitudes politiciennes, c'est pourquoi je voterai ce projet de loi ».

Selon M. Le Pors

Le livre de M. Marchais traduit une « stagnation de la réflexion théorique »

Dans un entretien publié, vendredi 20 avril par *Libération*, M. Anicet Le Pors, ancien ministre et membre du comité central du PCF, affirme que le contenu de son dernier livre, *Démocratie*, publié par M. Georges Marchais, secrétaire général de son parti, lui « donne le sentiment d'une certaine stagnation de la réflexion théorique ». M. Le Pors se dit, à propos de cet ouvrage, « surpris par ce qui ressemble fort à une véritable apologie du centralisme ».

Selon l'ancien ministre, pour être comparable, en importance, au *Défi démocratique* publié par M. Marchais en 1973, « il faudrait que *Démocratie* prenne toute la mesure des changements en France et dans le monde, qu'il porte à un bien plus haut niveau sa réflexion sur la notion d'avant-garde et sur celle de centralisme démocratique ». M. Le Pors voudrait aussi que soient assurées « à tous les communistes qui le souhaitent les mêmes possibilités d'expression » personnelle que celles dont bénéficie M. Marchais.

M. Le Pors pense que le PCF devrait « envisager de s'acheminer vers un congrès de type nouveau » pour le congrès prévu à la fin de l'année. L'ancien ministre pose « trois conditions » pour cela. Comme première condition, il demande « un débat vraiment respectueux de toutes les opinions avec, dès maintenant, une expression libre et diversifiée ». Sur ce plan, la « pratique actuelle (du PCF) n'est pas exemplaire ».

Deuxième condition : « il faut respecter toutes les sensibilités ». C'est pourquoi M. Le Pors « s'interroge sur la nécessité d'un texte de résolution préliminaire issu de la direction, de même que sur l'utilité du rapport-fleuve du secrétaire

POINT DE VUE

La victoire du droit sur le politique

par Alain Madelin

SANS hésiter, l'opposition devrait dire oui au projet permettant à tous les justiciables de saisir le Conseil constitutionnel d'un recours contre les dispositions législatives susceptibles de porter atteinte à leurs droits fondamentaux. Aucun argument ne mériterait pouvoir justifier une autre attitude. On ne peut bien sûr écarter les arguments de ceux qui estiment que ces votes, en recourant à des lois antérieures à l'existence du Conseil constitutionnel (1958) ou à la possibilité de saisir le parlementaire (1974), qui a en fait institué un véritable filtre constitutionnel.

En fait, le principal effet – et le principal vertu – de la réforme proposée consiste justement à pouvoir reprendre dans les lois qui n'ont pas été soumises au Conseil constitutionnel les dispositions qui pourraient être contraires aux droits fondamentaux. Faut-il, au bénéfice de l'ancienneté, légitimer les violations acquises de droits fondamentaux ? Peut-on préférer la sécurité juridique à la justice ?

Depuis plus de trente ans d'ailleurs, le droit français ne peut-il être considéré comme un regard du droit communautaire devant le Cour

de Luxembourg et depuis près de dix ans au regard de la Convention européenne des droits de l'homme devant la Cour de Strasbourg ?

Restent les arguments tirés de la composition jugée non satisfaisante du Conseil constitutionnel lui-même ou de l'ambiguïté voire des contradictions qui peuvent exister dans les textes servant de référence (et tout particulièrement le préambule de la Constitution de 1946) aux travaux du Conseil constitutionnel. Ce sont là de vrais problèmes. Il est bon de les évoquer. Il est bon que s'engage aussi sur ces points une vraie réflexion constitutionnelle, mais force est de constater que ces problèmes sont liés au fonctionnement du Conseil constitutionnel et non à la réforme proposée.

Evoquer ces problèmes ne peut servir à esquiver la réponse positive à apporter au projet du gouvernement. Le pouvoir aurait trop beau jeu d'objecter que l'actuelle opposition à ce projet de loi, au cours des vingt-cinq années de pouvoir qu'elle a exercées sous la V^e République, de poser elle-même ces problèmes.

Tous ces mauvais arguments cachent une réalité simple : l'opposition se livre à la réforme constitutionnelle, mais, en l'approuvant, elle craint de donner une victoire politique à François Mitterrand.

En fait il ne s'agit pas d'une réforme socialiste, mais d'une réforme libérale. Il ne s'agit pas de prêter la main à la victoire d'une idée socialiste de François Mitterrand, mais d'assurer la réussite d'une idée libérale, habilement – ou

Une réforme libérale

Et lorsque François Mitterrand en 1984, pour sortir de la bataille électorale, propose une réforme de la Constitution, permettant de soumettre à référendum « les projets de loi concernant les garanties fondamentales des libertés publiques », le projet met tout à l'heure du droit sur la politique. Et cela me paraît beaucoup plus important.

Alain Madelin, député UDF de l'Isère, ancien ministre.

URBAN

Violence sur tous les fronts

Le mouvement de libération des femmes (MLF) a été accusé d'être responsable de la violence urbaine. Les médias ont rapporté que des femmes du MLF ont été impliquées dans des actes de violence contre des hommes.

Le mouvement de libération des femmes (MLF) a été accusé d'être responsable de la violence urbaine. Les médias ont rapporté que des femmes du MLF ont été impliquées dans des actes de violence contre des hommes.

Le mouvement de libération des femmes (MLF) a été accusé d'être responsable de la violence urbaine. Les médias ont rapporté que des femmes du MLF ont été impliquées dans des actes de violence contre des hommes.

Le mouvement de libération des femmes (MLF) a été accusé d'être responsable de la violence urbaine. Les médias ont rapporté que des femmes du MLF ont été impliquées dans des actes de violence contre des hommes.

Le mouvement de libération des femmes (MLF) a été accusé d'être responsable de la violence urbaine. Les médias ont rapporté que des femmes du MLF ont été impliquées dans des actes de violence contre des hommes.

● L'AFRIQUE NOIRE

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 17 F

Abonnés : 10 DA
Région : 10 F
Europe : 10 F
C-48 : 10 F
C-49 : 10 F
C-50 : 10 F
C-51 : 10 F
C-52 : 10 F
C-53 : 10 F
C-54 : 10 F
C-55 : 10 F
C-56 : 10 F
C-57 : 10 F
C-58 : 10 F
C-59 : 10 F
C-60 : 10 F
C-61 : 10 F
C-62 : 10 F
C-63 : 10 F
C-64 : 10 F
C-65 : 10 F
C-66 : 10 F
C-67 : 10 F
C-68 : 10 F
C-69 : 10 F
C-70 : 10 F
C-71 : 10 F
C-72 : 10 F
C-73 : 10 F
C-74 : 10 F
C-75 : 10 F
C-76 : 10 F
C-77 : 10 F
C-78 : 10 F
C-79 : 10 F
C-80 : 10 F
C-81 : 10 F
C-82 : 10 F
C-83 : 10 F
C-84 : 10 F
C-85 : 10 F
C-86 : 10 F
C-87 : 10 F
C-88 : 10 F
C-89 : 10 F
C-90 : 10 F
C-91 : 10 F
C-92 : 10 F
C-93 : 10 F
C-94 : 10 F
C-95 : 10 F
C-96 : 10 F
C-97 : 10 F
C-98 : 10 F
C-99 : 10 F
C-100 : 10 F

Abonnement : voir tarif page 19


N° 433 - 37^e année

DROGUE
Ces banquiers complices
(Pages 24 et 25.)

La colère du citoyen humilié

Par CLAUDE JULIEN

Le sang-froid : voilà bien la vertu cardinale lorsque tout bouge et bascule autour de soi. Moment privilégié de l'histoire, la planète est en effervescence mais la classe politique, sans rien perdre de sa sérénité, se laisse accaparer par l'enthousiasme, l'angoisse, les



UNE ALLEMAGNE TROP PUISSANTE ?

L'espoir à deux vitesses

La victoire des amis de M. Helmut Kohl, en RDA, le 18 mars dernier, a accéléré l'unification des États allemands. Cinq Länder vont sans doute être reconstitués et rattachés à la RFA. Ainsi cessera d'exister un État né des débris du nazisme et des tensions de la guerre froide. Les modalités de sa disparition seront fixées lors de la prochaine conférence réunissant les quatre vainqueurs de la guerre (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) et les deux États allemands, auxquels se joindra, sur la question touchant à ses frontières, la Pologne.

Un nouvel âge de l'Europe commence avec cette unification qui pour tous les pays de la Conférence de Dublin qui s'ouvre le 28 avril, immédiatement après le sommet franco-allemand. La création, dans un contexte international chamboulé, d'une Allemagne unifiée transforme cette grande puissance européenne en une puissance incontournable. Cela modifie l'équilibre européen, la construction européenne qui s'édifie jusqu'à présent sur l'axe franco-allemand et qui risque désormais de se bâtir autour du pilier renforcé d'une Allemagne si puissante ?

Par JEAN-MARIE VINCENT

AVRIL 1990

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

UNION SOVIÉTIQUE :

Vers une perestroïka de «deuxième type», par Jean-Marie Chauvier. — Tous les nouveaux mouvements politiques (J.-M. Ch.). — Irkoutsk redoute les lenteurs du changement, par Jean-Yves Potel.

ISRAËL :

Le gouvernement renâcle devant la paix, par Alain Gresh. — Ces fantasmes qui couvrent la voix de la conscience juive, par Jérôme S. Segal. — Qui a peur des immigrants soviétiques ? par Joseph Al-Ghazl.

CHINE :

Explosion de la criminalité, par Jean-Louis Rocca. — L'alliance militaire Washington-Pékin ne faiblit pas, par Michel Chossudovsky.

NICARAGUA :

Leçons d'une défaite, par Jorge Castaneda.

ARGENTINE :

L'impossible miracle de M. Carlos Menem, par Alexandre Valente.

CORÉE DU NORD :

Timides changements dans un des derniers bastions du stalinisme, par Selig H. Harrison.

ROCK ET POLITIQUE :

Chanter le devenir du monde, par Thomas Sotinel.

CITOYENS A LA CONQUÊTE DES POUVOIRS :

Mobiliser les salariés pour réformer l'entreprise, par Bernard Cassen. — Vivre avant la mort, par Philippe Videlier.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ENQUÊTE :

CONSEILS

On leur reproche d'être...
huit clos par le tribunal...
l'orientation des...
nationale a décidé de...
fonctionnement réel...
dans certains établissements...

■ **LE PALMARÈS**

Pour chaque discipline...
diplôme universitaire...
année. A lire d'urgence...

■ **UNIVERSITÉ**

L'autonomie croissante...
du nombre de...
centre de...
l'éducation des...

■ **EN ÉDUCATION**

Au collège...
Transantarc...
l'un des six...
pédagogique...

NUMÉRO D'AVRIL 1990

20 F

En vente chez
votre marchand
de journaux

سكا من الامم

ENQUÊTE :

CONSEILS DE CLASSE : RIEN NE VA PLUS

On leur reproche d'être expéditifs, d'être des chambres d'enregistrement de verdicts prononcés à huis clos par le tribunal des professeurs. Pourtant, de l'avis de tous, ils sont indispensables pour l'orientation des élèves. Pour faire des conseils de classe un lieu de décision concertée, l'éducation nationale a décidé de les rénover dès la rentrée prochaine. *Le Monde de l'éducation* décrit le fonctionnement réel de ces instances. Il analyse l'enjeu des nouveaux textes et il montre que, dans certains établissements, parents et enfants participent activement aux conseils de classe.

■ LE PALMARÈS 1989 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. Avec une analyse des difficultés d'intégration en première année. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

■ UNIVERSITÉS : LA DÉLOCALISATION SAUVAGE

L'autonomie croissante des villes, des départements et des régions et la spectaculaire progression du nombre de bacheliers ont permis l'émergence de véritables politiques scolaires locales. Au centre de ces initiatives rarement bien coordonnées, les antennes universitaires. *Le Monde de l'éducation* dresse un premier bilan de la délocalisation des premiers cycles.

■ EN DIRECT DE LA TRANSANTARCTICA

Au collège de Vielmur l'année scolaire a été réglée sur les péripéties de l'expédition Transantarctica. Il est vrai que c'est dans cette commune du Tarn qu'est né Jean-Louis Etienne, l'un des six membres de l'expédition qui vient de traverser le continent blanc. Une expérience pédagogique originale.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ÉVALUATION :
le palmarès
des IUT

conseils de classe :
rien ne va plus

l'orientation réorientée

UNIVERSITÉS :
la délocalisation
sauvage

POLITIQUE ÉDUCATIVE
en direct de
la Transantartica

NUMÉRO
D'AVRIL 1990

20 F

En vente chez
votre marchand
de journaux

DRUGUE
Les banquiers
complices

(Page 24 et 25)

LA GÈNE TROP PUISSANTE ?

voir à deux vitesses

Le 18 mars dernier, à 14 heures, le tribunal de la Seine a rendu son verdict. Cinq individus ont été condamnés à des peines allant de 15 jours à 1 an d'incarcération. Les modalités de la peine ont été fixées. Les modalités de la peine ont été fixées. Les modalités de la peine ont été fixées.

PAR JEAN-MAURICE VINCENT

Le 18 mars dernier, à 14 heures, le tribunal de la Seine a rendu son verdict. Cinq individus ont été condamnés à des peines allant de 15 jours à 1 an d'incarcération. Les modalités de la peine ont été fixées. Les modalités de la peine ont été fixées. Les modalités de la peine ont été fixées.

Les nouveaux mouvements
par Jean-Yves Potel

La voix de la conscience
par Joseph Al-Ghazali

Washington-Pékin ne faiblit pas.

Yakovlev

Le Spitz H. Harrison

POUVOIRS :

La mort, par Philippe Vidier

JOURNAUX

Mythologie et reflets

COMMUNICATION



Thal

COMMUNICATION

Les réseaux dessinent un bilan positif des programmes Media

Les réseaux de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media. Les programmes de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media. Les programmes de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media.

Les réseaux de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media. Les programmes de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media. Les programmes de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media.

Les réseaux de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media. Les programmes de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media. Les programmes de télévision ont obtenu un bilan positif des programmes Media.

La télévision allemande peut-elle parasiter la télévision européenne ?

La télévision allemande peut-elle parasiter la télévision européenne ? La télévision allemande peut-elle parasiter la télévision européenne ? La télévision allemande peut-elle parasiter la télévision européenne ?

La Poste veut développer le portage à domicile des quotidiens

La Poste veut développer le portage à domicile des quotidiens. La Poste veut développer le portage à domicile des quotidiens. La Poste veut développer le portage à domicile des quotidiens.

Le Monde SANS VISA



Capitale européenne de la culture pour 1990, la grande ville d'Ecosse renoue avec un patrimoine esthétique auquel l'architecte Charles Rennie Mackintosh avait imposé, au début du siècle, ses lignes, ses motifs carrés et son style.

Glasgow dans le tartan de Mackintosh

A PRÈS Athènes, Florence, Amsterdam, Berlin et Paris, Glasgow a été désignée capitale européenne de la culture pour 1990. La métropole écossaise espère ainsi signifier avec éclat qu'elle est sortie des années de crise et rappeler que son passé industriel lui a légué aussi un patrimoine artistique original à l'audience largement internationale.

On ne voudrait pas ici contraindre M. Peter Trowles, qui déjà semble accablé par l'attribution universelle qu'exerce le chef-d'œuvre architectural dont il a en charge le petit musée, pourtant, on ne peut se retenir d'insister encore ceux qui feront le voyage de Glasgow à tenter cette excursion-là : l'école d'art de Renfrew Street, terminée en 1909 par Charles Rennie Mackintosh, précurseur britannique du mouvement moderne, mais surtout membre éminent du club d'artistes qui, de Vienne, avec la Sécession, à Barcelone, avec Gaudí, en passant par Bruxelles (Horta) et Paris (Guimard), firent basculer le siècle et l'art dans un même élan : du neuf, du nouveau.

« A chaque époque, son art, à l'art, sa liberté », avait lancé de Vienne l'architecte Olbrich. Toute l'Europe créative, dans une effervescence que seule la guerre allait refroidir, entraînait dans le jeu avec ferveur.

Glasgow, à l'époque, n'était ni si loin ni si pauvre et découvrit qu'elle put l'être dans la seconde moitié de ce siècle. Glasgow avait en 1900 autant d'habitants qu'aujourd'hui (720 000 environ) et elle en aura près d'un million - ainsi que le record des slums, des taudis - dans les années 30.

C'était une énorme puissance industrielle et commerciale, la deuxième cité de l'empire, devant Bombay : ses chantiers navals (sur une vingtaine, il ne lui en reste que cinq ou six) produisaient autant que la France et l'Allemagne réunies et allaient fournir aux Japonais de quoi défaire les Russes sur mer, tan-

dis que ses aciéries envoyaient à New-York, en pièces détachées, de quoi orner, en fonte moulée, toutes les façades néo-classiques des négociants de Manhattan.

Le commerce avec les Amériques, d'où Glasgow avait ramené les deux tiers du tabac fumé en Europe, avait fait sa fortune du jour où l'Ecosse avait été admise à entrer en relations directes avec les colonies et où l'on avait constaté que, depuis l'estuaire de la Clyde, la route était moins longue et plus sûre.

Bien placée aussi côté Europe du Nord, sur cet étrangement de terre qui commande les solitudes des Highlands, Glasgow avait donc - et à toujours - une atmosphère « transatlantique ». Complexes deux fois - par l'aristocratie Edimbourg, et par les Anglais - les habitants de Glasgow, accueillants, directs et chaleureux, n'oublient jamais, de vous rappeler la Vieille Alliance avec la France et d'insister aussi sur le caractère « cosmopolite » de leur ville. L'Europe - et cette nomination de capitale de la culture pour 1990 le montre - leur semble toujours plus proche que Londres, où l'Ecosse envoie trop de députés travaillistes (soixante-six contre dix conservateurs) pour se sentir à l'aise avec le gouvernement.

Grès rouge et tourelles d'angle

Transatlantique aussi, le paysage urbain et pas seulement à cause des grues géantes, des grands ciels et des oiseaux de mer qui offrent la mesure des lointains : bâti selon un plan orthogonal, le centre de la ville donne une impression de puissance ramassée dans un poing, avec cette alternance de façades de grès rouge lourdement sculptées, de tourelles d'angle, de temples néogrecs et néoégyptiens qui sont des banquets ou des églises (l'une d'elles transformée en boîte de nuit) : ces extravagances historicistes, palais vénitiens, tout en verre et en fonte ; les verrières monumentales des

grandes gares ou des centres commerciaux qui parfois hélas ! les remplacent et font déferler sans retenue un style « nouille » envahissant. Mais cela plaît au prince de Galles, Charlie Boy comme on dit familièrement ici, qui avait relevé un exemple glaswegian pour le donner en modèle.

L'ornement riche et chargé qui était celui des réussites commerciales à la fin du siècle dernier inspire aujourd'hui les jeunes loups de l'architecture, saisis par un nouvel essor économique (dans le secteur des services et de l'informatique) qui n'enraye pourtant ni le chômage ni l'émigration (6 % d'habitants de moins en cinq ans), mais qui ranime (boutiques, lofts et restaurants) les vieux quartiers des docks délaissés.

Le plan carré du centre de la ville a ceci de curieux qu'il n'a tenu aucun compte d'un relief naturel très accentué et que ses rues au cordeau accusent de fortes pentes et ouvrent ainsi des perspectives ou très courtes ou bien vertigineuses. C'est au sommet de l'une de ces collines que fut construite l'école d'art de Glasgow dont la mystérieuse allure de forteresse médiévale révisée par les shoguns attire et intrigue les « pèlerins » du monde entier.

Ce bâtiment, écrit Jean-Claude Garcias dans l'ouvrage à la fois synthétique et critique qu'il a consacré à l'architecture (éditions Hazan), « donne l'impression d'hériter entre l'ancien et le nouveau, la rationalité constructive et le mysticisme céleste, le fonctionnalisme pédagogique et le subjectivisme art nouveau... Une Sagrada familia des brumes du Nord ».

Ce chef-d'œuvre a « au moins cinq façades », dit Andrew MacMillan, qui le connaît d'autant mieux qu'il dirige l'école d'architecture voisine, malheureusement trop proche et trop laide, mais bonne école au demeurant, cotée parmi les meilleures avec Cambridge et Bath et où, nous dit Robin Lorimer, l'un de ses professeurs, se présentent chaque année dix fois plus de candidats qu'il n'y a de places.

Construite en deux temps, à dix ans d'intervalle (1897-1899 et 1907-1909), l'école d'art de Mackintosh témoigne aussi de l'évolution de son auteur et de sa maturité. La façade est, austère et majestueuse, est plus proche du style dit « baronial » écossais, inspiré des constructions médiévales que l'on continuait à pratiquer jusque dans les années 30 pour des résidences et des châteaux « à la manière de ».

Au nord, sur la rue, s'ouvrent les grands vitrages des ateliers, puissance et harmonie classiques dénuées de références et d'ornements, si ce n'est ceux, complètement originaux, des ferronneries, leurs arcs tendus et l'effet d'allègement qu'elles produisent. L'entrée principale, en haut des marches, les ouvertures asymétriques du bureau-atelier directeur qui la surmontent forment un ensemble en soi. Au sud, vers la ville, la muraille prend toute sa hauteur, toute son austérité aussi, mais, là encore, les détails (la courbe, la verrière-jardin suspendu) intriguent.

La façade événement est à l'ouest, où trois cascades de verre plombé au carré (motif obsessionnel chez Mackintosh, mais tout autant traditionnel dans l'architecture ancienne des îles britanniques), en surimpression d'un mur nu, sont comme des guerriers en armure prêts à batailler avec les étoiles. La forte pente de la ruelle accentue cet effet de majesté, qui n'a d'autre souci, en fait, que d'éclairer admirablement la bibliothèque et sa mezzanine.

L'intérieur n'est pas moins passionnant et il a le charme rare d'être fréquenté, utilisé, vivant en somme : le naturel avec lequel les esclaves de Michel-Ange prennent la pose dans les couloirs de chêne sombre, la roideur des prophètes du portail de Chartres à l'entrée de la salle des professeurs, les toiles inachevées et les couleurs renversées dans les ateliers donnent toute leur valeur aux pièces réservées au rassemblement de meubles et d'objets, plus nettement « musées ».

Aussi surprenant que cela puisse paraître, d'une fin de siècle à l'autre, Mackintosh est parfaitement d'actualité. Architecte et designer, comme on dirait aujourd'hui, il est l'auteur de meubles et d'objets qui sont devenus, ces vingt dernières années, de véritables fétiches. Artiste-charnière, il a su recueillir et traduire dans une langue originale les apports de plusieurs cultures qui n'avaient aucune raison de se rencontrer : des châteaux médiévaux d'Ecosse aux abstractions géométriques inspirées par le Japon, des arabesques de l'art nouveau, version longiligne avec visages émaciés, végétaux stylisés, figés dans une raideur nordique et puritaine, au cubisme spatial d'un Frank Lloyd Wright.

Un projet de 1901 en chantier

Quatre-vingts ans plus tard, l'écho de l'œuvre est tout aussi international. Celui qui fut, en son temps, adulé par les Viennois et les Allemands et mieux connu sur le continent que dans son pays grâce aux publications dans les revues d'art décoratif, qui diffusaient largement ses idées, est - juste retour d'inspiration - fort prisé au Japon. Il faut y voir un jeune architecte construire une maison quasiment « autour » de la chaise-écluse, posée contre la courbure d'un long mur blanc, sous un fenestron placé intentionnellement pour mesurer la cote morale d'un artiste qui mourut délaissé, à soixante ans, en 1928, après une retraite d'aquarelliste dans le sud de la France.

Actualité de Mackintosh. Le noir de ses bois teintés, le blanc laqué de ses chambres, s'ils devaient surprendre le bourgeois victorien embarrassé de fanfreluches, de moulures et de sculptures, ont été, sont encore, en harmonie avec le goût de la simplicité, de la nudité, que nous avons su acquiescer. Du coup, après l'avoir ignoré, bradé, on le vénère et, adorant le décorateur, on retrouve l'architecte.

De l'authentique au reconstitué, du tout-vrai au tout-faux, la visite à Glasgow offre une palette d'émotions et de déceptions, sans compter celles qui sont encore à venir, puisqu'un chantier mackintoshien est actuellement en cours : dans un parc public et sur l'initiative d'un ingénieur ami des arts, le projet pour la « maison d'un amateur d'art », qui le fit remarquer au concours de Darmstadt, en 1901, est en passe d'être réalisé. Celle-ci sera aménagée, décorée selon les quatorze planches du concours.

Des artistes s'efforcent à imaginer les arabesques manquantes sur les panneaux décoratifs en plâtre coloré qu'aurait dessinés Margaret McDonald, si elle était là pour le faire. Margaret, épouse, artiste, égypte, qui ornait de son imaginaire lascive et frêle, de ses allégories d'union, où le mystère semble souvent l'emporter sur le charnel, et de ses rosebuds en offrande perpétuelle, le décor sombre ou immaculé, mais toujours sobre et lisse, qu'ils avaient choisi pour faire de leur vie une œuvre d'art.

Authentique, émouvante et vivante, on l'a dit, l'école d'art. Authentiques et agréablement muséifiés, l'église de Queen's Cross et la grande demeure de Hill House, à une vingtaine de kilomètres de Glasgow, face à un vaste paysage d'estuaire (30 000 visiteurs par an). Reconstituée dans un musée de Glasgow, la maison aménagée par les Mackintosh pour eux-mêmes.

Reconstitué, le décor du salon de thé Willow, dans Sauchie-Hall Street, seul édifice survivant d'une série de commandes passées par l'entrepreneur et militante anti-alcoolique Mrs Kate Cranston, qui avait décidé d'offrir aux dames et aux gens bien des lieux de réunion plus chics et plus sobres que les pubs enfumés de la ville.

MICHELLE CHAMPENOIS
Lire la suite page 17



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

23, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél.: 44.20.70.15 - Réservations: 44.20.70.80 - 6 av. de Suède, Park Hotel 06012 Nice - Tél.: 95.16.27.77.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1381

OBSTINATION

(Sommet de Reykjavik, match URSS-Angleterre-Etats-Unis-Pays nordiques, mars 1990)

Blancs : J. NUNN (Angleterre)

Noirs : EINGORN

Défense française

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a4 a5 6. b4 b5 7. c4 c5 8. d4 d5 9. e5 e4 10. f4 f3 11. g4 g3 12. h4 h3 13. a4 a3 14. b4 b3 15. c4 c3 16. d4 d3 17. e5 e4 18. f4 f3 19. g4 g3 20. h4 h3 21. a4 a3 22. b4 b3 23. c4 c3 24. d4 d3 25. e5 e4 26. f4 f3 27. g4 g3 28. h4 h3 29. a4 a3 30. b4 b3 31. c4 c3 32. d4 d3 33. e5 e4 34. f4 f3 35. g4 g3 36. h4 h3 37. a4 a3 38. b4 b3 39. c4 c3 40. d4 d3 41. e5 e4 42. f4 f3 43. g4 g3 44. h4 h3 45. a4 a3 46. b4 b3 47. c4 c3 48. d4 d3 49. e5 e4 50. f4 f3 51. g4 g3 52. h4 h3 53. a4 a3 54. b4 b3 55. c4 c3 56. d4 d3 57. e5 e4 58. f4 f3 59. g4 g3 60. h4 h3 61. a4 a3 62. b4 b3 63. c4 c3 64. d4 d3 65. e5 e4 66. f4 f3 67. g4 g3 68. h4 h3 69. a4 a3 70. b4 b3 71. c4 c3 72. d4 d3 73. e5 e4 74. f4 f3 75. g4 g3 76. h4 h3 77. a4 a3 78. b4 b3 79. c4 c3 80. d4 d3 81. e5 e4 82. f4 f3 83. g4 g3 84. h4 h3 85. a4 a3 86. b4 b3 87. c4 c3 88. d4 d3 89. e5 e4 90. f4 f3 91. g4 g3 92. h4 h3 93. a4 a3 94. b4 b3 95. c4 c3 96. d4 d3 97. e5 e4 98. f4 f3 99. g4 g3 100. h4 h3 101. a4 a3 102. b4 b3 103. c4 c3 104. d4 d3 105. e5 e4 106. f4 f3 107. g4 g3 108. h4 h3 109. a4 a3 110. b4 b3 111. c4 c3 112. d4 d3 113. e5 e4 114. f4 f3 115. g4 g3 116. h4 h3 117. a4 a3 118. b4 b3 119. c4 c3 120. d4 d3 121. e5 e4 122. f4 f3 123. g4 g3 124. h4 h3 125. a4 a3 126. b4 b3 127. c4 c3 128. d4 d3 129. e5 e4 130. f4 f3 131. g4 g3 132. h4 h3 133. a4 a3 134. b4 b3 135. c4 c3 136. d4 d3 137. e5 e4 138. f4 f3 139. g4 g3 140. h4 h3 141. a4 a3 142. b4 b3 143. c4 c3 144. d4 d3 145. e5 e4 146. f4 f3 147. g4 g3 148. h4 h3 149. a4 a3 150. b4 b3 151. c4 c3 152. d4 d3 153. e5 e4 154. f4 f3 155. g4 g3 156. h4 h3 157. a4 a3 158. b4 b3 159. c4 c3 160. d4 d3 161. e5 e4 162. f4 f3 163. g4 g3 164. h4 h3 165. a4 a3 166. b4 b3 167. c4 c3 168. d4 d3 169. e5 e4 170. f4 f3 171. g4 g3 172. h4 h3 173. a4 a3 174. b4 b3 175. c4 c3 176. d4 d3 177. e5 e4 178. f4 f3 179. g4 g3 180. h4 h3 181. a4 a3 182. b4 b3 183. c4 c3 184. d4 d3 185. e5 e4 186. f4 f3 187. g4 g3 188. h4 h3 189. a4 a3 190. b4 b3 191. c4 c3 192. d4 d3 193. e5 e4 194. f4 f3 195. g4 g3 196. h4 h3 197. a4 a3 198. b4 b3 199. c4 c3 200. d4 d3 201. e5 e4 202. f4 f3 203. g4 g3 204. h4 h3 205. a4 a3 206. b4 b3 207. c4 c3 208. d4 d3 209. e5 e4 210. f4 f3 211. g4 g3 212. h4 h3 213. a4 a3 214. b4 b3 215. c4 c3 216. d4 d3 217. e5 e4 218. f4 f3 219. g4 g3 220. h4 h3 221. a4 a3 222. b4 b3 223. c4 c3 224. d4 d3 225. e5 e4 226. f4 f3 227. g4 g3 228. h4 h3 229. a4 a3 230. b4 b3 231. c4 c3 232. d4 d3 233. e5 e4 234. f4 f3 235. g4 g3 236. h4 h3 237. a4 a3 238. b4 b3 239. c4 c3 240. d4 d3 241. e5 e4 242. f4 f3 243. g4 g3 244. h4 h3 245. a4 a3 246. b4 b3 247. c4 c3 248. d4 d3 249. e5 e4 250. f4 f3 251. g4 g3 252. h4 h3 253. a4 a3 254. b4 b3 255. c4 c3 256. d4 d3 257. e5 e4 258. f4 f3 259. g4 g3 260. h4 h3 261. a4 a3 262. b4 b3 263. c4 c3 264. d4 d3 265. e5 e4 266. f4 f3 267. g4 g3 268. h4 h3 269. a4 a3 270. b4 b3 271. c4 c3 272. d4 d3 273. e5 e4 274. f4 f3 275. g4 g3 276. h4 h3 277. a4 a3 278. b4 b3 279. c4 c3 280. d4 d3 281. e5 e4 282. f4 f3 283. g4 g3 284. h4 h3 285. a4 a3 286. b4 b3 287. c4 c3 288. d4 d3 289. e5 e4 290. f4 f3 291. g4 g3 292. h4 h3 293. a4 a3 294. b4 b3 295. c4 c3 296. d4 d3 297. e5 e4 298. f4 f3 299. g4 g3 300. h4 h3 301. a4 a3 302. b4 b3 303. c4 c3 304. d4 d3 305. e5 e4 306. f4 f3 307. g4 g3 308. h4 h3 309. a4 a3 310. b4 b3 311. c4 c3 312. d4 d3 313. e5 e4 314. f4 f3 315. g4 g3 316. h4 h3 317. a4 a3 318. b4 b3 319. c4 c3 320. d4 d3 321. e5 e4 322. f4 f3 323. g4 g3 324. h4 h3 325. a4 a3 326. b4 b3 327. c4 c3 328. d4 d3 329. e5 e4 330. f4 f3 331. g4 g3 332. h4 h3 333. a4 a3 334. b4 b3 335. c4 c3 336. d4 d3 337. e5 e4 338. f4 f3 339. g4 g3 340. h4 h3 341. a4 a3 342. b4 b3 343. c4 c3 344. d4 d3 345. e5 e4 346. f4 f3 347. g4 g3 348. h4 h3 349. a4 a3 350. b4 b3 351. c4 c3 352. d4 d3 353. e5 e4 354. f4 f3 355. g4 g3 356. h4 h3 357. a4 a3 358. b4 b3 359. c4 c3 360. d4 d3 361. e5 e4 362. f4 f3 363. g4 g3 364. h4 h3 365. a4 a3 366. b4 b3 367. c4 c3 368. d4 d3 369. e5 e4 370. f4 f3 371. g4 g3 372. h4 h3 373. a4 a3 374. b4 b3 375. c4 c3 376. d4 d3 377. e5 e4 378. f4 f3 379. g4 g3 380. h4 h3 381. a4 a3 382. b4 b3 383. c4 c3 384. d4 d3 385. e5 e4 386. f4 f3 387. g4 g3 388. h4 h3 389. a4 a3 390. b4 b3 391. c4 c3 392. d4 d3 393. e5 e4 394. f4 f3 395. g4 g3 396. h4 h3 397. a4 a3 398. b4 b3 399. c4 c3 400. d4 d3 401. e5 e4 402. f4 f3 403. g4 g3 404. h4 h3 405. a4 a3 406. b4 b3 407. c4 c3 408. d4 d3 409. e5 e4 410. f4 f3 411. g4 g3 412. h4 h3 413. a4 a3 414. b4 b3 415. c4 c3 416. d4 d3 417. e5 e4 418. f4 f3 419. g4 g3 420. h4 h3 421. a4 a3 422. b4 b3 423. c4 c3 424. d4 d3 425. e5 e4 426. f4 f3 427. g4 g3 428. h4 h3 429. a4 a3 430. b4 b3 431. c4 c3 432. d4 d3 433. e5 e4 434. f4 f3 435. g4 g3 436. h4 h3 437. a4 a3 438. b4 b3 439. c4 c3 440. d4 d3 441. e5 e4 442. f4 f3 443. g4 g3 444. h4 h3 445. a4 a3 446. b4 b3 447. c4 c3 448. d4 d3 449. e5 e4 450. f4 f3 451. g4 g3 452. h4 h3 453. a4 a3 454. b4 b3 455. c4 c3 456. d4 d3 457. e5 e4 458. f4 f3 459. g4 g3 460. h4 h3 461. a4 a3 462. b4 b3 463. c4 c3 464. d4 d3 465. e5 e4 466. f4 f3 467. g4 g3 468. h4 h3 469. a4 a3 470. b4 b3 471. c4 c3 472. d4 d3 473. e5 e4 474. f4 f3 475. g4 g3 476. h4 h3 477. a4 a3 478. b4 b3 479. c4 c3 480. d4 d3 481. e5 e4 482. f4 f3 483. g4 g3 484. h4 h3 485. a4 a3 486. b4 b3 487. c4 c3 488. d4 d3 489. e5 e4 490. f4 f3 491. g4 g3 492. h4 h3 493. a4 a3 494. b4 b3 495. c4 c3 496. d4 d3 497. e5 e4 498. f4 f3 499. g4 g3 500. h4 h3 501. a4 a3 502. b4 b3 503. c4 c3 504. d4 d3 505. e5 e4 506. f4 f3 507. g4 g3 508. h4 h3 509. a4 a3 510. b4 b3 511. c4 c3 512. d4 d3 513. e5 e4 514. f4 f3 515. g4 g3 516. h4 h3 517. a4 a3 518. b4 b3 519. c4 c3 520. d4 d3 521. e5 e4 522. f4 f3 523. g4 g3 524. h4 h3 525. a4 a3 526. b4 b3 527. c4 c3 528. d4 d3 529. e5 e4 530. f4 f3 531. g4 g3 532. h4 h3 533. a4 a3 534. b4 b3 535. c4 c3 536. d4 d3 537. e5 e4 538. f4 f3 539. g4 g3 540. h4 h3 541. a4 a3 542. b4 b3 543. c4 c3 544. d4 d3 545. e5 e4 546. f4 f3 547. g4 g3 548. h4 h3 549. a4 a3 550. b4 b3 551. c4 c3 552. d4 d3 553. e5 e4 554. f4 f3 555. g4 g3 556. h4 h3 557. a4 a3 558. b4 b3 559. c4 c3 560. d4 d3 561. e5 e4 562. f4 f3 563. g4 g3 564. h4 h3 565. a4 a3 566. b4 b3 567. c4 c3 568. d4 d3 569. e5 e4 570. f4 f3 571. g4 g3 572. h4 h3 573. a4 a3 574. b4 b3 575. c4 c3 576. d4 d3 577. e5 e4 578. f4 f3 579. g4 g3 580. h4 h3 581. a4 a3 582. b4 b3 583. c4 c3 584. d4 d3 585. e5 e4 586. f4 f3 587. g4 g3 588. h4 h3 589. a4 a3 590. b4 b3 591. c4 c3 592. d4 d3 593. e5 e4 594. f4 f3 595. g4 g3 596. h4 h3 597. a4 a3 598. b4 b3 599. c4 c3 600. d4 d3 601. e5 e4 602. f4 f3 603. g4 g3 604. h4 h3 605. a4 a3 606. b4 b3 607. c4 c3 608. d4 d3 609. e5 e4 610. f4 f3 611. g4 g3 612. h4 h3 613. a4 a3 614. b4 b3 615. c4 c3 616. d4 d3 617. e5 e4 618. f4 f3 619. g4 g3 620. h4 h3 621. a4 a3 622. b4 b3 623. c4 c3 624. d4 d3 625. e5 e4 626. f4 f3 627. g4 g3 628. h4 h3 629. a4 a3 630. b4 b3 631. c4 c3 632. d4 d3 633. e5 e4 634. f4 f3 635. g4 g3 636. h4 h3 637. a4 a3 638. b4 b3 639. c4 c3 640. d4 d3 641. e5 e4 642. f4 f3 643. g4 g3 644. h4 h3 645. a4 a3 646. b4 b3 647. c4 c3 648. d4 d3 649. e5 e4 650. f4 f3 651. g4 g3 652. h4 h3 653. a4 a3 654. b4 b3 655. c4 c3 656. d4 d3 657. e5 e4 658. f4 f3 659. g4 g3 660. h4 h3 661. a4 a3 662. b4 b3 663. c4 c3 664. d4 d3 665. e5 e4 666. f4 f3 667. g4 g3 668. h4 h3 669. a4 a3 670. b4 b3 671. c4 c3 672. d4 d3 673. e5 e4 674. f4 f3 675. g4 g3 676. h4 h3 677. a4 a3 678. b4 b3 679. c4 c3 680. d4 d3 681. e5 e4 682. f4 f3 683. g4 g3 684. h4 h3 685. a4 a3 686. b4 b3 687. c4 c3 688. d4 d3 689. e5 e4 690. f4 f3 691. g4 g3 692. h4 h3 693. a4 a3 694. b4 b3 695. c4 c3 696. d4 d3 697. e5 e4 698. f4 f3 699. g4 g3 700. h4 h3 701. a4 a3 702. b4 b3 703. c4 c3 704. d4 d3 705. e5 e4 706. f4 f3 707. g4 g3 708. h4 h3 709. a4 a3 710. b4 b3 711. c4 c3 712. d4 d3 713. e5 e4 714. f4 f3 715. g4 g3 716. h4 h3 717. a4 a3 718. b4 b3 719. c4 c3 720. d4 d3 721. e5 e4 722. f4 f3 723. g4 g3 724. h4 h3 725. a4 a3 726. b4 b3 727. c4 c3 728. d4 d3 729. e5 e4 730. f4 f3 731. g4 g3 732. h4 h3 733. a4 a3 734. b4 b3 735. c4 c3 736. d4 d3 737. e5 e4 738. f4 f3 739. g4 g3 740. h4 h3 741. a4 a3 742. b4 b3 743. c4 c3 744. d4 d3 745. e5 e4 746. f4 f3 747. g4 g3 748. h4 h3 749. a4 a3 750. b4 b3 751. c4 c3 752. d4 d3 753. e5 e4 754. f4 f3 755. g4 g3 756. h4 h3 757. a4 a3 758. b4 b3 759. c4 c3 760. d4 d3 761. e5 e4 762. f4 f3 763. g4 g3 764. h4 h3 765. a4 a3 766. b4 b3 767. c4 c3 768. d4 d3 769. e5 e4 770. f4 f3 771. g4 g3 772. h4 h3 773. a4 a3 774. b4 b3 775. c4 c3 776. d4 d3 777. e5 e4 778. f4 f3 779. g4 g3 780. h4 h3 781. a4 a3 782. b4 b3 783. c4 c3 784. d4 d3 785. e5 e4 786. f4 f3 787. g4 g3 788. h4 h3 789. a4 a3 790. b4 b3 791. c4 c3 792. d4 d3 793. e5 e4 794. f4 f3 795. g4 g3 796. h4 h3 797. a4 a3 798. b4 b3 799. c4 c3 800. d4 d3 801. e5 e4 802. f4 f3 803. g4 g3 804. h4 h3 805. a4 a3 806. b4 b3 807. c4 c3 808. d4 d3 809. e5 e4 810. f4 f3 811. g4 g3 812. h4 h3 813. a4 a3 814. b4 b3 815. c4 c3 816. d4 d3 817. e5 e4 818. f4 f3 819. g4 g3 820. h4 h3 821. a4 a3 822. b4 b3 823. c4 c3 824. d4 d3 825. e5 e4 826. f4 f3 827. g4 g3 828. h4 h3 829. a4 a3 830. b4 b3 831. c4 c3 832. d4 d3 833. e5 e4 834. f4 f3 835. g4 g3 836. h4 h3 837. a4 a3 838. b4 b3 839. c4 c3 840. d4 d3 841. e5 e4 842. f4 f3 843. g4 g3 844. h4 h3 845. a4 a3 846. b4 b3 847. c4 c3 848. d4 d3 849. e5 e4 850. f4 f3 851. g4 g3 852. h4 h3 853. a4 a3 854. b4 b3 855. c4 c3 856. d4 d3 857. e5 e4 858. f4 f3 859. g4 g3 860. h4 h3 861. a4 a3 862. b4 b3 863. c4 c3 864. d4 d3 865. e5 e4 866. f4 f3 867. g4 g3 868. h4 h3 869. a4 a3 870. b4 b3 871. c4 c3 872. d4 d3 873. e5 e4 874. f4 f3 875. g4 g3 876. h4 h3 877. a4 a3 878. b4 b3 879. c4 c3 880. d4 d3 881. e5 e4 882. f4 f3 883. g4 g3 884. h4 h3 885. a4 a3 886. b4 b3 887. c4 c3 888. d4 d3 889. e5 e4 890. f4 f3 891. g4 g3 892. h4 h3 893. a4 a3 894. b4 b3 895. c4 c3 896. d4 d3 897. e5 e4 898. f4 f3 899. g4 g3 900. h4 h3 901. a4 a3 902. b4 b3 903. c4 c3 904. d4 d3 905. e5 e4 906. f4 f3 907. g4 g3 908. h4 h3 909. a4 a3 910. b4 b3 911. c4 c3 912. d4 d3 913. e5 e4 914. f4 f3 915. g4 g3 916. h4 h3 917. a4 a3 918. b4 b3 919. c4 c3 920. d4 d3 921. e5 e4 922. f4 f3 923. g4 g3 924. h4 h3 925. a4 a3 926. b4 b3 927. c4 c3 928. d4 d3 929. e5 e4 930. f4 f3 931. g4 g3 932. h4 h3 933. a4 a3 934. b4 b3 935. c4 c3 936. d4 d3 937. e5 e4 938. f4 f3 939. g4 g3 940. h4 h3 941. a4 a3 942. b4 b3 943. c4 c3 944. d4 d3 945. e5 e4 946. f4 f3 947. g4 g3 948. h4 h3 949. a4 a3 950. b4 b3 951. c4 c3 952. d4 d3 953. e5 e4 954. f4 f3 955. g4 g3 956. h4 h3 957. a4 a3 958. b4 b3 959. c4 c3 960. d4 d3 961. e5 e4 962. f4 f3 963. g4 g3 964. h4 h3 965. a4 a3 966. b4 b3 967. c4 c3 968. d4 d3 969. e5 e4 970. f4 f3 971. g4 g3 972. h4 h3 973. a4 a3 974. b4 b3 975. c4 c3 976. d4 d3 977. e5 e4 978. f4 f3 979. g4 g3 980. h4 h3 981. a4 a3 982. b4 b3 983. c4 c3 984. d4 d3 985. e5 e4 986. f4 f3 987. g4 g3 988. h4 h3 989. a4 a3 990. b4 b3 991. c4 c3 992. d4 d3 993. e5 e4 994. f4 f3 995. g4 g3 996. h4 h3 997. a4 a3 998. b4 b3 999. c4 c3 1000. d4 d3

NOTES

a) Cette avance, probablement la seule façon pour les Blancs d'essayer de prendre l'initiative, connaît une réputation exécrable après la partie Lasker-Morphy du Tournoi de New York 1924 et dut sa réhabilitation au Tournoi de Londres 1927 grâce à la partie Bogoljubov-Thomas.

b) On poursuit toujours de nos jours par 5... Fc3+ si 5... Fd3 représente encore une alternative importante malgré les chances des Blancs après 6. b4, cxd4 ; 7. Cd5, on sait depuis 1933, comme l'a démontré Rausser contre Alatorzev, que la prise 5... cxd4 donne aux Blancs

l'occasion d'entrer dans un gambit qui leur laisse un clair avantage positionnel après 6. axb4, dxc3 ; 7. Cf3, l'avantage de développement des Blancs compensant largement le pion perdu. L'obstination des Noirs parait ainsi surprenante et cache sans doute une arrière-pensée, c'est-à-dire une variante préparée.

c) Après 7. bxc3, Dc7 ; 8. Cf3, Cc7 ; 9. Fd3, Cg6 ; 10. 0-0, Cc7 (si 10... Cxg5 ; 11. Ff4, Cxg5+ ; 12. Dc3, Dc7, Dg3) ; 11. Td1, Dc3+ avec avantage aux Noirs (Em. Lasker-Morphy, New York 1924) (et non 11... Cxg5 ? ; 12. Cxg5, Cxg5 ; 13. Ff4, f6 ; 14. Dh5+). Cette idée de Rausser (7. Cf3) est vraiment très forte : à partir de maintenant les difficultés des Noirs à trouver un mode de développement satisfaisant sont croissantes.

d) Si 7... cxd2 ; 8. Fxb2, Cc7 ; 9. Fd3, Cg6 ; 10. Dd2, Cg6 ; 11. b5, Cc7 ; 12. b4 et l'initiative des Blancs est claire (Wood-Wallis, par cor. 1946). Si 7... cxd2 ; 8. Fxb2, f6 ; 9. cxd2, Cc7 ; 10. Fd3, et la prise de 7. bxc3 sur le fuyant roque ennemi assure aux Blancs de belles perspectives. Si 7... Dc7 ; 8. Dd4, l'

Cc7 ; 9. Fd3, Cc7 ; 10. 0-0, Cc6 (ou 10... cxd2 ; 11. Fdb2) ; 11. Dc3, Dc6 ; 12. b5 avec avantage aux Blancs (Rausser-Alatorzev, 1933).

e) Si 8... Cc6 ; 9. b5 !
f) Telle était le plan des Noirs : éliminer le dangereux F-R blanc avant de roquer en conservant un pion de plus.

g) Probablement la plus belle idée des Blancs dans cette position : profiter du passage sur la quatrième rangée, le transfert d'une T sur l'aile-R crée soudain de sérieuses menaces sur le R noir.

h) Si 13... h6 ? ; 14. Fd6, g6h6 ; 15. Dd2, Rf7 ; 16. Th4.

i) Menace 15. Fh6.

j) Si 14... f5 ; 15. Th4 menaçant Cc5 et Dh5.

k) A nouveau des échanges qui paraissent alléger la pression tout en gardant le pion de plus.

l) Et non 17. Td1, d5 ! et les Blancs perdent l'initiative.

m) Après 17... Txd5 ; 18. Dxd5, Dc7 ; 19. Fd3 les Blancs gagnent : si 19... Df7 (Dd7) ; 20. Td4, On bien 18... g6 ; 19. Fh6, Dc7 ; 20. b4 suivi de h5. On voit ici que le jeu des Noirs n'est pas aisé.

réapparaît car Ouest, qui avait été obligé de défaire un Cœur, fut saqué avec :

OR 010 8465

1) Si Ouest jette le Roi de Cœur, tout le mort devient maître en jouant tout ; 2) Si Ouest préfère sous-couper, Sud joue le Valet de Trèfle (pour faire tomber les deux atouts adverses), puis il tire le Valet de Carreau, et Nord fait encore le Roi de Trèfle et le 10 de Pique ; 3) Si Ouest lâche le 8 de Carreau, alors Sud tire le Valet de Trèfle et le Valet de Carreau, et elle fait le reste en jouant le 6 de Carreau maître.

Incrovable mais vrai !

On a vu dans la chronique du 3 mars 1990 l'annonce qui était arrivée il y a bien longtemps à l'arbitre américain Al Sobel. Mais il y a plus extraordinaire avec cette annonce jouée en 1986 en Amérique dans un tournoi « vert », c'est-

n) Menace 19. Txf5, exf5 ; 20. Td4 !

o) Un retour spectaculaire et efficace de la T-D sur l'aile D avec la double menace 21. Td5 et 21. g4.

p) Si 20... b6 ; 21. g4, Txd5 ; 22. Dxd5, Dd6 ; 23. Dc7 menaçant 24. Dxd7+ et 24. Td4. Attaques sur deux fronts, les Noirs ne peuvent faire face et doivent rendre le pion dans une piètre situation.

q) Si 24... Rg8 ; 25. Dxd5+.

r) Si 25... Rf7 ; 26. Dxd5 ; si 25... Rg7 ; 26. Fg5+.

s) Dxd5, le déséquilibre des Noirs n'a pas cessé depuis leur cinquième coup.

t) Si 24... Rg8 ; 25. Dxd5+.

u) Si 25... Rf7 ; 26. Dxd5 ; si 25... Rg7 ; 26. Fg5+.

v) Dxd5, le déséquilibre des Noirs n'a pas cessé depuis leur cinquième coup.

w) Si 24... Rg8 ; 25. Dxd5+.

x) Si 25... Rf7 ; 26. Dxd5 ; si 25... Rg7 ; 26. Fg5+.

y) Dxd5, le déséquilibre des Noirs n'a pas cessé depuis leur cinquième coup.

z) Si 24... Rg8 ; 25. Dxd5+.

aa) Si 25... Rf7 ; 26. Dxd5 ; si 25... Rg7 ; 26. Fg5+.

ab) Dxd5, le déséquilibre des Noirs n'a pas cessé depuis leur cinquième coup.

ac) Si 24... Rg8 ; 25. Dxd5+.

ad

SANS VISA

VOYAGES

Glasgow dans le tartan de Mackintosh

Suite de la page 15

Dans l'église de Queen's Cross, grès rouge fortifié à l'extérieur, décor style « Toshie » à l'intérieur - Patricia Douglas, gardienne de ces lieux et directrice de l'association internationale (1 500 membres) des amis de Mackintosh, se souvient : « L'exposition du centenaire, en 1968, ne vint même pas à Glasgow. En 1973, quand nous avons créé l'association, plusieurs édifices, dont cette église, étaient menacés. C'était la période autoroutière de la municipalité, et rien ne résistait. Mais elle rappelle aussi avec amusement avoir vu arriver du monde entier, pour un colloque, des fidèles habillés de gris clair et d'une touche de rose ou de mauve, les couleurs clés.

Et elle s'agissait de la commercialisation désordonnée des objets souvenirs, du graphisme et même des meubles. Difficile de dire dès maintenant quelle sera la qualité des reproductions dans le nouveau lieu de culte et de visite que sera, dès la fin de l'année, la Maison d'un amateur d'art toute neuve. Sans doute ne portera-t-elle pas ombre à cette Hill House construite, elle, à l'époque du fameux concours et dans le même esprit pour un éditeur, Walter Blackie, et sa famille et qui, bien que musée depuis une dizaine d'années, garde l'empreinte légère de ceux qui y ont vécu.

Pièces sombres, l'entrée, le bureau à boiseries aux plans légèrement incurvés des cheminées ; fluidité des espaces distribués dans la maison ; luminosité qui inonde la pièce de séjour blanche intimisée par un plafond sombre ; nuptialité exagérée immaculée de la chambre, adoucie par le détail des mobiliers, le dessin d'une petite fenêtre arrondie.

Meubles-étalons

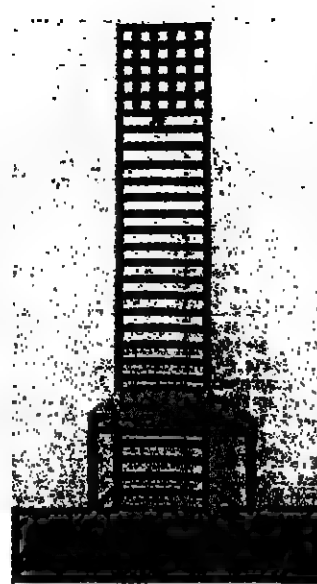
Partout, les meubles sont en place, patinés, et l'on voit apparaître toujours la veine du bois derrière la peinture. La chaise dite de Hill House, avec son assise étroite et la haute échelle du dossier, est là, à sa place, et on lui reconnaît aisément son rôle d'appoint de l'architecture. Car les meubles de Mackintosh restent avant tout des meubles d'architecte, et c'est sans doute

pourquoi ils fascinent tant les architectes. Compas, mesures, étalons, indicateurs d'échelle, comme les balises le sont au marin, ils donnent constamment la loi, la règle et la mesure. D'ailleurs, n'en déplaise à ceux qui veulent faire de Toshie le seul pionnier britannique de l'art moderne et, partant, un des divinateurs de ce qui allait être le credo des années 30 et suivantes, ces meubles ne sont pas, mais pas du tout, « fonctionnels ». Ni dans leur usage ni dans leur fabrication.

Jean-Claude Garcia éclaire très précisément ce point. Il démonte vingt-cinq lattes de bois et rien de moins que soixante-trois pour réaliser la chaise cubique dont le piètement découpe dans l'espace huit cubes, chaise de service dont le dossier bas accentue l'effet symbolique, tandis que les sièges d'apparat ont toujours des dossiers exagérément hauts, 1 mètre, parfois plus, donnant à celui qui s'y pose l'obligation de se tenir aussi droit que le dossier, et l'autorité que confère le meuble.

C'est particulièrement vrai pour la plus spectaculaire de ces créations : la Willow chair, du nom du salon de thé pour lequel elle fut dessinée, dans Sanchie-Hall Street, celui des murs et la façade existaient encore et qui a été réaménagé partiellement il y a quelques années. Le fauteuil, l'un des succès de la firme italienne Cassina, qui a une sorte d'exclusivité, était conçu pour être unique et pour un usage bien précis, à la fois siège solennel pour la maîtresse des lieux, directrice du restaurant, et meuble de séparation, claustra ou paravent entre deux parties de la salle. Très haut, très large et très plat, c'est une sorte de trône à l'assise étroite, en arc de cercle, sur un socle plein et dont le dossier est en petits carrés dessinés la silhouette extrêmement stylisée d'un saule (willow en anglais).

La encore, la fabrication d'un tel siège est particulièrement rationnelle. On est loin des trouvailles de la firme Thonet qui, dès le milieu du dix-neuvième siècle, avait inventé, en courbant le bois à chaud pour lui imprimer les contorsions les plus variées et les silhouettes les plus arabesques, la fabrication en



La chaise de Hill House

serie d'un nombre illimité de ces œuvres d'art.

Roger Billcliffe, un spécialiste, a dénombré près de quatre cents modèles de meubles différents que les collectionneurs pourchassent à travers les rares ventes (la dernière apparition, ardemment disputée par le Musée d'Orsay, à Paris, remonte à plusieurs années) et chez quelques familles de Glasgow qui détiendraient encore des objets (80 000 F à

90 000 F pour une chaise) que leurs parents ont pu acquérir pour quelques guinées lorsque, dans les années 30, les salons de thé ont été fermés et leur contenu dispersé.

La Willow chair authentique et unique est en lieu sûr ; on peut la voir à l'école d'art ainsi que la banquetta laquée en jaune qui avait été imaginée pour une salle souterraine demandée à l'architecte par Mrs Cranston, son allié fidèle : le « Dug-out » (l'excavé) aux murs entièrement peints en noir devant évoquer les tranchées et faire partager ainsi symboliquement l'effort de guerre aux clientes du salon de thé.

Nous étions en 1916, et les Mackintosh habitant Londres : leur esthétique avait pris des couleurs, de l'extravagance et dépassait l'art déco. On la retrouve dans les papiers peints dessinés pour un industriel de Northampton. Et si l'exotisme des décors rayés de bleu, blanc et noir que l'on peut voir au Musée Hunterian de Glasgow semble trop oppressant, se souvenir que George Bernard Shaw, à la question du maître de maison qui lui proposait cette chambre d'amis : « J'espère que ça ne vous empêchera pas de dormir ? », avait répondu : « Non, je dors toujours les yeux fermés. »

MICHELLE CHAMPENOIS

Carnet de route

■ Visite On peut visiter l'école d'art de Glasgow, 187 Renfrew Street (tél. : 44-41-332-97-97), de préférence le samedi et pendant les vacances ; en semaine, la maison des Mackintosh reconstruite dans le Hunterian Art Gallery, à l'université (tél. : 330-54-31) ; l'église de Queen's Cross, 870 Garscube Road, Glasgow G20 (tél. : 946-68-00), siège de la Mackintosh Society ; et la demeure de Hill House, tous les jours, de 13 à 17 heures, propriété du National Trust of Scotland, à Helensburgh, accessible par route et chemin de fer, à 30 kilomètres à l'ouest de Glasgow. Tél. : 436-39-00.

■ Musées Outre les collections importantes du Musée Hunterian et de celui de Kelvingrove, ne pas manquer la Burrell Collection (tapisseries médiévales, antiquités égyptiennes et gréco-romaines) offerte par cet armateur à sa ville, qui a su édifier un abri aussi remarquable que moderne, au milieu d'un parc.

■ Voyages Plusieurs vols en direct Paris-Glasgow sont assurés du lundi au vendredi par British Airways et Air France (1 h 45) et permettent d'éviter la correspondance à Londres (compter deux heures de plus). Renseignements à l'Office britannique de tourisme pour l'hébergement.

■ Spécial architecture Un voyage d'études destiné aux urbanistes, aux architectes et aux élus est organisé du 5 au 9 mai à Glasgow et Edimbourg par l'Institut français d'architecture (6, rue de Tournai, 75008 Paris, tél. : 46-33-90-36) pour 7 500 francs tout compris. Visites de quartiers. Rencontres avec des professionnels.

McKean, David et Frank Walker. Sur l'Ecosse, nouvelle édition en Points-Planète (éd. du Seuil) de l'ouvrage de Christian Cuvard.

■ Festival Le programme des manifestations culturelles (expositions, concerts, compétitions sportives) organisées en 1990 par la ville de Glasgow peut être obtenu auprès de l'Office britannique de tourisme (63, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris, tél. : 42-85-11-11). Sont notamment prévus : une exposition Mackintosh à l'école d'art, de juin à août ; une présentation des dessins de l'architecte au Musée de Kelvingrove et un colloque en août.

■ Voyages Plusieurs vols en direct Paris-Glasgow sont assurés du lundi au vendredi par British Airways et Air France (1 h 45) et permettent d'éviter la correspondance à Londres (compter deux heures de plus). Renseignements à l'Office britannique de tourisme pour l'hébergement.

■ Spécial architecture Un voyage d'études destiné aux urbanistes, aux architectes et aux élus est organisé du 5 au 9 mai à Glasgow et Edimbourg par l'Institut français d'architecture (6, rue de Tournai, 75008 Paris, tél. : 46-33-90-36) pour 7 500 francs tout compris. Visites de quartiers. Rencontres avec des professionnels.

FJORDS et CAP NORD
M/S FUNCHAL

DANS LA GRANDE TRADITION DE LA CROISIÈRE CLASSIQUE.

SCANDITOURS

Demandez la brochure à votre Agence de voyages ou à la MAISON DE LA SCANDINAVIE et DES PAYS NORDIQUES 36 rue Tronchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 42 38 65

MONTREAL : 2990 F* A/R

Départs tous les mardis du 26 juin au 4 septembre * de 2990 F à 3690 F A/R.

Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou : V.O. Voyages 181, bd Pasteur 75017 Paris - Tél. (1) 40 53 07 11

SEMAINE GOURMANDE

CANDIDO
Depuis des lustres, de père en fils, cette petite salle basse aux murs épais d'une campagne de Gênes fleurit bon l'opérette - pardon, la zarzuela (c'est le même mot en espagnol). On connaissait aussi le mini-jardin, d'ailleurs, avec ses quelques plants de tomate. Mais la nouveauté est que celui-ci est couvert d'une verrière et occupable toute l'année, avec ses tables de plein air.

COPENHAGUE
Les passants pressés ne connaissent, sur les Champs, que la boutique danoise. Au premier étage, la grande salle du Copenhague, solennelle, propose une cuisine très « typée », avec la « table danoise » (490 F pour deux), le canard sauté, le rognon de renne et le célèbre saumon à l'unilatéral (avec akavitt et bière du pays). A la carte, compter 400-500 F. Mais voici la saison où, au fond du couloir, le patio Flora Danica, connu seulement des habitués, vous séduira. Saumon fumé, harengs froids, poissons marqués et bouff en gelée. Compter 325-400 F.

CANDECO
40, avenue de Versailles, 75016 Paris - Tél. : 45-27-96-68. Fermé dimanche soir. CB - AE. Chiens acceptés.

COPENHAGUE et FLORA DANICA
142, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 43-59-20-41. Parking George-V, AE - DC - CB.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche
LA LOUVÈRE
Alt. 1 050 m - Vacances actives, petites randonnées, golf 18 trous à 35 minutes. Hôtel LE MONARQUE **
Tél. : 75-67-80-44

Côte d'Azur
06180 CAP-D'ANTIBES
MOTEL BOI SOLIEL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Park, piscine, 2 pers. 1 150 F la sem. 1 780 F 2 sem. 3 100 F. 4 sem. 5 400 F. (samedi, dimanche, sept.). Tél. : 93-41-48-38.

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***
2, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages climatisées, insonorisées, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
58 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-47-42-46 - Tél. 470416
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble, téléphone direct, minibar.

Sud-Ouest
PÉRIGORD
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS ***
PISCINE, TENNIS
1/2 pension à partir de 152 F
GOLF
Pratique à l'hôtel
parcours 9 trous, à 20 mn
24539 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-95-94.

Paris
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 299 à 428 F. - Tél. 43-54-53-85.

Provence
AUX-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 43-38-29-92

DRÔME PROVENÇALE
Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site exempt micro-climat, prom., muséol. UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Chèques gd ch. prix d'iver. Mirailles. Colombe. Tél. : 75-26-12-89. Auberge du vieux village d'Aubres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

Italie
CATTOLICA (Adriatique)
HOTEL LEON D'ORO ***
Tél. : 1939-541/952247, 954053.
50 m. mer, moderne, tranquille, confort, menu au choix, chambres spacieuses, meublées modernement, avec douche/W.C. et balcon. Pensions complètes : Juin, septembre 138 F, juillet 160 F, août 224 F. Réductions pour familles jusqu'à 50 %.

TOURISME
Home d'enfants
Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confort, rénov. au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuis. soignée et équilibrée, chère 2 ou 3 avec sdb. WC. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, minis. échecs, peinture, sports, fabrication de pain, découverte environnement. Tarif 11 compris : 1 800 F/semaine par enf. Tél. : (16) 81-38-12-51. Le Crêt-Agnean - La Longeville 25630 MONTBENOIT.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILLAISES DOUGLASS DES ILES 3, rue de Bruxelles, 9 Tél. : 45-26-68-20. Discothèque	FRANCAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELMAN , 37, r. François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jaspé 22 h 30. Cuisine déjeun. Fermé samedi, dimanche.	WAGON 7 - Tél. : 43-43-41-37 7, rue Bonaparte, 17 ^e	CATALANES LA SARDANA , 4, rue de Chaligny, 12 ^e . Tél. : 43-43-02-84. Spéc. catalanes et frang.	INDIENNES MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M ^e Maubert. SCE NON-STOP : 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	PORTUGAISES SAUDADE , 34, r. des Bourdonnais, 1 ^{re} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PERENNITE. PRIX MARCO POLO CASANOVA 8.
BOURGUIGNONNES CHEZ PIERROT , 18, rue B-Marcet, Tél. : 43-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.	MAITRE CORBEAU 42-27-19-20 F. sam. Dg. dim. 6, rue d'Anvers, 17 ^e . Parking assuré.	SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, r. de Vienne, 8 ^e , 45-23-23-62. Dîner jusqu'à 130 F s.c.	DANOISES ET SCANDINAVES FLORA DANICA , 1 ^{er} étage, 142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41. COPENHAGUE et son agréable jardin.	ETHIOPIENNES ENTOTTO 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nodding, 13 ^e . Dorowet, Bayreuther av. l'Indjén.	THAILANDAISES CHIENG-MAI 12, r. Frédéric-Sauzet, 43-25-45-45. F. dim. 44. Tél. 90.30 F.S.C.
CRÉOLES LA VILLA CRÉOLE 15, rue d'Ande, 3 ^e . E. dim. 47-42-44-92. Recom. Bontin Gourmand - Pisco le soir	LA COUR COBERT , 12, rue Hibel-Cobert (5 ^e), 43-64-44-99. 77 J. Cadre XVII ^e authent. PMR 200 F.	LA TABLE DE L'ORE 14, r. F.-Florent, 18 ^e - F. sam. midi, dim., 46-06-72-01. Menu 80, 120 F. Carte env. 100 F	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lamurion (16 ^e), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.		

Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

— dans la section C - Economie —

LUNDI

(numéro date mardi)

LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...

► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

MARDI

(numéro date mercredi)

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

MERCREDI

(numéro date jeudi)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes bases à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

36 15
I M

un mois d'offres
d'emplois parues dans le Monde.
Le service télématique expert
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre
des grandes ambitions**

Le Monde

Le Monde a été fondé en 1896 par Louis Braille, le grand inventeur de l'écriture braille. C'est un journal qui a toujours été au service de la culture et de la connaissance. Aujourd'hui, il continue de s'adapter aux nouvelles technologies et aux besoins de ses lecteurs.

Activité de Renault à l'étranger

Renault a une présence internationale importante. Ses activités sont réparties dans de nombreux pays, où elle développe ses produits et ses services. Cette présence internationale est un atout majeur pour la marque.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANCA COMMERCIALE ITALIANA
La Banca Commerciale Italiana a été convoquée en Assemblée ordinaire le 19 avril 1990 à 10 heures à Milan. L'Assemblée a pour objet l'approbation des comptes de l'exercice 1989 et la nomination des administrateurs.

صلى الله عليه وآله وسلم

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

En rachetant les titres du Crédit Lyonnais

La CE accroît sa participation dans le capital d'Alcatel

La compagnie Générale d'Électronique (CGE) a racheté la participation du Crédit Lyonnais (1,5 % dans le capital d'Alcatel, spécialiste dans les systèmes de communication. Le jeudi 19 avril à Amsterdam, M. Pierre Suard, le président de la CE, a annoncé devant la presse la forte hausse des bénéfices enregistrés par Alcatel en 1989 qui ont progressé de 32 % par rapport à 1988.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les titres du Crédit Lyonnais ont été payés « au juste prix du marché », a indiqué M. Suard, avant de préciser que la CE était prête à accroître encore sa participation dans Alcatel qu'elle contrôle désormais à 63 %. Les 37 % restants sont la propriété du groupe américain I.T.T. Que le dernier geste de vente des actions « et la CGE la achète », a affirmé son président, rappelant qu'après la création d'Alcatel en 1986, la CGE avait souhaité y participer à hauteur de 70 %.

La CGE, l'évidence, n'a pas abandonné cette ambition et se situe dans un prolongement de la

décision de rebaptiser le groupe Alcatel-Alsthom-CGE (le Monde du 6 avril) mais... se heurte pour l'instant à un obstacle : rien n'indique qu'I.T.T. ait l'intention de se désengager. « Les Américains sont équilibrés par les résultats d'Alcatel », a expliqué M. Suard qui ne l'est pas moins : « Tous nos groupes de produits ont progressé de manière spectaculaire ».

Alcatel - qui est une société de droit néerlandais - a vu ses ventes progresser en 1989 de 15,2 % (9,8 milliards de francs) et a dégagé un bénéfice net de 3,35 milliards de francs en hausse de quelque 2,6 %. Avec 4,1 % de profits sur ses ventes, contre 2 % en 1987, nous avons battu un nouveau record », a affirmé M. Suard.

Au cours du dernier exercice, les activités d'Alcatel ont progressé de 5,8 % dans le secteur de la « communication publique » de l'entreprise. Affirmant être devenu le leader avec 15 % du marché mondial et 33 % du marché européen, elle a simultanément maintenu sa position de premier fournisseur mondial de « câbles électriques et des communications ». Elle a enfin maintenu sa présence dans les secteurs « transmissions » (plus 9,7 %) et « systèmes professionnels » (plus 11,9 %).

En termes géographiques, Alcatel a réalisé 81,7 % de son chiffre d'affaires

en Europe, qui restera son berceau malgré son développement dans des pays tels que le Mexique, le Pakistan ou Taiwan. « L'Europe, c'est aussi bien l'Ouest - et pas uniquement les pays de la CEE - que l'Est », a précisé M. Suard.

Mais, tout en prévoyant un volume d'affaires accru avec les pays d'Europe centrale et orientale, le président de la CGE est resté prudent : « L'Est a désespérément besoin de modernisation, mais son problème crucial est le manque de devises. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les transferts de technologie par accord de licence ne sont pas moins risqués que les livraisons directes : nous devons garder la maîtrise de notre technologie. C'est pourquoi Alcatel préfère la solution des joint ventures ».

M. Suard a également annoncé la signature imminente d'un contrat entre Alcatel-Espagne et la Chine d'une valeur de 288 millions de francs (livraison de 300 000 lignes téléphoniques et de centraux à communication, système 12, notamment). Ce contrat est le cinquième conclu par Alcatel en République populaire depuis qu'elle est devenue le premier fournisseur.

CHRISTIAN CHARTIER

SOCIAL

Fin du conflit l'organisation du travail l'activité de Renault à Billancourt est d'un nouveau normale

Le travail a repris normalement depuis le début de l'année à l'usine Renault de Billancourt dont l'activité était paralysée depuis le 4 avril par un mouvement de grève organisé à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO.

Ces dérapages, fléchés sur le site de l'île Seguin le 7 avril, étaient dus à la protestation contre les difficultés (redécoupage des tâches, allongement des déplacements sur les postes) engendrées par le ralentissement de la production de l'« Exp » - version utilitaire de la S4-Cinq - vers le rythme de fabrication quotidien de 420 à 370 véhicules.

Après trois jours de conflit, les syndicats ont obtenu la création de vingt-deux postes supplémentaires jusqu'en fin de juillet pour l'atelier de montage et de plus, la mise à disposition de plusieurs camions pour l'entretien des carrosses.

Toutefois, le différend portant sur le statut des jours de grève

n'a pu être réglé. La direction a accepté de neutraliser quarante heures non travaillées, mais a refusé d'aller au-delà de cette proposition. Le retour complet à la normale sera finalement intervenu mardi 17 avril. La fermeture du site industriel de Renault-Billancourt, qui emploie actuellement quelque 3 800 salariés, doit se faire progressivement d'ici à 1992.

La CFDT signe l'accord salarial 1990. - La CFDT a annoncé jeudi 19 avril son intention de signer, dès ce vendredi 20 avril, l'accord salarial proposé par la direction de Renault. Celui-ci prévoit pour 1990 une augmentation générale des salaires de 2,5 % (0,5 % au 1^{er} mars, 1 % au 1^{er} juin, 0,5 % au 1^{er} octobre et au 1^{er} décembre) avec une « classe de revoyure » au cours du deuxième semestre. Première organisation à se prononcer sur les propositions de la direction, la CFDT se félicite également de la « consolidation de l'intéressement » contenue dans cet accord.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société anonyme au capital de L. 1.000.000.000.000
Siège Social : 8 Piazza della Scala, Milan - Représentants en France : Banque d'Industrie et Commerce

Les actionnaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée ordinaire le vendredi 27 avril 1990 à 10 heures à Milan 1, Piazza Belgioioso, et éventuellement en deuxième réunion le vendredi 25 mai 1990 au même lieu et à la même heure, en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes; approbation du Bilan au 31 décembre 1989.
- 2) Nomination du Conseil d'Administration.
- 3) Résolutions concernant la rémunération des Administrateurs et les modalités de son attribution.

Tout titulaire d'actions ayant droit de vote peut assister à l'Assemblée à condition que, même si inscrit au registre des actionnaires de la Société, il ait déposé ses actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée auprès des caisses de la Banque ou de la caisse Monte Titoli, chargée à cet effet, sur la base des dispositions de l'art. 4 de la Loi du 29 décembre 1962, no. 1745.

Le Président du Conseil d'Administration

ÉTRANGER

Les négociations de l'Uruguay round

M. Andriessen se prononce pour l'interdiction des subventions qui faussent le commerce

« Un certain nombre de participants sont désorientés par le peu de progrès réalisés jusqu'à maintenant », a déclaré M. Frans Andriessen, vice-président de la commission de la CEE à une trentaine de ministres du commerce réunis à Puerto Vallarta (Mexique) lors de l'ouverture d'une réunion informelle de l'Uruguay Round (négociation multilatérale pour la libéralisation du commerce mondial). « Le moment est crucial parce que le temps qui nous reste est court », a ajouté M. Andriessen faisant allusion à la fin de l'Uruguay Round en décembre prochain.

Le vice-président de la commission a également estimé que les subventions qui tendent à fausser le commerce, celles qui vont aux exportations, par exemple, doivent être interdites, mais que celles qui ont peu d'effet sur le commerce international doivent être exemptées de mesures disciplinaires. - (AFP)

La fusion compromise entre les deux géants finlandais Raimo Repola et United Paper Mills. - Le projet de fusion entre les sociétés finlandaises Raimo Repola (mécanique, métallurgie, bois, plastique) et United Paper Mills (UPM, bois et papier) apparaît bien compromis. Le groupe industriel finlandais Messer-Sachs, qui possède 30 % du capital d'United Paper Mills, s'est opposé à l'opération en refusant jeudi 19 avril d'apporter ses titres en échange de 20 % des actions de la nouvelle société. La fusion qui devait donner naissance au premier groupe industriel finlandais privé avait été imaginée par la Kansallisbanken, actionnaire de Raimo Repola et d'UPM, et l'une des deux plus grandes banques du pays.

Thomson et Philips confirment leur rapprochement sur la TVHD. - Thomson et Philips envisagent bel et bien d'associer leurs efforts en matière de télévision haute définition. Le groupe néerlandais Philips a en effet confirmé qu'il avait engagé des pourparlers avec le groupe nationalisé français dans un communiqué publié jeudi 19 avril à son siège de Eindhoven. « Les discussions pourraient conduire à une coopération plus étroite » entre les deux groupes indique précisément le texte, « essentiellement dans le domaine des composants-clés pour la télévision haute définition ». Une telle association est souhaitée dans les milieux européens où l'on s'inquiète de l'avance prise par les industriels japonais pour le développement de cette « télévision du futur ».

TRANSPORT

Incapable d'honorer ses engagements

M. Frank Lorenzo se voit retirer la gestion d'Eastern Airlines

Les prix bradés de Eastern Airlines n'ont pas suffi à remplir ses avions et un an après avoir été contraint de se placer sous la protection de l'article 11 de la loi sur les faillites, la compagnie se voit confier, par décision judiciaire, à un mandataire.

NEW-YORK

de notre correspondant

Un nouveau coup dur pour M. Frank Lorenzo, le propriétaire d'Eastern Airlines jusqu'en 1989 et qui, jusqu'au bout, a prétendu se fier dans le redressement de cette société à un prêt de 852 millions de dollars (environ 4,85 milliards de francs), à comparer avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard. Un déficit

qui a lourdement pesé sur les comptes de la société-mère, Texas Air, une société rachetée en 1972 par cet ancien analyste financier de TWA alors qu'elle était au bord de la faillite. Par la suite, M. Frank Lorenzo devait s'opposer à Continental Airlines, puis d'Eastern Airlines.

Après une longue traversée du désert, Continental Airlines a refait surface l'année dernière. Il en va tout autrement pour Eastern. Cette compagnie a subi le contre-coup d'une dérive financière de plusieurs années et d'une grève dure de ses pilotes qui lui a coûté, pendant de longs mois, plusieurs millions de dollars par jour. Le « Rambo du ciel américain » avait juré de ne pas céder à ses salariés. Il a dû faire amende honorable devant ses banquiers.

En 1988, M. Lorenzo abandonnait au promoteur immobilier Donald

Trump le service de navettes reliant plusieurs fois par jour New York à Washington et à Boston. La concession était insuffisante. Le 9 mars 1989, en raison déjà de l'ampleur des pertes, la filiale de Texas Air était placée sous la protection de la loi sur les faillites.

Pressé par ses nombreux créanciers à qui il devait 980 millions de dollars, M. Lorenzo leur promettait dans un premier temps le remboursement quasi total. Six mois plus tard, il ne parvint plus que de 50 % du montant. Fin mars, on en était à 30 cents pour chaque dollar dû.

Le juge a donc confié la compagnie à M. Martin Shugart, ancien vice-président de Panam, M. Lorenzo devant se souvenir de lui : il l'avait licencié de son poste de directeur général de Continental Airlines !

SERGE MARTI

Après la nomination d'un directeur du projet

La SNCF recherche un consensus sur le tracé du TGV-Méditerranéen

MARSEILLE

de notre correspondant

Face aux manifestations quotidiennes traduisant l'opposition des communes riveraines du tracé du futur TGV-Méditerranéen, est à la campagne de la coordination des associations régionales (1), forte de soixante-trois adhésions, vers les milieux d'affaires (Chambres de commerce, Rotary, Lions), la direction de la SNCF semble décidée à jouer la concertation. M. Pierre Isard, un polytechnicien de trente-cinq ans, ingénieur des Ponts et Chaussées vient d'être nommé directeur du projet, pour établir un dialogue constructif avec les élus, les représentants des forces socio-économiques et les associations régionales. Pour ce faire, M. Isard « se décentralise » et s'ins-

talte à la direction régionale de la SNCF afin de se trouver sur place jusqu'au terme du projet.

M. Jacques Fournier, président du conseil d'administration de la SNCF, veut Marseille afin « d'introduire » le directeur du projet, en a profité pour rappeler que « personne ne met en doute l'intérêt du TGV-Méditerranéen », dont la réalisation placera le midi de la France « au carrefour de trois axes majeurs du développement européen » ceux qui relient l'Espagne à l'Allemagne, l'Angleterre à la Méditerranée et l'Aquitaine à l'Italie.

Après avoir souligné que le projet, qui soulève tant de réactions critiques, était « une première esquisse » et précisé que « la SNCF n'a aucunement l'intention d'imposer un tracé », M. Fournier a souhaité que le débat « se fonde sur des faits bien éta-

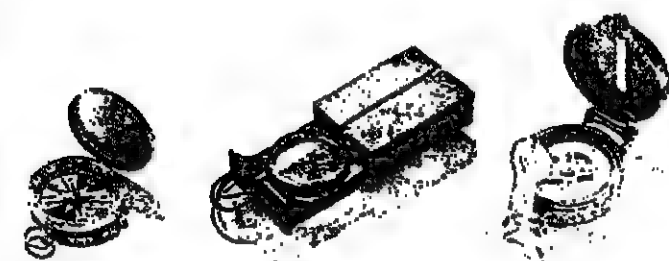
blis ». Pour lui l'environnement des régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur « est très sensible », il convient de « ramener à ses justes proportions l'impact du projet » sur le paysage et les activités agricoles : M. Fournier a précisé qu'une ligne de TGV utilise un espace de 30 mètres de large « soit sensiblement moins qu'une autoroute ».

La mission du nouveau directeur du projet sera donc de « préserver au maximum l'équilibre écologique, de prendre en compte les intérêts légitimes des habitants, des exploitants agricoles ».

JEAN CONTRUCCI

(1) Groupe de réflexion et d'analyse. - CARDE - TGV 2, avenue de la Résistance, 13410 Lambesc. Tél. : 43-92-81-62.

“Le Grand Sicob...
Quatre salons en un... cette nouvelle orientation aurait-elle un sens ?”



Oui,

Le Sicob devient Grand Sicob : les entreprises savent enfin où elles vont !

Pour confronter leurs expériences, découvrir de nouveaux itinéraires, les entreprises avaient besoin d'un point de repère. C'est chose faite désormais : Equipement d'entreprise avec EFFITEC 90 ; Architecture intérieure et Aménagement de bureau avec DIMENSION 3 ; Informatique et Télécom avec IT 90 ; et la micro-informatique avec le COMDEX/Europe... Le Grand Sicob réunit 4 grands salons en un. Alors, forcément les capitaines d'entreprise ne perdent pas le nord : ils viennent se ravitailler en innovation, là où ils savent retrouver la plus grande offre. Pour atteindre le monde entier via l'Europe, « tenir le cap » c'est d'abord avoir un navire bien équipé... et dans ce sens, le Grand Sicob est un événement phare !

Informations complémentaires :
3616 SICOB.
du 23 au 28 Avril 1990
Paris-Nord Villepinte



DIMENSION 3 COMDEX Europe EFFITEC 90 IT 90

36 15
I M

un mois d'offres
emplois parues dans le Monde.
Le service télématique expert
de l'emploi des cadres.

Le Monde AUTOMOBILE

Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren propose :

- UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, 400 m² supplémentaires.
- UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.
- UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...

Ouverture du lundi au samedi de 9h à 19h.

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

ETABLISSEMENTS SUFFREN, 48 rue de Suffren, 75015 Paris - Tél. : 47.34.09.35
Accueil Appréhension - 48 rue de Suffren - 75015 Paris

Alfa Romeo

323 16 2 P.
Juv. 88, noir métall., int. gris, alarme, radio, port. autoradio, becquet, direction assistée, 133 000 F.
M. FLUPE
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

BMW

Oct. 88, mod. 88, bleu métall., int. cuir beige, T.O. électr., radio K7, première main, 23 000 km, 185 000 F.
M. PIOT 44-80-19-97, bur. 60-47-34-98, dom.

FRANCO BRITANNIC AUTOMOBILES

Importance Exposition de voitures d'occasion haut de gamme

Rolls-Royce - Bentley - Jaguar
Mercedes - BMW - Porsche
Range Rover - MVS - Panther...

Liste envoyée sur demande.
Téléphone à Raoul Matet
au 47.57.50.80

Ouvert le samedi matin de 9h30 à 14h
25, rue P. V. Couturier Levallois-Perret
Tél. 47.57.50.80

Cadillac

SEVILLE DIESEL AUTOM.
Audi 80, rouge int. cuir, climat., alarme, radio, direction assistée, 133 000 F.
M. BRATTEY
1805-58-66-43

Chevrolet

CHEVROLET - 74
Modèle rare
TBE - bleu métall.
Tél. : (BUR) 39-82-40-27
(DOM) 39-78-63-31.

Citroën

XM 20 1 AMBASSADE, oct.
88, mod. 90, gris acier, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Chrysler

VOYAGER
Juv. 88, gris vert, int. gris, air climat., gl. électr., radio, 7 places, 28 000 km, 185 000 F.
M. MARTY 110 000 F.
42-62-30-38

Fiat

FIAT TIPO Turbo diesel, juv.
88, mod. 90, gris bleu métall., 31 000 km, 133 000 F.
M. FERNET
47-51-38-23, bur.
60-77-55-62, dom.

Ford

Coupe SIERRA COSWORTH,
dés. 88 mod. 87, gris, int. cuir, radio, alarme, 70 700 km, 115 000 F.
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Lancia

DELTA INTEGRALE 16 S
Sept. 88, mod. 90, noir métall., int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Jaguar

Coupe XJS 5.3 AUTOM.
Audi 80, rouge int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. BRATTEY
1805-58-66-43

Peugeot

DAEWOO
Juv. 88, mod. 90, gris acier, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Mercedes

230 T AUTOM.
Juv. 88, mod. 90, gris bleu métall., int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. FERNET
47-51-38-23, bur.
60-77-55-62, dom.

Opel

CORSA 2000 3 P.
Juv. 88, mod. 90, gris bleu métall., int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Opel

KADETTE
Juv. 88, mod. 90, gris bleu métall., int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. FERNET
47-51-38-23, bur.
60-77-55-62, dom.

Pontiac

PONTIAC TRANS AM - 77
Juv. 88, mod. 90, gris bleu métall., int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Peugeot

DAEWOO
Juv. 88, mod. 90, gris acier, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

**UN NOUVEAU ACCUEIL
AUX BUTTES CHAUMONT**

79 AVENUE SIMON SIVAR
75019 PARIS ☎ 42 03 733

Batzari

Porsche

911 Carrera 2, nov. 88
mod. 90, gris acier, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. FERNET
47-51-38-23, bur.
60-77-55-62, dom.

Renault

111 TD - 85
Juv. 88, mod. 90, gris bleu métall., int. cuir, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Peugeot

DAEWOO
Juv. 88, mod. 90, gris acier, climat., radio, direction assistée, 133 000 F.
M. VOUYOU
48-55-55-00, bur.
62-55-18-20, ap. 21 h.
165 000 F.

Le Lot-et-G

Le Lot-et-Garonne est un département de pointe en matière de météorologie. Les pilotes organisent des vols de reconnaissance de la vallée du Lot. Les pilotes organisent des vols de reconnaissance de la vallée du Lot.

Le Lot-et-G

Le Lot-et-Garonne est un département de pointe en matière de météorologie. Les pilotes organisent des vols de reconnaissance de la vallée du Lot. Les pilotes organisent des vols de reconnaissance de la vallée du Lot.

Le Monde des Cadres

INFORMATIEN RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

HTI : Société de Services et d'Ingénierie Informatique recherche un Informaticien Responsable du Recrutement.

Vous organiserez la sélection des candidatures et les différents entretiens et tests avec les candidats en vue de leur intégration dans notre équipe.

De formation BAC + 4, vous connaissez l'environnement informatique, ses métiers et ses techniques, (plus particulièrement l'IBM 38 et l'AS 400).

Vous avez une première expérience du recrutement, si possible au sein d'une société de services et possédez les qualités psychologiques et relationnelles nécessaires à la fonction.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe professionnelle, jeune et ambitieuse.

Merci d'adresser votre dossier à HTI - Service Recrutement
43, rue Villiers - 92523 NEUILLY CEDEX - Tél. : 47.57.33.70

Institut National des Télécommunications

recrute

UN ENSEIGNANT-CONSULTANT

De profil ingénieur, cet enseignant aura acquis une expérience complémentaire en gestion, ou de profil école supérieure de commerce, il aura participé à des actions marketing dans le domaine de l'informatique et des télécommunications. Une expérience de l'enseignement et/ou du conseil souhaitée.

UN ENSEIGNANT-CHERCHEUR

De profil ingénieur, D.E.A. ou D.E.S.S., le candidat sera motivé pour la double compétence haute technologie et commerciale. Des travaux dans le domaine des systèmes de communication et d'information et une expérience d'enseignement et/ou de recherche sont souhaitées.

Lettre de candidature + CV + photo + prétentions à :
INT - DG - B. SALGUES
9, rue Charles-Fourier, 91011 EVRY CEDEX

L'AGENDA

Décoration

Tentures murales, doubles rideaux, réflexion algues.

Antiquités, Faïences

ALA BOUTIQUE
38, rue de la République, 45-66-76-30.

Peinture

ARTISTE

point vos papiers peints sur simple envoi de votre part de photographies, et participation à la vie internationale.

A. CORBANI
13, rue de la République, 45-66-76-30.

Stages

Anglais. Immersion totale en France. Spécialisation dans la gestion de la mission de coopération. Groupe de 3 à 4 personnes. 2 prof. qui assurent un programme individuel et participent à la vie internationale.

Associations

Appel

PRÊTES EN LIBERTÉ
MONTIEL
3615 CLP

Sessions et Stages

Institut supérieur franco-germanique
18, rue de la République, 45-66-76-30.

Associations

Appel

PRÊTES EN LIBERTÉ
MONTIEL
3615 CLP

Sessions et Stages

Institut supérieur franco-germanique
18, rue de la République, 45-66-76-30.

Le Monde de l'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
M^{rs} LUDOVIC
M^{rs} PORT-ROYAL
17, rue de la République, 45-66-76-30.

appartements achats

NEULY 170 à 200 m²
PARIS. Pensez-vous, que vous êtes à la recherche d'un appartement de 170 à 200 m² à Paris, près de la Seine, 14^e arrdt, 15^e arrdt, 16^e arrdt, 17^e arrdt, 18^e arrdt, 19^e arrdt, 20^e arrdt, 21^e arrdt, 22^e arrdt, 23^e arrdt, 24^e arrdt, 25^e arrdt, 26^e arrdt, 27^e arrdt, 28^e arrdt, 29^e arrdt, 30^e arrdt, 31^e arrdt, 32^e arrdt, 33^e arrdt, 34^e arrdt, 35^e arrdt, 36^e arrdt, 37^e arrdt, 38^e arrdt, 39^e arrdt, 40^e arrdt, 41^e arrdt, 42^e arrdt, 43^e arrdt, 44^e arrdt, 45^e arrdt, 46^e arrdt, 47^e arrdt, 48^e arrdt, 49^e arrdt, 50^e arrdt, 51^e arrdt, 52^e arrdt, 53^e arrdt, 54^e arrdt, 55^e arrdt, 56^e arrdt, 57^e arrdt, 58^e arrdt, 59^e arrdt, 60^e arrdt, 61^e arrdt, 62^e arrdt, 63^e arrdt, 64^e arrdt, 65^e arrdt, 66^e arrdt, 67^e arrdt, 68^e arrdt, 69^e arrdt, 70^e arrdt, 71^e arrdt, 72^e arrdt, 73^e arrdt, 74^e arrdt, 75^e arrdt, 76^e arrdt, 77^e arrdt, 78^e arrdt, 79^e arrdt, 80^e arrdt, 81^e arrdt, 82^e arrdt, 83^e arrdt, 84^e arrdt, 85^e arrdt, 86^e arrdt, 87^e arrdt, 88^e arrdt, 89^e arrdt, 90^e arrdt, 91^e arrdt, 92^e arrdt, 93^e arrdt, 94^e arrdt, 95^e arrdt, 96^e arrdt, 97^e arrdt, 98^e arrdt, 99^e arrdt, 100^e arrdt, 101^e arrdt, 102^e arrdt, 103^e arrdt, 104^e arrdt, 105^e arrdt, 106^e arrdt, 107^e arrdt, 108^e arrdt, 109^e arrdt, 110^e arrdt, 111^e arrdt, 112^e arrdt, 113^e arrdt, 114^e arrdt, 115^e arrdt, 116^e arrdt, 117^e arrdt, 118^e arrdt, 119^e arrdt, 120^e arrdt, 121^e arrdt, 122^e arrdt, 123^e arrdt, 124^e arrdt, 125^e arrdt, 126^e arrdt, 127^e arrdt, 128^e arrdt, 129^e arrdt, 130^e arrdt, 131^e arrdt, 132^e arrdt, 133^e arrdt, 134^e arrdt, 135^e arrdt, 136^e arrdt, 137^e arrdt, 138^e arrdt, 139^e arrdt, 140^e arrdt, 141^e arrdt, 142^e arrdt, 143^e arrdt, 144^e arrdt, 145^e arrdt, 146^e arrdt, 147^e arrdt, 148^e arrdt, 149^e arrdt, 150^e arrdt, 151^e arrdt, 152^e arrdt, 153^e arrdt, 154^e arrdt, 155^e arrdt, 156^e arrdt, 157^e arrdt, 158^e arrdt, 159^e arrdt, 160^e arrdt, 161^e arrdt, 162^e arrdt, 163^e arrdt, 164^e arrdt, 165^e arrdt, 166^e arrdt, 167^e arrdt, 168^e arrdt, 169^e arrdt, 170^e arrdt, 171^e arrdt, 172^e arrdt, 173^e arrdt, 174^e arrdt, 175^e arrdt, 176^e arrdt, 177^e arrdt, 178^e arrdt, 179^e arrdt, 180^e arrdt, 181^e arrdt, 182^e arrdt, 183^e arrdt, 184^e arrdt, 185^e arrdt, 186^e arrdt, 187^e arrdt, 188^e arrdt, 189^e arrdt, 190^e arrdt, 191^e arrdt, 192^e arrdt, 193^e arrdt, 194^e arrdt, 195^e arrdt, 196^e arrdt, 197^e arrdt, 198^e arrdt, 199^e arrdt, 200^e arrdt, 201^e arrdt, 202^e arrdt, 203^e arrdt, 204^e arrdt, 205^e arrdt, 206^e arrdt, 207^e arrdt, 208^e arrdt, 209^e arrdt, 210^e arrdt, 211^e arrdt, 212^e arrdt, 213^e arrdt, 214^e arrdt, 215^e arrdt, 216^e arrdt, 217^e arrdt, 218^e arrdt, 219^e arrdt, 220^e arrdt, 221^e arrdt, 222^e arrdt, 223^e arrdt, 224^e arrdt, 225^e arrdt, 226^e arrdt, 227^e arrdt, 228^e arrdt, 229^e arrdt, 230^e arrdt, 231^e arrdt, 232^e arrdt, 233^e arrdt, 234^e arrdt, 235^e arrdt, 236^e arrdt, 237^e arrdt, 238^e arrdt, 239^e arrdt, 240^e arrdt, 241^e arrdt, 242^e arrdt, 243^e arrdt, 244^e arrdt, 245^e arrdt, 246^e arrdt, 247^e arrdt, 248^e arrdt, 249^e arrdt, 250^e arrdt, 251^e arrdt, 252^e arrdt, 253^e arrdt, 254^e arrdt, 255^e arrdt, 256^e arrdt, 257^e arrdt, 258^e arrdt, 259^e arrdt, 260^e arrdt, 261^e arrdt, 262^e arrdt, 263^e arrdt, 264^e arrdt, 265^e arrdt, 266^e arrdt, 267^e arrdt, 268^e arrdt, 269^e arrdt, 270^e arrdt, 271^e arrdt, 272^e arrdt, 273^e arrdt, 274^e arrdt, 275^e arrdt, 276^e arrdt, 277^e arrdt, 278^e arrdt, 279^e arrdt, 280^e arrdt, 281^e arrdt, 282^e arrdt, 283^e arrdt, 284^e arrdt, 285^e arrdt, 286^e arrdt, 287^e arrdt, 288^e arrdt, 289^e arrdt, 290^e arrdt, 291^e arrdt, 292^e arrdt, 293^e arrdt, 294^e arrdt, 295^e arrdt, 296^e arrdt, 297^e arrdt, 298^e arrdt, 299^e arrdt, 300^e arrdt, 301^e arrdt, 302^e arrdt, 303^e arrdt, 304^e arrdt, 305^e arrdt, 306^e arrdt, 307^e arrdt, 308^e arrdt, 309^e arrdt, 310^e arrdt, 311^e arrdt, 312^e arrdt, 313^e arrdt, 314^e arrdt, 315^e arrdt, 316^e arrdt, 317^e arrdt, 318^e arrdt, 319^e arrdt, 320^e arrdt, 321^e arrdt, 322^e arrdt, 323^e arrdt, 324^e arrdt, 325^e arrdt, 326^e arrdt, 327^e arrdt, 328^e arrdt, 329^e arrdt, 330^e arrdt, 331^e arrdt, 332^e arrdt, 333^e arrdt, 334^e arrdt, 335^e arrdt, 336^e arrdt, 337^e arrdt, 338^e arrdt, 339^e arrdt, 340^e arrdt, 341^e arrdt, 342^e arrdt, 343^e arrdt, 344^e arrdt, 345^e arrdt, 346^e arrdt, 347^e arrdt, 348^e arrdt, 349^e arrdt, 350^e arrdt, 351^e arrdt, 352^e arrdt, 353^e arrdt, 354^e arrdt, 355^e arrdt, 356^e arrdt, 357^e arrdt, 358^e arrdt, 359^e arrdt, 360^e arrdt, 361^e arrdt, 362^e arrdt, 363^e arrdt, 364^e arrdt, 365^e arrdt, 366^e arrdt, 367^e arrdt, 368^e arrdt, 369^e arrdt, 370^e arrdt, 371^e arrdt, 372^e arrdt, 373^e arrdt, 374^e arrdt, 375^e arrdt, 376^e arrdt, 377^e arrdt, 378^e arrdt, 379^e arrdt, 380^e arrdt, 381^e arrdt, 382^e arrdt, 383^e arrdt, 384^e arrdt, 385^e arrdt, 386^e arrdt, 387^e arrdt, 388^e arrdt, 389^e arrdt, 390^e arrdt, 391^e arrdt, 392^e arrdt, 393^e arrdt, 394^e arrdt, 395^e arrdt, 396^e arrdt, 397^e arrdt, 398^e arrdt, 399^e arrdt, 400^e arrdt, 401^e arrdt, 402^e arrdt, 403^e arrdt, 404^e arrdt, 405^e arrdt, 406^e arrdt, 407^e arrdt, 408^e arrdt, 409^e arrdt, 410^e arrdt, 411^e arrdt, 412^e arrdt, 413^e arrdt, 414^e arrdt, 415^e arrdt, 416^e arrdt, 417^e arrdt, 418^e arrdt, 419^e arrdt, 420^e arrdt, 421^e arrdt, 422^e arrdt, 423^e arrdt, 424^e arrdt, 425^e arrdt, 426^e arrdt, 427^e arrdt, 428^e arrdt, 429^e arrdt, 430^e arrdt, 431^e arrdt, 432^e arrdt, 433^e arrdt, 434^e arrdt, 435^e arrdt, 436^e arrdt, 437^e arrdt, 438^e arrdt, 439^e arrdt, 440^e arrdt, 441^e arrdt, 442^e arrdt, 443^e arrdt, 444^e arrdt, 445^e arrdt, 446^e arrdt, 447^e arrdt, 448^e arrdt, 449^e arrdt, 450^e arrdt, 451^e arrdt, 452^e arrdt, 453^e arrdt, 454^e arrdt, 455^e arrdt, 456^e arrdt, 457^e arrdt, 458^e arrdt, 459^e arrdt, 460^e arrdt, 461^e arrdt, 462^e arrdt, 463^e arrdt, 464^e arrdt, 465^e arrdt, 466^e arrdt, 467^e arrdt, 468^e arrdt, 469^e arrdt, 470^e arrdt, 471^e arrdt, 472^e arrdt, 473^e arrdt, 474^e arrdt, 475^e arrdt, 476^e arrdt, 477^e arrdt, 478^e arrdt, 479^e arrdt, 480^e arrdt, 481^e arrdt, 482^e arrdt, 483^e arrdt, 484^e arrdt, 485^e arrdt, 486^e arrdt, 487^e arrdt, 488^e arrdt, 489^e arrdt, 490^e arrdt, 491^e arrdt, 492^e arrdt, 493^e arrdt, 494^e arrdt, 495^e arrdt, 496^e arrdt, 497^e arrdt, 498^e arrdt, 499^e arrdt, 500^e arrdt, 501^e arrdt, 502^e arrdt, 503^e arrdt, 504^e arrdt, 505^e arrdt, 506^e arrdt, 507^e arrdt, 508^e arrdt, 509^e arrdt, 510^e arrdt, 511^e arrdt, 512^e arrdt, 513^e arrdt, 514^e arrdt, 515^e arrdt, 516^e arrdt, 517^e arrdt, 518^e arrdt, 519^e arrdt, 520^e arrdt, 521^e arrdt, 522^e arrdt, 523^e arrdt, 524^e arrdt, 525^e arrdt, 526^e arrdt, 527^e arrdt, 528^e arrdt, 529^e arrdt, 530^e arrdt, 531^e arrdt, 532^e arrdt, 533^e arrdt, 534^e arrdt, 535^e arrdt, 536^e arrdt, 537^e arrdt, 538^e arrdt, 539^e arrdt, 540^e arrdt, 541^e arrdt, 542^e arrdt, 543^e arrdt, 544^e arrdt, 545^e arrdt, 546^e arrdt, 547^e arrdt, 548^e arrdt, 549^e arrdt, 550^e arrdt, 551^e arrdt, 552^e arrdt, 553^e arrdt, 554^e arrdt, 555^e arrdt, 556^e arrdt, 557^e arrdt, 558^e arrdt, 559^e arrdt, 560^e arrdt, 561^e arrdt, 562^e arrdt, 563^e arrdt, 564^e arrdt, 565^e arrdt, 566^e arrdt, 567^e arrdt, 568^e arrdt, 569^e arrdt, 570^e arrdt, 571^e arrdt, 572^e arrdt, 573^e arrdt, 574^e arrdt, 575^e arrdt, 576^e arrdt, 577^e arrdt, 578^e arrdt, 579^e arrdt, 580^e arrdt, 581^e arrdt, 582^e arrdt, 583^e arrdt, 584^e arrdt, 585^e arrdt, 586^e arrdt, 587^e arrdt, 588^e arrdt, 589^e arrdt, 590^e arrdt, 591^e arrdt, 592^e arrdt, 593^e arrdt, 594^e arrdt, 595^e arrdt, 596^e arrdt, 597^e arrdt, 598^e arrdt, 599^e arrdt, 600^e arrdt, 601^e arrdt, 602^e arrdt, 603^e arrdt, 604^e arrdt, 605^e arrdt, 606^e arrdt, 607^e arrdt, 608^e arrdt, 609^e arrdt, 610^e arrdt, 611^e arrdt, 612^e arrdt, 613^e arrdt, 614^e arrdt, 615^e arrdt, 616^e arrdt, 617^e arrdt, 618^e arrdt, 619^e arrdt, 620^e

Le Monde en librairie

LA TERRE TOUJOURS RECOMMENCÉE

Par Yvonne Rebeyrol, Préface de Claude Allègre.
Le récit passionnant de trente ans de progrès des sciences de la Terre à travers la théorie de la tectonique des plaques, avec des reportages, des portraits, des débats et de nombreux graphiques.
Collection La Découverte / Le Monde.
128 pages, 220 F.

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : MUTATIONS 1975-1990

Une synthèse d'actualité de quatorze années du Bulletin de l'économie du Monde qui ne met pas seulement en lumière les succès mais aussi les difficultés de l'économie française.
Collection Synthèse / Le Monde.
344 pages, 48 F.

1975-1990

Larousse Le Monde

1989, l'année des révolutions

Journal de l'année

Edition
1990

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 1989

Un an d'actualité, d'événements et d'Histoire restitué sous la plume des meilleurs spécialistes. Un ouvrage indispensable pour comprendre l'ampleur des bouleversements en cours à l'est et dans le monde entier.

Collection Larousse / Le Monde.
384 pages, 225 F.

Edouard Masini L'année 1989 dans Le Monde

Les événements, les hommes, les lieux et les idées.
Préface d'André Fontaine.

L'ANNÉE 1989 DANS « LE MONDE »

Cet ouvrage rassemble les chronologies mensuelles parues dans Le Monde, enrichies d'un index détaillé.
Préface d'André Fontaine.

272 pages, 27,50 F.

La guerre d'Algérie

Des origines à la fin de la guerre.
BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE D'ALGÈRE

Le Monde ROS & DO

CHAQUE LE MONDE VOUS A A PRÉP VOS D

2 DOSSIER

Les deux, les Dossiers et les Documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

Ces deux, les Dossiers et les Documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

Les deux, les Dossiers et les Documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

AU SOMMAIRE

PREMIER

L'HISTOIRE DU MONDE

Le Monde Dossiers et documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

TRENTIÈME

Le Monde Dossiers et documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

UNE NOUVELLE

Le Monde Dossiers et documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

LE FRANÇAIS

Le Monde Dossiers et documents, de quinzaine, sur des pays, des faits de l'économie. Deux fois par an, ils ont pu être fondamentaux (l'Europe, mais l'exploration des marchés des pays).

8 FRANCS

صكنا من الامل

Monde librairie

FRANÇAISE :
1975-1990

originale de quatorze
économique et social du
de prendre du champ
analyser les temps forts
de l'économie tran-

D'ALGÉRIE

d'Algérie, de ses
évolutions contempor-
à partir d'articles et de
dans le Monde au
ments.

Monde

La guerre
d'Algérie

Monde

Monde

Monde

Monde

Monde

Monde

Monde

Monde

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

CHAQUE MOIS

LE MONDE
VOUS AIDE
A PRÉPARER
VOS DOSSIERS



2 DOSSIERS EN 1

Tous les mois, les *Dossiers et documents* du Monde publient deux dossiers d'actualité, de quatre pages format quotidien chacun, sur des pays, des faits de société ou des problèmes d'économie. Deux fois par an, ils traitent sur seize pages d'un grand sujet fondamental (l'Europe de l'Est, la protection sociale, l'explosion des marchés financiers, l'économie de la drogue...).

Chaque dossier contient les articles les plus significatifs du Monde, du Monde diplomatique et du Monde de l'éducation.

Avec les *Dossiers et documents*, le Monde ouvre sa documentation et met ses archives au service du public. Les *Dossiers et documents* s'adressent à ceux qui, pour leurs études secondaires ou supérieures, leurs travaux personnels ou leurs besoins professionnels, veulent mettre à jour leurs connaissances, retenir l'essentiel et conserver une information durable.

LE DOSSIER TYPE

1. UNE SYNTHÈSE du sujet rédigée spécialement pour le dossier.
2. DES ARTICLES COURTS ET FACTUELS parmi ceux publiés récemment dans le Monde et ses publications.
3. UN PLAN RIGoureux et des têtes de chapitre couvrant l'ensemble des aspects d'un problème.
4. DES COURBES, DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX originaux et adaptés.
5. DES CHRONOLOGIES précises et détaillées.

LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE PÉDAGOGIQUE

Les *Dossiers et documents* du Monde sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus récentes.

PARMI LES DOSSIERS RÉCEMMENT PARUS

- LES MULTINATIONALES • LES RELATIONS EST-OUEST • L'EUROPE DE L'EST
- L'ESPAGNE • LES CONFLITS RELIGIEUX • L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE

A PARAÎTRE EN MAI

- Un numéro spécial « révisions du bac » : pour actualiser ses connaissances avant l'examen.
- Le dernier état du monde : États-Unis, URSS, Chine, Japon.
- Le dernier état de la France : la politique économique, l'emploi, la production, le commerce, la balance des paiements, la monnaie.

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

PREMIER DOSSIER

L'HISTOIRE DU FRANC

Le Monde *Dossiers et documents* retrace l'histoire du franc de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui. Il analyse les efforts des gouvernements pour faire du franc une monnaie forte et met en perspective le franc dans son contexte européen. Avec de nombreux graphiques et des statistiques récentes.

TRENTE ANS DE FRANC LOURD

Une érosion continue et des dévaluations en cascade ont marqué l'après-guerre avec un moment fort : la naissance du « nouveau franc » appelé aussi « franc lourd » ; lancé le 1^{er} janvier 1960.

UNE MONNAIE RESPECTÉE

L'ancrage dans le système monétaire européen a permis une stabilisation progressive du franc. La volonté des différents gouvernements a toujours été d'avoir un franc fort, symbolisée par la récente levée du contrôle des changes.

LE FRANC, SATELLITE DU MARK

Malgré sa bonne tenue, le franc reste un satellite du mark. Le syndrome du « frère » plane sur la zone mark d'autant plus que le SME se polarise autour de la monnaie allemande.

SECOND DOSSIER

LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Va-t-on vers la démonétisation ? En quelques années, les cartes de crédit sont devenues un moyen de la grande distribution. Elles ont connu un développement soutenu grâce aux multiples initiatives des commerçants. Néanmoins le chèque se porte toujours bien. Le Monde *Dossiers et documents* montre que commerçants et usagers sont satisfaits de ce nouveau moyen de paiement. Seul obstacle : la fraude, dont la France détient le record du monde, malgré l'amélioration des dispositifs de sécurité.



8 FRANCS — EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 AVRIL

PARIS.

Second marché

[illegible]

Marché des options négociables le 19 avril 1990

Nombre de clients		Options de vente		Options de vente	
Volume	Price	Jan	Feb	Jan	Feb
		Jan	Feb	Jan	Feb
100	100	100	100	100	100
200	200	200	200	200	200
300	300	300	300	300	300
400	400	400	400	400	400
500	500	500	500	500	500
600	600	600	600	600	600
700	700	700	700	700	700
800	800	800	800	800	800
900	900	900	900	900	900
1000	1000	1000	1000	1000	1000
1100	1100	1100	1100	1100	1100
1200	1200	1200	1200	1200	1200
1300	1300	1300	1300	1300	1300
1400	1400	1400	1400	1400	1400
1500	1500	1500	1500	1500	1500
1600	1600	1600	1600	1600	1600
1700	1700	1700	1700	1700	1700
1800	1800	1800	1800	1800	1800
1900	1900	1900	1900	1900	1900
2000	2000	2000	2000	2000	2000
2100	2100	2100	2100	2100	2100
2200	2200	2200	2200	2200	2200
2300	2300	2300	2300	2300	2300
2400	2400	2400	2400	2400	2400
2500	2500	2500	2500	2500	2500
2600	2600	2600	2600	2600	2600
2700	2700	2700	2700	2700	2700
2800	2800	2800	2800	2800	2800
2900	2900	2900	2900	2900	2900
3000	3000	3000	3000	3000	3000
3100	3100	3100	3100	3100	3100
3200	3200	3200	3200	3200	3200
3300	3300	3300	3300	3300	3300
3400	3400	3400	3400	3400	3400
3500	3500	3500	3500	3500	3500
3600	3600	3600	3600	3600	3600
3700	3700	3700	3700	3700	3700
3800	3800	3800	3800	3800	3800
3900	3900	3900	3900	3900	3900
4000	4000	4000	4000	4000	4000
4100	4100	4100	4100	4100	4100
4200	4200	4200	4200	4200	4200
4300	4300	4300	4300	4300	4300
4400	4400	4400	4400	4400	4400
4500	4500	4500	4500	4500	4500
4600	4600	4600	4600	4600	4600
4700	4700	4700	4700	4700	4700
4800	4800	4800	4800	4800	4800
4900	4900	4900	4900	4900	4900
5000	5000	5000	5000	5000	5000
5100	5100	5100	5100	5100	5100
5200	5200	5200	5200	5200	5200
5300	5300	5300	5300	5300	5300
5400	5400	5400	5400	5400	5400
5500	5500	5500	5500	5500	5500
5600	5600	5600	5600	5600	5600
5700	5700	5700	5700	5700	5700
5800	5800	5800	5800	5800	5800
5900	5900	5900	5900	5900	5900
6000	6000	6000	6000	6000	6000

MATIF

Echéances			
	Jan 42	Septembre 42	Decembre 42
100.000.000	101.51	101.46	101.50
100.000.000	102.12	102.14	102.10

INDICES

CHANGES
Bourse de Paris

BOURSES
PARIS 1944

CHANGES

[illegible]

BOURSES

PARIS 1901 June 00 28-12-00
16 avril 1901
Valeur du coupon 101,10
Valeur de l'obligation 93,00
Total 194,10
Moins le coupon payé 101,10
Reste à payer 93,00

SECRET

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

LIBRE DES DEV

[illegible]

EUROMONNAIES

[illegible]

Règlement mensuel

Regimental Messenger												Regimental Messenger												Regimental Messenger																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company				Company			

Comptant (immediata)

[illegible]**SICAV** (collection)[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

COURS 19/4		Guyana	134	138	Europe	1215 81	1173 30	Chile, Italie contig.	142 72	146 52		
		Guy Degussa	476		Europe-G	2675 96	2232 42	Colombie	1037 80	1036 63	27107 42	24086 38
		Heughebaert-Henle-Zen	210		Europe-Henle	11777 37	11773 37	Chadocast	10508 01	10507 87		
69350	69400	Heughebaert	287		Europe-Henle	2881 85	289 39	Colombie	1182 24	1187 87	27107 42	24086 38
		Heughebaert-Henle	340		Europe-Henle	12132	121 02	Chadocast	6162 52	6163 78		
419	420	Heughebaert	326		Europe-Henle	10122 57	10133 65	Colombie	17200 18	17205 81		
385	386	Heughebaert	288 50		Europe-Henle	282 02	251 82	Colombie	124 77	119 88		
426	427	Heughebaert	170 80		Europe-Henle	127 68	120 70	Colombie	537 11	537 56		
694	695	Heughebaert	330		Europe-Henle	439 13	439 13	Colombie	91 38	90 48		
508	509	Heughebaert	1690	1690	Europe-Henle	512 21	406 26	Colombie	105 84	100 04		
2640	2641	Heughebaert	672		Europe-Henle	121 12	117 58	Colombie	885 00	865 14		
1340	1341	Heughebaert	451		Europe-Henle	2346 80	2337 38	Colombie	273 30	265 43		
880	881	Heughebaert	380		Europe-Henle	20 50	20 50	Colombie	778 85	789 85		
412	413	Heughebaert	52		Europe-Henle	30 31	29 57	Colombie	1288 36	1246 08		
		Heughebaert	176		Europe-Henle			Colombie				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

© : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — c : demandé — ♦ : prix préférentiel — ☆ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

